

سكنا صالون

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13236 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 19 AOUT 1987

Quinze blessés, dont deux ministres

Attentat à la grenade au Parlement de Sri-Lanka

La « paix indienne » en question

L'attentat perpétré contre des membres du gouvernement de Colombo souligne l'extrême fragilité de l'accord de paix imposé, le 29 juillet, par M. Rajiv Gandhi aux deux communautés de Sri-Lanka, les Tamouls et les Cinghalais. Il semble évident, en effet, que la principale cause du lanceur de grenades ait été le président Jayewardene lui-même, auquel une fraction importante de l'opinion cinghalaise reproche d'avoir « trahi » en acceptant les conditions du premier ministre indien.

Déjà, lors de la signature de l'accord, des affrontements entre forces de l'ordre et opposants cinghalais avaient fait une soixantaine de victimes. Le lendemain, à Colombo, M. Gandhi avait été agressé par un soldat de la garde sri-lankaise, qui lui rendait les honneurs. Depuis, le débarquement des « forces de paix » indiennes dans le nord de l'île et la remise de leurs armes par les rebelles tamouls avaient quelque peu occulté une évidence : encore faut-il, pour apaiser les esprits dans un pays ravagé par quatre années de guerre civile, que les Cinghalais acceptent le plan indien.

O. M. Jayewardene doit se battre sur plusieurs fronts, à l'arrière même de sa communauté. Les bonzes, qui se disent gardiens de l'héritage de l'île, n'ont pas caché leur émoi face à un plan qui offre une large autonomie aux régions à majorité tamoule. Des militants « marxistes », appartenant à un « Front de libération du peuple », se disent déjà en état d'insurrection, volant des armes et attaquant des cibles gouvernementales. Quelque huit cent cinquante suspects ont même été arrêtés la semaine dernière dans le sud du pays.

Enfin, les militaires cinghalais ne sont pas les moins hostiles au plan de paix indien. C'est, sans doute, la menace la plus grave qui pèse sur le pouvoir civil, alors que rien ne prouve, pour l'instant, que des soldats soient responsables de l'attentat de mardi.

De leur côté, les rebelles tamouls n'ont pas caché que, en déposant les armes, ils s'inclinaient devant plus forts qu'eux. En d'autres termes, qu'ils ne pouvaient s'opposer à la volonté de l'Inde, leur « protecteur » de toujours. Même si la minorité civile tamoule a sambé, dès le début, enclenche à accepter cet accord, l'amertume des combattants séparatistes ne peut guère être considérée comme une garantie pour l'avenir.

M. Gandhi, en quête d'un succès diplomatique après une série de déboires sur le plan intérieur, ne peut plus, désormais, ignorer l'impopularité, en milieu cinghalais, de la « paix indienne ». Peut-être n'y avait-il pas d'autre choix, mais le régime sri-lankais se retrouve, désormais, à la merci d'un coup d'Etat militaire. D'autre part, ne serait-ce que pour calmer les appréhensions de la minorité tamoule et éviter que les rebelles ne représentent le maquis, l'armée indienne semble condamnée à camper dans le nord de l'île, au risque de couper en deux, à la longue, l'ancienne Ceylan.

Une quinzaine de membres du parti au pouvoir à Sri-Lanka, dont au moins deux ministres, ont été blessés, mardi matin 18 août, par l'explosion de deux grenades lancées lors d'une réunion au Parlement de Colombo.

Le chef de l'Etat, M. Junius Jayewardene, qui présidait une réunion du groupe parlementaire de son parti dans une salle du Parlement, n'a pas été blessé. En revanche, le ministre de la sécurité nationale a été touché « assez grièvement », et celui de la fonction publique « moins grièvement ». Les grenades ont été lancées d'une pièce donnant sur la salle de réunion. Selon un journaliste présent, l'auteur de l'attentat a profité de la confusion pour prendre la fuite, et aucun suspect n'avait été arrêté en fin de matinée. L'attentat a eu lieu une heure avant une séance du Parlement qui devait être consacrée à l'accord de paix signé le 29 juillet par M. Jayewardene et par le premier ministre indien.

La mort de Rudolf Hess

Le dauphin halluciné de Hitler

Rudolf Hess est mort, le lundi 17 août, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, peu après son transfert de la prison de Spandau à l'hôpital britannique de Berlin. Les Soviétiques ont accepté que sa dépouille mortelle soit remise à sa famille.

Curieux et interminable destin que celui de l'ancien compagnon et « dauphin » du Führer. Ce Mathusalem du nazisme avait quitté à jamais, jeune encore, bien avant la fin de l'aventure, l'Allemagne de son maître, pour une « mission de paix » abracadabrante en Grande-Bretagne, dont on n'a jamais su le fin mot. Hitler l'avait alors copieusement abreuvé d'insultes pour sa « trahison ». Cet abbé Faria seul à rester enfoncé jusqu'à la mort dans son château d'If de Spandau n'avait pas participé au génocide, par nature imprescriptible.

Si l'on posait une idéale justice selon les crimes commis ou les complaisances consenties, on s'apercevrait qu'entre les éclatantes carrières de certains autres et la prison à vie de celui-ci, la balance est devenue folle.

Enfermé à Spandau dans la gigantesque prison gérée conjointement par les quatre puissances victorieuses du Reich, il y était devenu le gardien de l'ultime débris d'une alliance rompue. Au milieu d'un ballet international de soldats relevant sa garde, le détenu le plus coûteux du monde habitait, justifiait et perpétuait à lui seul l'ultime institution quadripartite de Berlin, celle que les Soviétiques, pour des raisons évidemment politiques, ne voulaient pas voir effacer par une mesure de grâce.

Aucun talent particulier ne destinait ce fils de négociant, après ses laborieuses études commerciales, à devenir l'un des maîtres de l'Allemagne. Mais il n'allait pas déparer l'incroyable médiocrité du personnel politique nazi.

Engagé volontaire de 1914, guerrier sans prouesses ni médailles, il accueillait la défaite avec amertume. En 1920, sa rencontre avec Hitler lui permit enfin de donner un sens à sa vie. Il est ébloui, conquis, subjugué. Le soir même il rentre dans sa pen-

Elargissement déguisé en évasion ?

Un otage américain au Liban a recouvré la liberté

M. Charles Glass, le journaliste américain enlevé le 17 juin dernier à Beyrouth-Ouest, a recouvré la liberté le mardi matin 18 août. Il a été immédiatement conduit par des officiers syriens à Damas, où les autorités avaient maintes fois affirmé leur détermination de tout mettre en œuvre pour obtenir sa libération.

M. Charles Glass s'est, en principe, « évadé ». Cependant, tout porte à croire qu'il a bel et bien été libéré par ses ravisseurs.

BEYROUTH

de notre correspondant

Le journalisme américain Charles Glass a recouvré la liberté, deux mois après avoir été enlevé à l'entrée sud de Beyrouth-Ouest, à 500 mètres d'un barrage de l'armée syrienne. En principe, M. Glass s'est évadé : il aurait réussi à passer de son lieu de détention, dans la banlieue sud chitite, à l'immeuble voisin ; et, de là, à sortir dans la rue, héler un taxi et se faire déposer à l'hôtel Summerland, le tout à 2 h 30 du matin. Cet hôtel étant très fréquenté par des officiers syriens, le journaliste était en de bonnes mains... Il a presque aussitôt été transféré à Damas, où intervien-

dra probablement sa libération officielle.

Bien que rien ne puisse être exclu, à Beyrouth plus qu'ailleurs, la version de l'évasion de Glass paraît d'une haute invraisemblance lorsqu'on connaît les conditions de détention de tous les otages au Liban, particulièrement des étrangers, les plus précieux d'entre eux aux yeux de leurs ravisseurs, et le rythme de la circulation des taxis à 2 heures du matin dans le secteur musulman de Beyrouth.

On pense plutôt à une mise en scène et à une libération camouflée en évasion. D'autant plus que M. Glass a été accusé, - avec l'appui - d'être un « super » agent de la CIA.

LUCIEN GEORGE.
(Lire la suite page 4.)

La majorité exploite les propos de M. Michel Rocard



PAGE 7

La génération « Désir »

Le responsable de SOS-Racisme à « L'heure de vérité »

PAGE 7

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Espagne : le grand écart sur deux siècles

PAGE 16

Concordances des temps

La nationalisation des Chemins de fer de l'Ouest

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 20

Un article du secrétaire général de la CFDT

Le pari obligé de la formation

Pour cette « rentrée » sociale pré-électorale - élections provinciales en décembre 1987, puis élections présidentielles, - M. Edmond Maire se tient éloigné des sentiers de la politique. Dans l'article que nous publions, le secrétaire général de la CFDT voit dans le développement de la formation un moyen de revitaliser l'action syndicale et de favoriser la mutation du syndicalisme.

par Edmond Maire

Regardons autour de nous : la logique impitoyable d'une modernisation conduite à coups de hache disassocie toujours plus notre société duale. Sous l'emblème officiel du libéralisme économique, synonyme en langage courant de la loi du plus fort et du chacun pour soi, partout se multiplient les situations d'exclusion et de précarité. Comment y répondre ? Comment contre-attaquer concrètement en rassemblant des énergies multiples pour moderniser mieux et plus solidement ? Les orientations générales et généreuses n'y suffisent pas. Rien ne peut remplacer la définition fine d'objectifs et de moyens d'action dans chaque domaine. La formation est un de ces tout premiers enjeux.

Demandez à un responsable du Nord ou de la Lorraine les handicaps à surmonter pour donner à sa

région toutes ses chances : vous l'entendrez, presque à coup sûr, évoquer le niveau général de formation comme l'un des héritages régionaux les plus lourds.

De fait, la tradition industrielle française si marquée par le Taylorisme s'est accommodée fort longtemps des insuffisances de notre système éducatif. L'échec scolaire, massif, n'était guère un problème pour un type de production reposant sur le recours, également massif, aux ouvriers spécialisés. A quoi bon investir dans la qualification de celui - ou de celle - dont on attend simplement qu'il puisse accomplir des gestes répétitifs ? Tel était naguère le comportement implicite de beaucoup de responsables économiques ou politiques.

Le choc du licenciement de milliers d'OS dans l'automobile, et ailleurs, sans guère d'espoir de reclassement car ils étaient démunis de qualification adaptée, a fait voler en éclats ce modèle dépassé. La nécessité d'un effort important de formation n'est plus mise en doute.

C'est alors que se cristallise un débat bien français autour de la place de l'entreprise dans un système de formation renoué : un débat où l'idéologie préconçue prend le pas sur les faits.

D'un côté se trouvent les tenants de l'école comme seule institution réellement formatrice.

Pour ceux-là, au mieux la légitimité de l'entreprise et de ses acteurs en matière de formation n'est pas établie, au pire l'entreprise n'est qu'un lieu d'exploitation où les objectifs de production s'opposent à la prise en compte d'objectifs de formation.

De l'autre côté, se regroupent des chefs d'entreprise exprimant une vision très équilibrée de la formation et affirmant comme une évidence que le travail en entreprise est formateur par nature. Pour eux, le 1,2 % légal n'est qu'une « charge sociale » dont ils s'acquittent par obligation, qu'ils gâchent parfois dans des réalisations douteuses, au lieu d'y voir un investissement pour l'entreprise et ses salariés. Ils ne se sont pas encore rendu compte qu'une cause importante de notre retard économique tient au trop faible niveau d'investissement des entreprises dans l'entretien et le développement des savoirs et du savoir-faire de leurs salariés.

En fait, les tenants de ces points de vue respectifs se sont jusqu'ici bien accommodés d'une organisation de notre système de formation professionnelle traditionnellement marquée par l'exclusion de toute responsabilité de l'entreprise dans la qualification professionnelle des jeunes. Il y avait collusion d'intérêts pour l'immobilisme.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Le médicament qui fait trembler Wall Street

L'interdiction de commercialiser aux Etats-Unis le TPA, un des premiers médicaments produits par génie génétique, est un coup dur pour la firme Genentech. Une décision qui a d'importantes répercussions scientifiques et financières.

■ La Terre nue du ciel
■ Les leçons de l'océan
Pages 9 et 10

HOMME D'AFFAIRES HOMME D'ACTION ET FRANC MACON.

L'autobiographie de MICHEL BAROIN

en association avec les Editions du Seuil

MICHEL BAROIN
LA FORCE
DE L'AMOUR

EDITIONS
DU SEUIL

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 96 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

La nationalisation des Chemins de fer de l'Ouest

Les débats sur les nationalisations de 1981 avaient un précédent ; non en 1945, où personne ne les contestait vraiment, mais au début du siècle, quand la gauche guédiste refusait de renforcer le pouvoir de l'Etat.

par Jean-Noël Jeanneney

On a accoutumé de comparer, non sans de justes motifs, les nationalisations de 1981 avec la première grande vague, celle de 1945. Mais peut-être trouverait-on un intérêt plus neuf, donc plus vif, à considérer la première occurrence où l'enjeu d'une nationalisation surgit au premier rang de l'attention publique : quand le rachat par l'Etat de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest (ceux de Bretagne et de Normandie) fut arraché par le gouvernement radical de Georges Clemenceau à une Chambre incertaine et à un Sénat rétif.

Depuis 1878, l'Etat gérait déjà — « provisoirement », avait dit le loi de l'époque — quelques lignes clés de la Vendée et dans les Charantes, si peu rentables et si mal entretenues que les milieux d'affaires les avaient abandonnées à la puissance publique avec soulagement. A présent, l'affaire est d'autre portée ! Ce qui est en cause, c'est l'une des six grandes compagnies héritées du Second Empire : la Chambre des députés consent à sa nationalisation le 7 décembre 1906 et le Sénat le 25 juin 1908, à trois voix de majorité seulement (1).

Pour qui relit les débats de la presse et du Parlement, ce n'est pas, au regard d'aujourd'hui, l'attitude de la droite qui est la plus riche d'enseignements. Car elle est sans surprise. On y est hostile au projet pour des raisons doctrinales : tout vaut mieux que de faire sortir l'Etat de ses missions traditionnelles, les plus étroites. Paul Leroy-Beaulieu, grand prêtre du libéralisme fin de siècle, s'en explique sans détour : « Les entreprises privées, en vertu de la flexibilité dont elles jouissent, de la rapidité avec laquelle elles s'adaptent, de la part plus grande qu'elles font à l'intérêt personnel, à l'innovation, de leurs responsabilités mieux définies à l'égard de leur clientèle, de la concurrence aussi qu'elles subissent et qui les stimule, doivent être préférées à l'Etat pour tous les services qui sont susceptibles d'être défrayés par elles (2) ».

L'hostilité de la gauche

Toute exception est inimaginable, car elle emporte le risque d'une étonnante contagion. Et si quelques publicistes ou parlementaires modérés finissent par consentir au rachat, c'est à condition qu'il soit très clair que cette entente aux principes n'est acceptable que parce que décidée pour des raisons strictement financières : les garanties d'intérêt consenties par l'Etat risquent de coûter si cher à celui-ci qu'une simple gestion de bon père de famille impose qu'on y porte le fer. C'est pour rallier ces esprits-là que le ministre des travaux publics, Louis Barthou, prend soin de marquer haut et fort qu'il ne s'agit strictement que d'une mesure d'opportunité. Rassurez-vous, dit-il, nul ne sera fondé parmi les doctrinaires à voir là un précédent justifiant qu'on l'imité !

A GAUCHE, en revanche, les divisions sont profondes et de longue portée. Tout un courant de la SFIO se réclamant du syndicalisme révolutionnaire et dominé par Jules Guesde est violemment hostile aux nationalisations. La concentration du capital entre les mains de l'Etat serait un grand danger. Car l'Etat, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la bourgeoisie. Doubler l'Etat gendarme « par l'Etat patron » serait pour la classe ouvrière « une véritable suicide ». Ce serait joindre, pour les ouvriers, l'oppression politique à l'oppression économique (3). Donc, il faut attendre le « grand soir », le moment où la révolution aura donné le pouvoir entier au prolétariat, qui se confondra alors avec la nation.

« Le Parti socialiste, explique Guesde au congrès de Saint-Quentin de 1911, n'est pas le parti du rachat, il est le parti de l'expropriation. Il n'a pas à racheter ; il a à reprendre par et pour le prolétariat ce qui a été volé au prolétariat ; et pour un



pareil but, il n'y a qu'un moyen qui s'impose : c'est la prise du pouvoir politique. (...) Quand vous entrez dans la voie des rachats, si fructueux pour les capitalistes, vous faites purement et simplement le jeu de ces requins.

Ce n'est pas tout : accepter le rachat serait reconnaître la légitimité de la propriété capitaliste et, en termes plus pratiques, permettre aux « requins » du capitalisme de se reconnaître ailleurs. Marché de dupes pour la classe ouvrière dans l'immédiat, le rachat donnerait au dynamisme de l'adversaire : même s'il crie, il rira sous cape.

La tradition de Jules Guesde est puissante et elle irriguera le Parti communiste français après 1920. On oublie souvent que celui-ci s'est tenu sur des positions très hostiles aux nationalisations jusqu'après l'arrivée au pouvoir du Front populaire, ce qui explique que dans le « programme commun » de 1936 elles n'aient guère en de place. C'est du bout des lèvres et pour des raisons tactiques que le parti s'y rallia, à compter de 1937. Et dans l'analyse critique développée par l'appareil communiste à propos des nationalisations de 1981 telle qu'elle se déploie plus librement après le départ de ses ministres du gouvernement, on voit resurgir la même thématique en mineure.

Jean Jaurès, en revanche, défend la nationalisation des chemins de fer, expliquant qu'il serait impensable qu'un Parti socialiste soit du côté des compagnies, contre la collectivité. Mais comme il se veut leader de conciliation et de synthèse, il préfère esquiver l'affrontement doctrinal et faire renvoyer au groupe parlementaire la question du rachat (4).

C'est donc l'« aile réformiste » de la SFIO qui se porte en avant. L'inspirateur principal est Edgard Milhand, économiste, directeur-fondateur des *Annales de la régie directe*, professeur d'économie à Genève, et qui s'en fait le propagandiste dans plusieurs ouvrages et dans une multitude d'articles. L'animateur politique est Albert Thomas (5).

Chez eux, on ne voit pas l'Etat de façon théorique et abstraite, mais plutôt comme un champ de forces complexes, un « champ de bataille où les classes opposées se rencontrent », selon l'expression de

Thomas lui-même. La question est de s'y assurer de meilleurs appuis et de le faire selon une marche progressive, « sans coup de baguette magique » : Millerand y insistait dans son discours-programme de Saint-Mandé en 1896. C'est sur cette droite du socialisme que l'on retrouve les ancêtres véritables du programme commun des années '70 et des décisions de 1981.

La nécessité première est d'affaiblir les « féodalités » — vocabulaire d'époque — que constituent les grandes compagnies de chemins de fer. Car celles-ci ont accumulé une puissance financière qui se déploie largement au-delà du domaine strict de leurs activités et qui pèse sur tout le jeu démocratique.

Edgard Milhand place sa croisée sous l'égide de Lamartine, qui, dès 1838, à la Chambre des députés, s'inquiétait de la puissance future des grandes compagnies naissantes et interpellait en ces termes le gouvernement orléaniste : « Le peuple aura beau demander, se plaindre, accuser les tarifs, il sera et vous serez vous-mêmes pour des siècles ou pour des siècles de siècles en la puissance des compagnies... Vous les laissez, vous, partisans de la liberté et de l'affranchissement des masses, vous qui avez renversé la féodalité, et ses péages, et ses droits de passe, et ses limites, et ses poteaux, vous les laissez entraver le peuple et murer le territoire pour la féodalité de l'argent. (...) Je vous le prophétise avec certitude, elles seront maîtresses du gouvernement et des Chambres avant dix ans (6) ».

En 1895, une commission d'enquête parlementaire, à l'initiative du socialiste Alexandre Millerand, se consacra à l'étude des conditions dans lesquelles avaient été signées, douze ans plus tôt, en 1883, les conventions renouvelées entre l'Etat et les compagnies. Le procès-verbal des auditions est riche de renseignements sur la corruption de la presse par le « service de publicité » créé en commun par les six compagnies de chemins de fer — une presse qui ne fut jamais aussi vénales que sous la III^e République. Carlier, secrétaire général de la Compagnie d'Orléans, qui est chargé de l'« arrosage » destiné à acheter

le silence ou la complaisance des plumes, en évoque l'ampleur avec franchise : « On a dit récemment devant un tribunal qu'il y a deux pressés : la presse honnête et l'autre. Je ne puis pas vous dissimuler que nous avons malheureusement affaire à la seconde comme à la première, et je ne puis pas dire que les sommes distribuées toujours répondant à des services positifs. Il est malheureusement certain qu'il y a parfois pénétration des deux pressés l'une dans l'autre. Tels de nos adversaires que je considère comme sincères et loyaux seraient les premiers à rougir s'ils se doutaient des marchandages auxquels se livrent les administrateurs et les courtiers des journaux où ils écrivent. Ceux-ci cherchent à battre monnaie avec ce que l'on fera dire ou ne pas dire à tel ou tel collaborateur (7) ».

Dès le gouvernement Gambetta de 1881-1882, le sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics, Lesquillier, qui avait annoncé que les compagnies abaîsseraient leurs tarifs ou seraient dissoutes, provoqua un tir de barrage contre lui dans la presse quasi unanime. Et quand le gouvernement, bientôt, tomba (et l'affaire des chemins de fer fut au part dans cette crise), on vit accéder au ministère des finances Léon Say, le fils de l'économiste Jean-Baptiste Say qui parlait de l'« Etat-ulcère », lui-même administrateur de la Compagnie du Nord, et alors tout rentra dans l'ordre (8).

Cela reste négatif : souci de défense et de protection contre l'argent privé, pesant et organisé. Du côté des motivations positives, ce sentiment est fort qu'il est possible de constituer une compagnie-témoin, démonstration d'efficacité et source de moralisation pour le milieu tout entier. En fait, dans une proposition de loi de 1895, la nationalisation des Compagnies de l'Ouest et du Midi, les députés Guilleminet et Camille Pelletan, qui se situent à la gauche du radicalisme, expliquent que leur but est de « permettre qu'il soit fait une expérimentation sérieuse et absolument concluante » des avantages de

ple vers un régime où tous les hommes seraient fonctionnaires, c'est-à-dire livrés à l'arbitraire du pouvoir exécutif », et pour cela il faut « faire passer dans la législation moderne le principe de l'accession des travailleurs à la propriété des entreprises auxquelles ils collaborent ». Ainsi, « en laissant le personnel à la propriété de l'exploitation, à l'entretien du matériel et à son perfectionnement », créera-t-on « une émulation croissante dans toutes les formes de l'activité, au lieu de laisser envahir le corps social par l'inertie inhérente aux sociétés dans lesquelles les individus n'ont aucun intérêt individuel immédiat au bon fonctionnement de tous les rouages ». D'où découle cette proposition : « Une nouvelle société sera formée par le personnel à tous les degrés d'actualisation en service dans la Compagnie de l'Ouest pour l'exploitation de ses réseaux sous le contrôle de l'Etat et avec son concours ».

Surprise : voilà apparaître l'esquisse de la doctrine que le RPF des années 50 appela l'« association capital-travail », que les gaullistes de gauche s'efforcèrent d'incarner avec un succès mitigé quand ils imposèrent à Pompidou le célèbre amendement Vallon de 1967, doctrine qui, aujourd'hui, passe encore parfois une tête timide à la porte des congrès du RPR, quand M. Balladur a dénoué les yeux.

Le syndicalisme « jaune »

Or il est temps de dire que la personnalité de Biétry confère une portée curieuse à ses propositions : il est le chef du mouvement des syndicalistes « jaunes ». Les « jaunes », à peu près oubliés aujourd'hui et longtemps négligés par l'historiographie, connaissent à l'époque un succès provisoire mais très vif. A partir d'une scission des syndicats ouvriers, ils cherchent à se faire une place du côté d'une « droite révolutionnaire » et anticapitaliste, non sans annoncer bien des traits du PSF de Doriot des années 30 (10).

Quelle que fût l'énergie de l'orateur, ses thèses n'eurent aucun écho à la Chambre. C'est le grand-père qu'il parvint jusqu'au bout de son propos, au milieu d'un violent chahut (11). La droite parlementaire détestait en lui l'agrément de principe donné au rachat du réseau et considérait avec répugnance toute perspective d'un pouvoir ouvrier dans l'entreprise. Quant à la gauche « révolutionnaire », elle s'exprima par cette exclamation du socialiste Jules Constant interpellant Biétry : « Les ouvriers qui n'appartiennent pas aux Chemins de fer, qu'auront-ils ? Il n'y a plus de raisons pour que l'on ne dise pas : les montres aux horlogers, les machines aux mécaniciens (...) Vous voulez créer une caste privilégiée (12) ».

Sur ce bords-là, on rejette comme suspecte toute idée fondée par un renouveau du socialisme et on se met à évaluer de toute éternité dans un système propre à fuier l'élan révolutionnaire dont on souhaite qu'ils soient animés.

(1) J'ai utilisé les thèses de droit de A. Moreau, *Le Rachat des chemins de fer de l'Ouest*, Valence, 1907, 326 p., et *Dépôt de l'Assemblée nationale*, *Le Rachat des chemins de fer de l'Ouest*, Bordeaux, 1910, 244 p.

(2) On peut replacer l'événement dans la durée, grâce aux contributions de Stéphane Rials, « Le contrôle de l'Etat sur les Chemins de fer, des origines à 1914 », et de Jean-Pierre Machuron, « L'idée de nationalisation en France de 1840 à 1914 », in *Administration et contrôle de l'économie 1800-1914*, Ecole pratique des hautes études, IV^e section, Genève, 1985, p. 73-121 et p. 1-146.

(3) Paul Leroy-Beaulieu, *L'Etat moderne et ses fonctions*, Paris, 1891, p. 88 (cité par Richard F. Kuisel, *Le Capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au vingtième siècle*, traduit de l'anglais, Paris, Gallimard, 1981, p. 30).

(4) Propos de Jules Guesde au congrès de Lyon en 1912. L'édifice Jean-Louis Robert, « Une idée qui vient de loin : les nationalisations dans l'histoire du mouvement ouvrier français, 1895-1939 », in Claire Andrieu, Lucette Van de Venne, *Les Nationalisations de la Libération, de l'utopie au compromis*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1987, p. 19-39.

(5) Jean-Louis Robert, art. cit., p. 25.

(6) Cf. son livre *L'Etat et les Compagnies de chemins de fer*, Paris, Dunod, 1914.

(7) 9 mai 1893, le *Mémorial*, cité par Edgard Milhand, *Les Premiers pas du rachat*, Paris, Grasset, 1920, p. 15-16.

(8) Rapport de la commission d'enquête de 1895, p. 668.

(9) Cf. le discours du radical Auguste Burdeau (il s'agit du fameux « bourgeois » qui fut le modèle de Bontellier dans le *Roman de l'énergie nationale*, de Maurice Barrès), reproduit dans le *Globe* du 29 mai 1885 et cité par Milhand, *Le Rachat des Chemins de fer*, Paris, 1908, p. 15-16.

(10) Cf. le chapitre que Zeev Sternhell consacre aux « jaunes » dans *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Le Seuil, 1978, p. 245-283.

(11) J.O., débats de la Chambre, 5 décembre 1906, p. 2928-2933.

(12) *Ibid.*, p. 2928-2929.

Demain : La fleur et l'utérus

AFRIQUE DU SUD

plus de trois cent pour une

Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

Trois quarts d'Alzheimer

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

La maladie d'Alzheimer est la plus fréquente des maladies neurodégénératives. Elle se caractérise par une perte progressive de la mémoire et des capacités intellectuelles. Les statistiques officielles de l'Etat sud-africain, publiées en 1986, indiquent que le nombre de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer a augmenté de 300 pour cent en dix ans.

AFRIQUE DU SUD : la grève dans les mines

Plus de trois cent mille Noirs en lutte pour une vie décente

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La réunion entre le NUM (National Union of Mineworkers) et le trust minier anglo-américain a été ajournée, lundi soir 17 août, après trois heures de discussions sans résultat. Les pourparlers doivent reprendre mardi. Si le chef de la délégation de l'Anglo American, M. Bobby Godsell, a qualifié les entrées de « constructifs », M. Cyril Ramaphosa, secrétaire général du NUM, a estimé qu'on pouvait « difficilement les juger positifs ». Le dirigeant syndical a ajouté que les quatre propositions avancées par l'Anglo American n'étaient « pas suffisantes pour établir une situation normale » et en a formulé huit autres. La principale concerne la « démolition » du personnel de sécurité dont la présence ne doit pas être « visible ».

La Chambre des mines, qui regroupe les principales sociétés minières, a, d'autre part, opposé une fin de non-recevoir à toutes, revendications salariales. Dans un communiqué, l'organisation patronale reproche au NUM de « n'avoir pas été sérieux » et de « n'avoir pas agi de bonne foi » à l'époque des négociations. Elle précise qu'elle a « la très nette impression que le syndicat n'était pas véritablement intéressé à obtenir un accord mutuellement acceptable, mais plutôt à aboutir à une impasse pouvant conduire à une grève légitime ».

Dans la soirée de lundi, la Chambre des mines a publié un second communiqué affirmant qu'un nombre « significatif » de mineurs dans quatre centres d'extraction avaient repris le travail et qu'aucun autre ne s'était joint au mouvement. Elle a également signalé que le nombre des grévistes (340 000 selon le NUM) était « grossièrement exagéré ».

Le conflit des mineurs noirs est d'abord et avant tout une lutte pour un salaire « décent ». La NUM ne cesse de le répéter. Comment vivre avec 238 rands par mois dans les mines d'or pour un débutant et 225 dans celles de charbon ? (un rand vaut 3 F) et cela pour un travail dangereux, épuisant

les profondeurs peuvent atteindre 4 000 mètres). La chaleur est étouffante, le bruit des marteaux-piqueurs assourdissant et le degré d'humidité frise les 100 %. Sur le front de taille, où court le filer sur-fère de couleuvre grisâtre, les mineurs, torse nu, travaillent à genoux ou accroupis. La hauteur de la faille ne dépasse pas 1 mètre. L'extraction ne s'arrête jamais au fond des puits. Les équipes se relaient toutes les huit heures dans les entrailles de la terre pour arracher au quartz ses particules précieuses. Un travail de titan effectué par des ouvriers migrants venus des homeland ou des pays voisins et dont le seul moyen de communication est une sorte d'espéranto, le tanskalo, sabir rudimentaire composé de six langues.

Trois quarts d'étrangers

Ils viennent pour le plus grand nombre du Transkei, du Lesotho, du Mozambique et vivent dans des baraquements (hostels) sur l'enceinte des mines, isolés du monde, coupés pendant une année entière de leur famille. Un univers concentrationnaire où les distractions sont rares et les conflits ethniques fréquents. Un champ clos déshumanisé bien que certains progrès aient été accomplis pour améliorer l'habitat et les conditions de vie. Une société sans femmes où la vie est réglée par le va-et-vient des « trois huit ». Une existence et un travail difficiles à tel point que les Noirs sud-africains répugnent désormais à le faire. Il n'y a en effet qu'un quart de mineurs de nationalité sud-africaine (homeland non compris) qui travaillent à l'extraction du charbon (plus facile) et de l'or.

Au total, 400 000 mineurs noirs vivent dans ces « hostels ». Un système que le NUM s'est efforcé de démanteler car il correspond pour lui à une caricature de la ségrégation. Au cours de son cinquième congrès, ce syndicat l'a qualifié de « crime contre l'humanité ». « Depuis cent ans, fait remarquer le NUM, cette forme de colonisation brutale a été imposée aux fins d'expansion du capitalisme », et il réclame un programme en vue de sa suppression. Les sociétés

minières admettent que le système appartient à un âge révolu mais estiment qu'il ne peut être aboli en un tour de main.

Afin d'améliorer la condition du mineur noir, le NUM pense qu'on pourrait déjà le rétribuer en rapport avec l'effort de travail fourni et lui donner au moins un minimum vital. Mais même sur le montant du salaire moyen, le syndicat et la Chambre des mines ne sont pas d'accord. L'organisation patronale cite le chiffre de 571 rands et le NUM celui de 427. La profession est divisée en huit catégories, et la plus grande partie des mineurs noirs sont à l'échelon 4 ou en dessous. Pour ces quatre premiers niveaux, les salaires oscillent, suivant les sources, pour le plus bas entre 250 ou 300 rands et 450, au maximum 500 rands, pour le gros des ouvriers.

Or le NUM estime que l'industrie minière peut payer. Marcel Golding, secrétaire général adjoint, explique que dans les mines d'or les profits ont augmenté de 37 % en 1985 et de 14 % l'an dernier, alors que les dividendes payés se sont pour leur part accrus respectivement de 38 et de 10 %. Il ajoute : « En dix ans, les profits ont grimpé de 44 %, les dividendes de 21 % et les dépenses en capital de 106 % et les taxes gouvernementales de 38 % ». Personne ne conteste qu'un effort important a été réalisé au cours des dernières années, même si on continue de se chamoier sur l'évolution des profits en fonction de la base de calcul. Cependant, la Chambre des mines concède qu'en termes réels, le salaire moyen a baissé depuis 1982.

Un travail dangereux

Il est indéniable qu'une majorité de mineurs noirs gagnent à peine l'indispensable pour pouvoir nourrir une famille, même s'il faut ajouter la somme de 164 rands correspondant à la nourriture, au logement et autres avantages. Comparativement, les ouvriers des mines d'Afrique du Sud sont moins bien payés que dans les autres secteurs industriels : 25 % de moins.

S'il est vrai que les profits des sociétés minières ont diminué ces

dernières années par rapport à la période faste des années 80, il est important de noter qu'en 1986, les actionnaires des mines d'or ont gagné autant que le total des salaires des mineurs noirs (2,5 milliards de rands). La différence entre les propositions et les revendications correspond au système des revenus des porteurs de parts. Ce qui fait dire à Marcel Golding que les demandes sont « raisonnables ».

Pour le reste, le NUM pense qu'il n'est pas exagéré de demander trente jours de congé payés par an pour des hommes privés de leur femme et de leurs enfants. Le syndicat réclame en outre l'augmentation de deux à cinq ans de salaire, du capital alloué en cas de décès accidentel. Chaque année, les mineurs payent un lourd tribut au sous-sol sud-africain. Huit cents victimes en 1986, 539 en 1985 et 600 en 1984. En raison de leur profondeur, les mines sont particulièrement dangereuses à cause de la pression énorme qui augmente considérablement les risques d'éboulement. En septembre 1986, 177 mineurs d'entre eux ont péri à la mine de Kinross à la suite d'un incendie de galerie. Trois cent mille de leurs camarades avaient cessé le travail en signe de deuil et de protestation.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Manifestation de soutien de la CGT. — Une manifestation de soutien à la grève des mineurs noirs d'Afrique du Sud, à laquelle avaient appelé la CGT, la MRP et l'Union des travailleurs suédois en France, a rassemblé lundi 17 août de 5 000 à 6 000 personnes selon les organisateurs, un millier selon la police, devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. A la tête du cortège se trouvaient M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, ainsi qu'une délégation du PC composée notamment de M. Charles Fiterman et de M. Charles Gromet. La famille de Pierre-André Albertini, le jeune coopérant français actuellement en prison au Ciskei, s'était jointe à la manifestation. D'importantes forces de police ont bloqué les manifestants à proximité de l'ambassade.

TUNISIE

Aveux télévisés des auteurs des attentats du 2 août

TUNIS
de notre correspondant

La télévision tunisienne a présenté, le lundi 17 août, dans son bulletin d'information du soir, six auteurs des attentats du 2 août dans des hôtels de Sousse et de Monastir, qui avaient été arrêtés dans les jours qui ont suivi.

Agés de vingt à trente ans, tous ont affirmé appartenir au Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui s'est déclinée de ces actes et le seul d'entre eux à avoir été interrogé longuement, M. Mehrez Boudagga, a nié avoir un quelconque rapport avec l'organisation du Djihad islamique, qui les a revendiqués (1).

Artificier du groupe, M. Boudagga a expliqué comment il s'était procuré trois mois auparavant le matériel nécessaire à la fabrication de cinq engins explosifs — quatre ont été utilisés dans les hôtels, le cinquième découvert dans son jardin devait servir ultérieurement — se livrant même devant les caméras à une démonstration de la manière dont il s'y était pris pour les confectuer.

Reconnaissant qu'il appartenait au MTI depuis un an, après son recrutement dans une mosquée de la région du Sahel, M. Boudagga a indiqué que le Mouvement était strictement compartimenté et que ses rapports avec des dirigeants islamistes étaient donc très réduits. Mais, a-t-il dit, il est « évident » que les instructions qu'il recevait émanaient de la hiérarchie du MTI, « dans le cadre de l'escalade de la confrontation avec le régime, dans le but d'atteindre l'économie de celui-ci, particulièrement dans le secteur touristique, et après les distributions de tracts, les inscriptions de slogans hostiles sur les murs et les manifestations de rues ».

On ignore pour le moment si les auteurs des attentats et les personnes encore recherchées dans cette affaire seront jugés en même temps que les dirigeants et militants du MTI, dont certains sont arrêtés depuis le mois de mars et qui doivent comparaître prochainement devant la Cour de sûreté de l'Etat.

MICHEL DEURÉ.

(1) L'Agence Tunis-Afrique Presse rapporte, par ailleurs, que les cinq autres membres du groupe ont également nié toute relation avec le Djihad islamique.

La Suisse confirme avoir accepté la demande d'extradition de M. Mzali

BERNE
de notre correspondant

Confirmant les informations du quotidien tunisien *la Presse* (16 août), les autorités helvétiques ont reconnu, le lundi 17 août, avoir accepté une demande d'extradition de M. Mohammed Mzali, présentée le 6 juillet par la Tunisie. La décision de Berne, a indiqué le porte-parole du département fédéral de justice de police, a été prise le 7 juillet, mais n'a pas pu être appliquée, l'ancien premier ministre tunisien se trouvant alors en France.

Déchu de ses fonctions en juin 1986, M. Mzali avait quitté son pays deux mois plus tard. Depuis lors, il vivait tantôt en Suisse, près de Lausanne, tantôt en France. En avril

dernier, la justice tunisienne l'avait condamné à quinze ans de travaux forcés pour usage de faux et détournement de fonds publics.

Selon le département fédéral de justice et police, les délits retenus contre M. Mzali par le tribunal de Tunis sont tels sur le plan juridique qu'ils permettent sa mise en détention aux fins d'extradition. Mais c'est seulement après son arrestation et après avoir été entendu par la justice helvétique que l'ancien premier ministre pourrait éventuellement faire l'objet d'une mesure d'extradition en bonne et due forme. Le cas échéant, M. Mzali aurait encore la possibilité de déposer un recours auprès du tribunal fédéral habilité à trancher en dernier ressort.

J.-C. B.

A TRAVERS LE MONDE

Côte-d'Ivoire

Mystérieux enlèvement du ministre des transports

Abidjan (AFP). — Un important dispositif policier a été mis en place à Abidjan et aux frontières du pays pour tenter de retrouver le ministre ivoirien des transports et des travaux publics, M. Aoussou Koffi, enlevé le dimanche 16 août à son domicile d'Abidjan par plusieurs hommes armés.

Il était toutefois impossible lundi soir d'obtenir une quelconque information de source officielle sur cette affaire. On indique seulement au ministère de l'intérieur que M. Koffi s'était rendu en début d'après-midi à Yamoussoukro, la capitale politique du pays, pour y rencontrer le chef de l'Etat, M. Félix Houphouët-Boigny. Il devait rentrer à Abidjan mardi.

Les ravisseurs, selon les premiers témoignages, sont deux hommes blancs et un Noir. Il semblerait en outre que M. Koffi les connaissait. C'est en les raccompagnant à la porte de sa maison, dans le quartier résidentiel de Cocody, qu'il aurait été contraint de monter dans leur voiture.

L'annonce du rapt a provoqué une énorme surprise en Côte-d'Ivoire. C'est la première fois, en effet, qu'une personnalité politique ivoirienne est enlevée dans ce pays. M. Aoussou Koffi est âgé de soixante-trois ans. Membre du bureau politique du PDCI-RDA (parti unique, au pouvoir), il a été nommé au ministère des transports et des travaux publics lors du dernier remaniement ministériel, le 9 juillet 1986. Il avait auparavant dirigé la compagnie aérienne internationale Air Afrique, dont le siège est à Abidjan.

Indonésie

Djakarta annonce l'amnistie de plus de douze mille prisonniers

Plus de douze mille prisonniers indonésiens ont été amnistiés, le 17 août, à l'occasion du 42^e anniversaire

de l'indépendance du pays, ont annoncé la radio et la télévision d'Etat. Aucun démenti des autorités n'a été fourni. Des proches de prisonniers politiques ont déclaré n'avoir reçu aucune précision sur le sort des dissidents. Les remises de peine ne concernent pas les personnes qui ont été condamnées au cours des six dernières mois.

Ces libérations interviennent alors qu'Amnesty International vient de nouveau de demander au président Suharto la libération de dix-huit « prisonniers de conscience ». Parmi ces prisonniers, dont certains sont détenus depuis plus de vingt ans, figure un professeur musulman handicapé et âgé de soixante-trois ans, M. Usmany Al Hamidy, condamné à huit ans de prison. L'organisation humanitaire réclame également la commutation des peines de mort prononcées contre vingt-quatre prisonniers politiques.

Israël

Normalisation des relations avec la Hongrie

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a annoncé, lundi 17 août, devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, la prochaine ouverture de sections d'intérêt de la Hongrie et d'Israël dans ces deux pays. Par ailleurs, la télévision israélienne a affirmé qu'un conseiller politique du ministère israélien des affaires étrangères, M. Nimrod Nowick, s'était entretenu secrètement, la semaine dernière à Bonn, avec l'adjoint du responsable du département Proche-Orient au ministère soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Sersoun. — (AFP.)

Mozambique

Visite de Mgr Etchegaray

Maputo (AFP). — Le cardinal Etchegaray, envoyé spécial du pape Jean-Paul II, est arrivé le lundi 17 août à Maputo. Il doit s'entretenir sur les conditions de vie des Mozambicains, face à une pénurie de pro-

duits alimentaires due au conflit entre le gouvernement et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) et aussi à la sécheresse touchant une partie du territoire.

Le cardinal a été accueilli par le ministre des affaires étrangères, M. Pascoal Mocumbi. Il devait être reçu ensuite par le chef de l'Etat, M. Sá Carneiro.

L'arrivée de Mgr Etchegaray, dont le séjour s'achèvera le 25 août, coïncide avec une période de tensions entre les autorités mozambicaines et la hiérarchie catholique locale. Le président Chissano a ainsi publiquement attaqué une prise de position des évêques du pays en faveur de négociations entre le gouvernement et la RENAMO.

Cependant, les relations entre le Vatican et Maputo se sont développées. Lors de sa visite en Italie, en mai, le président Chissano avait été reçu par le pape, qui a été invité à se rendre au Mozambique l'an prochain.

Panama

Succès mitigé de la grève générale

L'appel à la grève générale lancé pour le lundi 17 août, n'a connu qu'un succès mitigé dans la capitale panaméenne. Prés de cinq mille personnes ont chanté et dansé en réclamant le départ du général Manuel Antonio Noriega, l'homme fort du régime, alors que la vie économique n'était pratiquement pas affectée par le mot d'ordre. Le président panaméen, M. Erik Delvalle, a par ailleurs abrogé le décret interdisant toute manifestation publique. Une autorisation, demandée vingt-quatre heures avant, sera toutefois nécessaire. — (AFP, Reuters.)

Vietnam

La presse de Hanoi fait état de tensions entre les dirigeants

Des tensions sont apparues parmi les dirigeants vietnamiens, qui pourraient entraîner des remaniements au plus haut niveau, a rapporté l'hebdomadaire vietnamien *Lao Dong* dans sa dernière édition.

LE CINÉMA A LIVRES OUVERTS.

FELLINI PAR FELLINI

Champs Contre-Champs Flammarion

TRUFFAUT

LES FILMS DE MA VIE

Champs Contre-Champs Flammarion

Fellini, Truffaut: la passion et la mémoire du cinéma.

Proche-Orient

La tension dans le Golfe et l'attitude des Occidentaux

Bagdad accentue sa pression sur l'économie iranienne

Alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France renforcent leur présence navale dans la région du Golfe, l'Irak a mené lundi 17 août pour la deuxième journée consécutive un raid aérien sur des installations pétrolières iraniennes.

Trois chasseurs de mines et un navire de soutien logistique ont quitté lundi en fin d'après-midi le port de Toulon pour l'Océan Indien, où ils doivent rejoindre, à l'issue d'un voyage de deux semaines, le groupe aéronaval français des porte-avions Clemenceau.

Le Cantho, le Garigliano et le Pink-Long ont appareillé le jour même et quatre chasseurs de mines britanniques quittaient leur port d'attache écossais pour la même destination, le Golfe, où, depuis dimanche, des hélicoptères américains chasseurs de mines appartenant au *Guadalcanal* effectuent des exercices pour préparer le passage d'un troisième convoi de pétroliers américains passés sous pavillon américain.

Cette activité navale occidentale a suscité une nouvelle mise en garde iranienne. Le président Ali Khamenei a rappelé lundi que son pays se réservait le droit d'attaquer « les navires appartenant aux alliés de Bagdad, même s'ils sont sous pavillon des Etats-Unis ou d'un autre pays, au cas où ses propres bateaux seraient agressés par l'Irak ».

M. Khamenei a également menacé de « riposter » si les Etats-Unis

« attaquent les ports ou les navires iraniens ».

Si les Irakiens se sont abstenus ces dernières semaines de s'attaquer à des « objectifs navals », comme ils le firent un temps, ils n'en ont pas moins accentué depuis quelques jours leur pression sur l'économie iranienne en menant à nouveau lundi des attaques contre des installations pétrolières de la région d'Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Irak. Ces attaques se sont accompagnées lundi de raids contre des raffineries de sucre.

Expulsions d'Iraniens de La Mecque

Un porte-parole militaire irakien a souligné que ces attaques, survenant après des bombardements iraniens, selon Bagdad, contre Bassorah, s'inscrivent dans « la stratégie iranienne visant à priver l'Irak de ses ressources économiques qui lui permettent de poursuivre la guerre et l'agression contre l'Irak ».

C'est pour contrer cette stratégie que Téhéran ne cesse de menacer de s'en prendre aux installations pétrolières des pays arabes du Golfe désignés comme les alliés de l'Irak. Dans un premier temps toutefois, l'Irak s'est borné à viser des installations irakiennes. L'agence officielle iranienne IRNA a ainsi annoncé que l'artillerie iranienne avait bombardé

deux plates-formes pétrolières irakiennes situées au nord du Golfe.

Une autre source de conflit entre l'Irak et ses voisins arabes a resurgi lundi avec l'expulsion par l'Arabie saoudite des responsables des pèlerins iraniens à La Mecque. Cette expulsion intervient moins de trois semaines après le « vendredi noir », ce 31 août qui fit plusieurs centaines de morts à La Mecque parmi les pèlerins, à la suite des affrontements entre iraniens et forces de l'ordre saoudiennes.

Chacun des deux pays se renvoie la responsabilité de ces heurts sanglants, qui ont été à l'origine de la mise à sac de l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran. Blessé lors de ces incidents et hospitalisé dans la capitale iranienne, un diplomate saoudien, M. Mossaid Al Ghadiri, est mort lundi soir, a annoncé l'Agence saoudienne de presse.

La nouvelle initiative de Ryad a fourni l'occasion aux dirigeants iraniens de s'élever contre « la conduite incompétente du régime saoudien » qui a « déclenché la colère et la haine au sein des musulmans du monde entier ». Radio-Téhéran a accusé les policiers saoudiens d'avoir « attaqué » le quartier général des pèlerins iraniens à La Mecque dimanche soir et d'en avoir arrêté le responsable ainsi qu'un certain nombre de fonctionnaires iraniens avant de les expulser. — (AFP-AP-Reuter.)

Téhéran souhaite ressusciter le « plan en huit points » proposé par M. Perez de Cuellar en mars 1985

New-York (Nations unies)
de notre correspondant

Le gouvernement iranien a fait savoir officiellement qu'il était disposé à recevoir le secrétaire général des Nations unies, afin d'entamer des discussions sur la sécurité de la région du golfe Persique. Selon les déclarations du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, ces discussions devraient avoir pour base le « plan en huit points » proposé par le secrétaire général de l'ONU le 21 mars 1985 et accepté à l'époque par les deux parties en guerre. Cette proposition pose de délicats problèmes, notamment à l'Irak et au Conseil de sécurité.

Le « plan en huit points » affirme que « les deux parties désirent mettre fin au conflit qui les oppose, mais reconnaissent que leurs points de vue sur les moyens de parvenir à la paix sont profondément divergents ». C'est pourquoi, « en liaison avec les parties, le secrétaire général entamera des consultations, afin d'aboutir à des solutions globales ».

Après s'être engagés à cesser les attaques, immédiatement (le 26 mars 1985), sur tous les objectifs civils (populations des deux pays, aéroports et navires circulant ainsi

bien dans les espaces soumis à souveraineté que dans ceux, internationaux, du golfe Persique), les deux parties offraient de nommer des négociateurs chargés d'entamer la discussion avec le secrétaire général et de dresser la liste des ports et des installations pétrolières que les belligérants s'engageraient à ne plus attaquer. Le plan prévoyait également l'échange de prisonniers de guerre et l'arrêt de l'utilisation d'armement chimique.

M. Perez de Cuellar s'était aussitôt rendu à Téhéran et à Bagdad, où il a séjourné du 7 au 9 avril 1985, mais l'application du plan n'est pas allée au-delà de ce premier pas très symbolique.

Consultations privées

L'insistance de l'Irak à ressusciter ce plan se heurte à un obstacle pratique de taille : si les entreprises diplomatiques du secrétaire général sont souvent encouragées, elles ne saurient se situer en dehors des résolutions existantes et en marge d'un nécessaire accord de la part du Conseil de sécurité. Or la résolution 598, votée à l'unanimité le 20 juillet dernier, reprend — en des termes plus généraux — l'ensemble des dispositions prévues par le plan. Considérée par certains membres du Conseil comme « définitive », elle doit être appliquée « obligatoirement ». De surcroît, le premier paragraphe de la résolution « exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Irak et l'Iran observent immédiatement un cessez-le-feu ». Aussi certains membres du Conseil de sécurité font-ils remarquer qu'« aucune négociation ne devrait être entamée avant l'arrêt des combats ».

Si la position de la France semble très ferme sur ce dernier point,

Washington et Londres paraissent avoir adopté une attitude plus souple. Le département d'Etat reste officiellement fidèle à la résolution, mais n'exclut pas une approche plus flexible. S'exprimant après la réponse iranienne, en grande partie négative (le Monde du 13 août 1985), le porte-parole Charles Rodmann a affirmé que les Etats-Unis « attendaient un signe de la part de l'Iran », signe « qui démontrerait un intérêt de Téhéran à appliquer la résolution 598 ».

Des diplomates américains précisent, en privé, que Washington espère beaucoup de la visite du vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Laridjani, attendu à New-York le week-end prochain, afin d'arrêter son attitude à l'égard de Téhéran : si M. Laridjani ne propose rien de tangible, le département d'Etat exigera que le Conseil de sécurité aille de l'avant et adopte des dispositions punitives.

Afin de maintenir la pression sur Téhéran, les cinq membres permanents du Conseil se sont rendus auprès du secrétaire général, pour évoquer avec lui « la suite à donner à la réponse iranienne ». Les « cinq » admettent que des « consultations privées » sur d'éventuelles sanctions ont déjà commencé, mais personne ne se fait d'illusions car l'Union soviétique et la Chine ont fait savoir qu'elles n'étaient pas disposées, dans l'immédiat, à punir l'Irak. Leur accord éventuel avec le principe des sanctions paraît d'autant plus improbable qu'une compétition manifeste s'est installée entre Moscou et Pékin, les deux capitales rivalisant d'insubordination à l'égard de Téhéran. La Chine étant devenue, cette année, le premier fournisseur militaire de l'Irak, l'axe asiatique ainsi créé inquiète visiblement les Soviétiques.

CHARLES LESCAUT.

Mise au point de la Maison Blanche sur un projet de vente d'armes à Ryad

Le gouvernement américain envisage de vendre pour 1 milliard de dollars d'armements à l'Arabie saoudite. « Rien de nouveau », dans ce projet de vente d'armes, souligne M. Fitzwater, tout en insistant par ailleurs sur le fait que les Saoudiens sont de « bons amis » qui « méritent le soutien des Etats-Unis ».

D'après le *Washington Post*, l'administration Reagan, qui estime nécessaire de renforcer la capacité de l'Arabie saoudite à protéger l'acheminement du pétrole dans le Golfe, ne manquera pas de solliciter le Congrès, lors de sa prochaine session qui doit débuter le 9 septembre.

A Jérusalem, les responsables israéliens ont également réagi à l'article du *Post* en déclarant : « Nous ne sommes naturellement pas au courant de ces projets de vente. Nous avons déjà déclaré que nous étions hostiles et inquiets de toute vente à un pays en guerre avec Israël. » — (AFP, Reuters.)

Les Saoudiens se sentent menacés en Suisse...

Les opposants iraniens ne sont pas les seuls à craindre les attentats. Enlra et autres souverains arabes ne se sentent plus en sécurité à Genève, nous indique notre correspondant, Isabelle Vichnie. Suivant une longue tradition, le roi d'Arabie saoudite et nombre de personnalités princières du Koweït, du Qatar et de divers émirats avaient réservé le dernier étage d'un grand hôtel, afin d'admirer le défilé des fêtes annuelles de Genève et les feux d'artifice, tout en se déplaçant durant trois nuits. Le célèbre chanteur Mohammed Abdou ainsi que l'orchestre le plus réputé d'Egypte devaient participer à ces festivités.

Or, cette année, à la suite de l'assassinat d'un pilote iranien, d'une alerte à la bombe et d'une inscription « Mort aux Saoudiens » (en arabe) face à l'hôtel, le monarque d'Arabie saoudite et sa suite, ainsi que les autres dignitaires, se sont décommandés. Selon les organisateurs, environ trois cents personnes étaient attendues : cent quarante-huit d'entre elles ont suivi l'exemple saoudien et ont annulé leurs réservations.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a également demandé aux mem-

bres de sa famille et aux dignitaires du régime saoudien d'écarter leurs vacances sur la Côte d'Azur et de rentrer immédiatement à Ryad, nous rapporte notre correspondant régional Guy Porta.

... et quittent la Côte d'Azur

A la suite de cet appel, une trentaine de personnalités et leurs proches qui, pour la plupart, séjournaient à Cannes depuis le début du mois d'août, se sont embarqués à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur en début de semaine. Parmi elles, figuraient l'épouse du prince héritier ainsi que plusieurs autres membres de la famille royale et le gouverneur de La Mecque.

Suite à des informations sur l'infiltration de commandos iraniens en France, la police avait renforcé dernièrement sa protection autour des hôtes saoudiens de Cannes. Une trentaine de CRS et de fonctionnaires des services des renseignements généraux des visites officielles et du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) avait été affectée à la protection rapprochée de leurs occupants.

Les chasseurs de mines britanniques vont gagner la mer d'Oman « à petite vitesse »

LONDRES
de notre correspondant

L'appareillage de la Tupperware Force a été entamé, le lundi 17 août, d'un maximum de discrétion, poussant la volonté de dédramatiser à l'extrême afin d'éviter un déploiement de forces intempestif aux yeux des Iraniens, les quatre chasseurs de mines dépechés par M^{rs} Thatcher dans le Golfe ont quitté à tour de rôle, dans la nuit, la base de Rosyth, un bâtiment de soutien dans leur sillage.

Il était loin le départ en fanfare de l'armada envoyée à la reconquête des Malouines en 1982, devant une foule de milliers de témoins transportés par l'événement. Cette fois, ils étaient tout au plus une centaine groupés en bout de quai pour saluer les navires.

Les trois cents matelots, qui ont reçu leur ration de crème solaire, s'attendent à tout sauf à une croisière de plaisance dans des eaux piégées. Leurs navires à coque de plastique (d'où le surnom de Force Tupperware) disposent en tout et pour tout chacun de deux canons de 20 mm et 40 mm, et d'autant de mitrailleuses.

Autant dire que sans la puissance de feu de l'*Armilla Patrol* — deux frégates et un destroyer de la Royal Navy en faction dans le Golfe, — ils seraient totalement vulnérables aux éventuelles attaques aériennes ou navales lorsqu'ils fouilleront les fonds marins à l'aide de leurs sonars ultra-complexes et sous-marins de poche téleguidés. Installer d'autres armes à bord aurait dangereusement accru la masse magnétique des bateaux, les exposant au même coup davantage aux risques des mines. Le règlement est sur ce point parti-

culièrement pointilleux. Il proscribit tout objet métallique superflu à bord, et c'est la raison pour laquelle les téléviseurs, magnétoscopes, machines à faire les glaces seront débarqués à l'échelle de Gibraltar.

Dès son arrivée en mer au large de l'Ecosse, la flottille a entamé une série d'exercices visant à achever sa préparation. Elle mettra le cap plein sud probablement en milieu de semaine, mais le fera à petite vitesse comme s'il s'agissait de gagner du temps pour laisser le champ libre à la diplomatie.

L'espoir secret du gouvernement de M^{rs} Thatcher est que les tensions dans le Golfe soient quelque peu apaisées d'ici à l'arrivée de ces deux navires, sous quatre à cinq semaines. Les autorités britanniques espèrent encore la participation d'autres pays, Pays-Bas et Italie notamment, aux opérations de déminage. Enfin, Londres mettra à profit les délais de

route pour tenter de venir à bout des réserves de soutien logistique et des Emirats arabes unis, peu empressés d'accéder aux demandes de soutien logistique de la Royal Navy.

Fin septembre, la Royal Navy disposera de onze bâtiments et d'un millier d'hommes dans le Golfe. Le ministère de la défense a rappelé cette semaine qu'il n'aurait pour mission essentielle d'assurer la sécurité des navires marchands britanniques et en toute indépendance par rapport aux Américains. Les experts militaires occidentaux à Londres sont moins catégoriques. Selon l'Institut international d'études stratégiques, notamment, une coordination d'instaurer indubitablement, sous une forme quelconque, entre les forces navales américaines, françaises et britanniques. Faut-il se féliciter de l'efficacité du déminage s'en trouverait considérablement amoindrie. (Interim.)

LIBAN

Vingt-trois étrangers restent détenus

Vingt-trois étrangers restent détenus au Liban, après la libération, ce mardi 18 août, du journaliste américain Charles Glass, enlevé le 17 juin dernier à Beyrouth.

● SIX FRANÇAIS :

— Marcel Carton, soixante-trois ans, et Michel Fontaine, quarante-deux ans, diplomates, enlevés le 22 mars 1985 ;

— Michel Saurat, trente-neuf ans, chercheur au CNRS — dont des photos censées le montrer mort ont été rendues publiques par le Dignat islamique, — et Jean-Paul Kaufmann, quarante-deux ans, journaliste, tous deux enlevés le 22 mars 1985 ;

— Jean-Louis Normandin, trente-cinq ans, technicien à Antenne 2, enlevé le 8 mars 1986, et dont l'OUJ (Organisation de la justice révolutionnaire) a annoncé le procès, repoussant la sentence à une semaine ;

— Roger Auque, trente et un ans, journaliste, enlevé le 13 janvier 1987 ;

● HUIT AMÉRICAINS :

— Terry Anderson, trente-huit ans, directeur régional de l'agence Associated Press (16 mars 1985) ;

— Thomas Sutherland, cinquante-cinq ans, doyen de la faculté d'agriculture de l'Université américaine de Beyrouth (19 août 1985) ;

— Frank Reed, cinquante-trois ans, directeur de la Lebanese International School (LIS) (9 septembre 1986) ;

— Joseph Cicippio, cinquante-six ans, professeur à l'Université américaine de Beyrouth (12 septembre 1986) ;

— Edward Austin Tracy, cinquante-cinq ans (21 octobre 1986) ;

— Trois enseignants du BUC (Beirut University College), enlevés le 22 janvier 1987 ;

— Jesse Turner, quarante-sept ans, Alan Stein, quarante-six ans, et Robert Pohill, cinquante-six ans.

● UN INDIEN :

— Mihleshwar Singh, soixante ans, titulaire d'une carte de résident permanent aux Etats-Unis, enseignant au BUC, enlevé en même temps que les trois enseignants américains le 24 janvier 1987 ;

● TROIS BRITANNIQUES :

— Terry Waite, quarante-sept ans, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry et principal médiateur dans l'affaire des otages étrangers, disparu depuis le 20 janvier 1987, pendant une nouvelle mission au Liban entamée le 12 ;

— Alec Collett, soixante-deux ans, fonctionnaire de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés (UNRWA), enlevé le 25 mars 1985, dont la mort a été annoncée par les revues ;

— John Mac Carthy, vingt-neuf ans, cameraman (17 avril 1986) ;

● DEUX ALLEMANDS DE L'OUEST :

— Rudolf Cordes, cinquante-trois ans, industriel (disparu le 17 janvier 1987) ;

— Alfred Schmidt, quarante-sept ans, ingénieur électronique de la firme Siemens (disparu le 20 janvier 1987) ;

● UN DIPLOMATE SUD-CORÉEN :

— Chee Sung Do, quarante-trois ans (31 janvier 1986) ;

● UN ENSEIGNANT IRLANDAIS :

— Brian Keenan, trente-cinq ans (11 avril 1986) ;

● UN CADRE COMMERCIAL ITALIEN :

— Alberto Molinari, soixante-huit ans (11 septembre 1985) ;

Un otage américain a recouvré la liberté

(Suite de la première page.)

La libération, si tel est bien le cas, refléterait une évolution des rapports syro-iraniens, mais de quel genre, et peut-être même, malgré ou à cause de l'épave de force dans le Golfe — irano-américains.

L'enlèvement de M. Charles Glass, le 17 juin dernier, en même temps que celui de M. Ali Cossani, fils du ministre libanais de la défense, châtie lui-même mais très modéré, et relâché une semaine plus tard, avait constitué plus un camouflage pour la Syrie, qu'un coup pour les Etats-Unis. Dans le cas de M. Glass, Washington pouvait en effet se prévaloir — et il n'a pas manqué de le faire — d'avoir catégoriquement interdit le voyage de ses ressortissants à Beyrouth, ce qui diminuait de facto son obligation d'agir.

Qu'est-ce donc qui a changé dans les relations syro-iraniennes entre juin et août ? Il y a deux mois, Téhéran n'avait pas de cadeau à faire à Damas, engagé dans un processus de pseudo-rapprochement avec l'Irak, mais plutôt un avertissement à lui donner. Pour complaire à l'Arabie saoudite et à la Jordanie, le président Hafez el Assad avait secrètement rencontré le président irakien Saddam Hussein, et d'autres rencontres syro-iraniennes avaient suivi. On a même envisagé l'éventualité d'une rencontre publique Assad-Saddam Hussein. Aujourd'hui,

tout est rentré dans l'ordre, et les points sont de nouveau coupés entre Damas et Bagdad.

Quant aux Etats-Unis, ils ont accordé un satisfecit à la Syrie, en levant la semi-quarantaine diplomatique dont ils l'avaient frappée ; ils ont même envoyé un émissaire présidentiel à Damas, M. Vernon Walters, et s'apprêtent à réinstaller leur ambassadeur, M. Eagleton, rappelé au moment de l'implication syrienne dans une affaire terroriste à Londres.

Les médias libanais du camp chrétien soulignent que l'évasion libérée de M. Glass est intervenue à la veille du retour de M. Eagleton à Damas. Elle constituerait donc un geste de l'Irak à l'égard de la Syrie, et de celle-ci à l'égard de l'Arabie saoudite. Il serait cependant erroné d'extrapoler à partir de ce cas précis et d'échafauder des spéculations sur la libération d'autres otages.

Le dénouement de l'affaire Glass ne change pas les données de base de la situation : la Syrie voudrait bien faire libérer les otages occidentaux, mais elle doit obtenir la coopération de Téhéran, et elle n'est pas disposée à le faire au prix d'une confrontation avec son peu commode allié iranien. Si elle devait mener cette guerre, la Syrie ne le ferait qu'accablée, et pour son propre compte, non pour celui de l'Occident.

LUCIEN GEORGE.

sur minitel
VACANCES : PARTIR DEMAIN...
Pour ceux qui s'y prennent
à la dernière minute
3615 TAPÉZ **LEMONDE** puis **VVF**

مكتبة العصر

هكذا من الامم المتحدة

accidentaux

ressusciter le « plan en trois points »
Perez de Cuellar en mai 1983

Le 19 août 1987, le Parlement européen a adopté une résolution intitulée « Une solution politique pour la question arménienne ».

Le 21 juin 1987 un groupe de terroristes kurdes s'est acharné sur un village de 60 habitants, près de la frontière irakienne, pour massacrer la moitié d'entre eux dont 16 enfants et 7 femmes...

Conclusions
général

Le 21 juin 1987 un groupe de terroristes kurdes s'est acharné sur un village de 60 habitants, près de la frontière irakienne, pour massacrer la moitié d'entre eux dont 16 enfants et 7 femmes...

Mise au point de la Mai...
sur un projet de texte d'arménien

Le 21 juin 1987 un groupe de terroristes kurdes s'est acharné sur un village de 60 habitants, près de la frontière irakienne, pour massacrer la moitié d'entre eux dont 16 enfants et 7 femmes...

Les Saoudiens se sentent
menacés en Syrie

Le 21 juin 1987 un groupe de terroristes kurdes s'est acharné sur un village de 60 habitants, près de la frontière irakienne, pour massacrer la moitié d'entre eux dont 16 enfants et 7 femmes...

(Publicité)

MESSAGE

ADRESSE AUX MEMBRES DU PARLEMENT EUROPEEN QUI ONT SOUTENU DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA "RESOLUTION ARMENIENNE"

Le Parlement Européen a adopté le 18 juin 1987, une résolution intitulée "Une solution politique pour la question arménienne".

Cette Résolution:

- Comporte une allégation au prétendu génocide commis en 1915 à l'encontre des arméniens par les Ottomans turcs.
- Insère la reconnaissance par la Turquie du "génocide arménien" et du "problème kurde" dans les conditions requises pour son accession aux Communautés Européennes.

Le 21 juin 1987 un groupe de terroristes kurdes s'est acharné sur un village de 60 habitants, près de la frontière irakienne, pour massacrer la moitié d'entre eux dont 16 enfants et 7 femmes...

Que s'est-il passé en 1915?

- Les arméniens ont vécu en paix et en harmonie avec les Turcs pendant presque un millénaire. Mais en 1915 ceux qui vivaient dans le Nord - Est du pays se sont insurgés contre le Gouvernement Ottoman.
- En tant que compagnons d'armes, ils ont alors collaboré avec la Russie tsariste, afin de chasser les Turcs fortement majoritaires dans la région et d'y fonder un Etat basé sur la minorité arménienne.
- Des bandes de terroristes arméniens ont massacré des personnes innocentes, par dizaines de milliers, afin de chasser les Turcs de ce territoire.
- Les puissances colonialistes et impérialistes de l'époque ont encouragé les arméniens dans leurs efforts.

Qu'a fait le Gouvernement Ottoman en fait?

A quoi rime le génocide?

- Le Gouvernement a déplacé les Arméniens, en les transférant de la zone de guerre aux autres régions de l'Empire. Et ce qui les attendait à destination n'était pas les camps de concentration ni des foyers d'extermination.
- Les Arméniens installés dans les régions sises loin de la zone de guerre continuent à vivre dans la paix et dans la sécurité.

La définition de génocide contient en elle-même le sens expressif d'extermination d'un groupe ethnique. Alors le Parlement Européen entend-il par là que les Ottomans ont découvert une nouvelle forme de génocide, au niveau régional?

Il est toutefois vrai que le déplacement a déroulé dans les circonstances de guerre. Les moyens de transport étaient rudimentaires, les conditions géographiques rudes. La famine et les épidémies y régnaient. Il est profondément regrettable que beaucoup d'Arméniens ont trouvé la mort dans ces conditions.

Mais les mêmes conditions, mises à part les agressions armées des Arméniens, ont également affectées la population turque. Les pertes de vie se trouvaient dans la population turque trois fois supérieures à celles des Arméniens. L'être humain n'a-t-il toujours pas la même valeur? Les chrétiens sont-ils peints inter pares? Pourquoi alors personne n'est touché de compassion pour les victimes turcs?

Le Parlement Européen porte un intérêt surprenant aux victimes chrétiennes d'un événement historiquement controversé. Mais, il fait sourde oreille aux cris de deux millions de Turcs souffrant d'une oppression brutale en Bulgarie dans les années 1980.

Pourquoi créer un parallèle entre le génocide des juifs par les Nazis et la tragédie de 1915 et la qualifier injustement de génocide?

- Il est évident que le problème est avant tout historique et non pas politique. De plus il est intrinsèquement controversé. Par conséquent, il est incompréhensible qu'une institution politique telle que le Parlement Européen, puisse sans scrupule et sans peine arriver à une conclusion suscitant une grande injustice envers la nation turque.

- Le racisme est la force motrice de l'oppression des minorités ethniques. Le génocide est son point culminant. Sans faire un jugement moral, la culture turque n'a jamais engendré des tendances racistes et par conséquent des motivations de génocide.

- L'histoire témoigne de la tolérance traditionnelle des Turcs à l'égard des différentes nationalités dans l'Empire Ottoman qui rassemblait les diverses nations en son sein.

- Charles XII, Rakoczi et Kossuth ont trouvé refuge dans l'Empire Ottoman à la suite des interventions de l'impérialisme envers leur pays.

- Les Ottomans ont accueilli des dizaines de milliers de juifs qui se sont enfuis de l'inquisition en 1492. Des milliers de juifs évadés des pogroms tsaristes et ainsi que de la persécution nazie ont également trouvé asile dans l'Empire Ottoman et dans la République de Turquie. Parmi eux on peut citer Ernest Reuter, Fritz Neumark, Fritz Baende et même pour quelque temps Albert Einstein. Peut-on dire que les autres cultures n'engendrent pas non plus le racisme?

Nous savons ce qui est caché derrière l'extermination presque en totalité des juifs, des Tziganes et des invalides avec la complicité active ou morale des autres. Il existe encore des efforts d'exorciser l'esprit du racisme. A savoir, presque un million d'Algériens ont été massacrés par les Français et la population musulmane de Crimée ont disparu dans sa totalité en Union Soviétique.

- Cet esprit réapparaît à nos jours sous une autre forme de racisme en remplaçant les juifs par les travailleurs étrangers. Cependant, cette ignoble forme de violence raciste a été exclue du domaine d'activité des "forces progressistes" incluant les associations de protection des droits de l'homme.

- La résolution du Parlement Européen qui prévoit la reconnaissance du "génocide arménien" et du problème kurde, comme condition préliminaire de l'accession de la Turquie aux C.E. revêt

une signification révélatrice.

- Ceux qui ont voté pour la résolution, et qui se sont abstenus de prononcer, n'affaiblissent-ils pas la notion de génocide, en qualifiant de génocide le déplacement des Arméniens en 1915? S'efforcent-ils ainsi de nier l'exclusivité de l'holocauste en accusant les Turcs en tant que musulmans d'avoir été les premiers à le commettre à l'égard des chrétiens, pour absoudre du moins partiellement ces derniers.

- Prétendent-ils par là que ce ne sont pas eux mais les Turcs qui sont racistes puisqu'ils exercent une oppression sur les Kurdes? En fin de compte lancent-ils leur mal sur nous?

Dans tous ces efforts ne remarquons-nous pas l'effet traumatisant de l'unique génocide de notre ère sur l'amour propre des peuples de même culture?

Il est à noter que:

- Ceux qui trahissent involontairement leur mea culpa n'ont aucune leçon à donner à la nation turque.

Prétendent-ils par là que ce ne sont pas eux mais les Turcs qui sont racistes puisqu'ils exercent une oppression raciale sur les kurdes? En fin de compte projettent-ils leur mal sur nous? Dans tous ces efforts ne remarquons-nous pas l'effet traumatisant de l'unique génocide de notre ère sur l'amour propre des peuples de même culture.

Il est à noter que:

- Ceux qui trahissent involontairement leur mea culpa n'ont aucune leçon à donner à la nation turque.

- Ceux qui souffrent de la culpabilité des crimes commis dans l'histoire et de leurs tendances racistes actuelles qui rappellent le passé doivent assumer entièrement leurs responsabilités et ne pas se sentir obligé de les partager, même en partie, par les autres.

- Ironiquement, la résolution du Parlement Européen parle de la suppression des obstacles à l'accession de la Turquie aux C.E. à condition qu'elle devienne "Européenne" en avançant le "génocide". Mais nous sommes décidés à prendre notre place dans une Europe entièrement guérie de ses "maladies". La meilleure façon de prouver pour l'Europe sa guérison est de savoir vivre à pied d'égalité avec les Turcs.

Attention!

- Cette résolution est de nature à encourager les militants arméniens à reprendre les actes terroristes, comme ils l'ont déjà annoncé publiquement. Elle justifie également leur demande de compensation et de restitution territoriale. C'est donc au Parlement Européen qu'incombe la responsabilité.

- En dépit de la nature controversée des événements historiques, les Arméniens ont repris leurs actes terroristes au cours des dernières années. De même ils ont menacé les parlementaires européens pour faire valoir leurs ambitions. Si le terrorisme est le moyen de reconnaissance d'une cause fallacieuse même si l'on a tort, les vrais opprimés seront amenés davantage à agir de la même manière.

Puisse les membres du Parlement Européen se rendre compte de la réalité!

- La résolution qui n'est pas limitée au sujet essentiel, en raison notamment de l'insertion des relations turco-grecques et du problème chypriote, révèle la formation d'une coalition sinistre dont l'objectif est d'éloigner la Turquie de l'Europe et, c'est la raison pour laquelle elle faussifie l'histoire, au lieu de rétablir la réalité historique.

Ne vous trompez pas si facilement!

- Cette résolution rend légitime les pires actes de terrorisme en Turquie, comme il a été constaté récemment à Pinarcik. L'insertion à contre-cœur de la condamnation du terrorisme dans cette résolution n'est plus qu'un palliatif décevant et ne peut sans doute déhâsser ses signataires de leur responsabilité.
- Les événements du sud-est de la Turquie ne résultent pas d'une oppression ethnique mais d'une incitation de l'extérieur.
- La Turquie n'a pas de problème ethnique, comme ceux des Basques en Espagne, de l'Irlande du Nord en Grande Bretagne ou de Corse en France. Si cela ne vous gêne pas, la Turquie désire rester loin de tels problèmes.

N'oubliez pas!

- Sise entre l'Europe et le Moyen Orient, La Turquie est le seul pays puissant et stable de la région.
- Après avoir vécu une période d'anarchie et de terreur, inchée de l'extérieur, vers la fin des années 70, Elle a rétabli la démocratie.
- Elle se développe rapidement grâce à une économie de marché. Elle regagne de la confiance en elle-même, en sa puissance et en sa capacité.
- Elle fait partie intégrante de toutes les institutions occidentales dont l'Alliance Atlantique. Elle maintient, au service de l'OTAN, la plus grande armée européenne. Ne prenez pas la Turquie comme l'affaire dans le sac.

Bref!

- A moins qu'il corrige cette injustice et qu'il se conforme à l'histoire le Parlement Européen passera dans l'histoire comme étant une institution qui ne respecte pas ses propres idéaux et qui supporte le terrorisme.
- Nous tenons à dire la vérité même si elle est dure puisqu'une vérité non-parlée ne peut qu'envenimer les maux.
- Il est grand temps pour nous d'agir ensemble d'une manière rationnelle dans un monde qui devient de plus en plus irrationnel.

Association Turque du Traité de l'Atlantique du Nord
Türk Atlantik Antlaşması Derneği

Union des Parlementaires Turcs
Türk Parlamenterler Birliği

Confédération des Syndicats des Travailleurs de Turquie
Türkiye İşçi Sendikaları Konfederasyonu

Fondation Turque de Promotion
Türk Yurtuna Vakfı

Association des Industriels et des Hommes d'Affaires Turcs
Türk Sanayici ve İşadamları Derneği

Confédération des Syndicats du Patronat de Turquie
Türkiye İşveren Sendikaları Konfederasyonu

Union des Chambres et des Bourses de Turquie, Union des Chambres de Commerce, d'Industrie, de Commerce Maritime et des Bourses Commerciales
Türkiye Odalar ve Borsalar Birliği Türkiye Ticaret, Sanayi, Deniz Ticaret Odaları ve Ticaret Borsaları Birliği

Association des Journalistes
Gazeteciler Cemiyeti (İstanbul, Ankara, İzmir)

Institut de Politique Extérieure
Dış Politika Enstitüsü

Syndicat du Patronat de l'Industrie de la Presse de Turquie
Türkiye Basın Sanayi İşverenler Sendikası

Fondation de Développement Économique
İktisadi Kalkınma Vakfı

Syndicat des Journalistes de Turquie
Türkiye Gazeteciler Sendikası

Europe

La mort de Rudolf Hess

Le corps de l'ancien criminel de guerre nazi sera remis à sa famille

BONN
De notre correspondant

Le lundi 17 août, vers 19 h 30, le service de presse du gouvernement britannique, responsable du quartier de Spandau, a annoncé dans un bref communiqué que « Rudolf Hess, l'un des plus grands criminels nazis, condamné en 1946 à la détention à perpétuité par le tribunal international militaire de Nuremberg, est mort le 17 août 1987 dans la prison militaire allée de Spandau ».

Le texte de ce communiqué avait été conçu et rédigé — à la date même de la mort — depuis longtemps par les quatre puissances alliées contre le régime hitlérien (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS), en charge de l'administration de l'ancienne capitale du Reich allemand.

De source alliée occidentale, on affirme que les Soviétiques se sont opposés à tout changement de ce texte qui fait mourir Hess dans la prison de Spandau alors qu'il est mort à l'hôpital.

Quatre heures avant que le communiqué ne soit publié, le vieillard avait été conduit d'urgence à l'hôpital militaire britannique de la Heerstrasse, dans le quartier voisin de Charlottenburg. Ce trajet, Hess qui souffrait du cœur, l'avait souvent fait au cours des dernières années. Cette fois-ci, aucune escorte policière ouest-allemande n'accompagnait son ambulance. Il était sans doute déjà trop tard.

La rumeur a vite circulé. C'est l'avocat de Hess, M. Alfred Seidl, qui le premier a annoncé la nouvelle de sa mort. Son fils, architecte à Munich, Wolf Rüdiger, que Hess a pendant vingt ans refusé obstinément de voir à Spandau, l'avait appris un peu par hasard. Il avait en effet téléphoné pour s'informer de la santé de son père au directeur

américain de la prison, gardée depuis quarante et un ans à tour de rôle pour des périodes d'un mois par les troupes des quatre alliés de la seconde guerre mondiale. Wolf Rüdiger est allé informer sa mère, Ilse Hess, qui vit dans une hospice en Bavière.

La famille Hess devrait pouvoir récupérer le corps dans les prochains jours. Le communiqué diffusé par les Britanniques stipule en effet que « conformément à une décision des quatre puissances et après que les dispositions nécessaires auront été prises, le corps de Rudolf Hess sera remis pour des obsèques à sa famille résidant dans la République fédérale d'Allemagne ».

Le tribunal de Nuremberg avait, lui, prévu que les cendres du chef nazi seraient dispersées. Rudolf Hess devait maintenant être enterré dans le caveau familial, situé en Haute-Franconie, près de Wunsiedel, où reposent ses parents et son frère.

Dans une annexe à leur communiqué, les alliés ont également stipulé que le basting de Spandau, qui a perdu toute utilité avec la mort de Hess, sera détruit.

« Le deuil ne s'impose pas »

« Conformément à une décision des représentants de la Grande-Bretagne, de la France, des Etats-Unis et de l'URSS, il est définitivement mis fin à l'administration de la prison allée de Spandau. »

La rumeur a vite circulé. C'est l'avocat de Hess, M. Alfred Seidl, qui le premier a annoncé la nouvelle de sa mort. Son fils, architecte à Munich, Wolf Rüdiger, que Hess a pendant vingt ans refusé obstinément de voir à Spandau, l'avait appris un peu par hasard. Il avait en effet téléphoné pour s'informer de la santé de son père au directeur

sans commentaire la mort du criminel de guerre.

Dans la soirée, quelque deux cents personnes se sont réunies devant Spandau. Certaines ont déposé des bouquets devant sa porte. Des militants néo-nazis ont hissé un drapeau noir-rouge-jaune frappé de la croix de fer. Le parti néonazi NPD a salué un « martyr courageux, symbole de l'Allemagne vaincue ».

Les Verts ont mis en garde contre le danger qu'il y aurait précisément à « faire maintenant du criminel de guerre un martyr ». Bonn se réservait de réagir tard. Le chancelier Helmut Kohl et le président Richard von Weizsäcker ont, au cours des dernières années, lancé des appels à la libération, pour des raisons humanitaires, du vieillard malade. L'URSS s'y était toujours opposée.

La plupart des journaux ouest-allemands ont retardé leurs éditions pour annoncer la nouvelle, pour l'essentiel sans commentaire. Les journaux régionaux sont divisés sur la personnalité et le sort réservé par les alliés au dauphin de Hitler. La *Bonner Rundschau* souligne en page intérieure que « les Soviétiques n'ont eu aucune pitié pour le prisonnier numéro 7 ». Mais le journal de Bonn ajoute : « même s'il eût été préférable de le libérer il y a dix ans, on ne saurait présenter Hess comme un délinquant innocent ». La *Westdeutsche Allgemeine Zeitung* écrit : « Personne, sauf ceux qui n'ont rien appris, ne le pleurera » et la *Berliner Morgenpost* estime que « le deuil ne s'impose pas ».

D'autres journaux, comme le *Münchener Merkur*, stigmatisent, en revanche, ce qu'ils appellent la « cruauté » de Moscou qui a imposé le maintien en détention du vieillard « à la limite de l'existence psychique et physique ».

(Interim.)

Pour l'exemple

RUDOLF HESS n'est pas le dernier criminel de guerre nazi à purger sa peine. Avec celui qui avait été considéré jusqu'à sa « fuite » comme le dauphin de Hitler, a cependant disparu le dernier grand dignitaire du III^e Reich encore emprisonné. L'accomplissement jusqu'au bout de la sentence de prison à vie à laquelle il avait été condamné par le tribunal de Nuremberg en 1946 a eu valeur d'exemple.

Le maintien du vieillard à la prison de Spandau, dont il était le seul

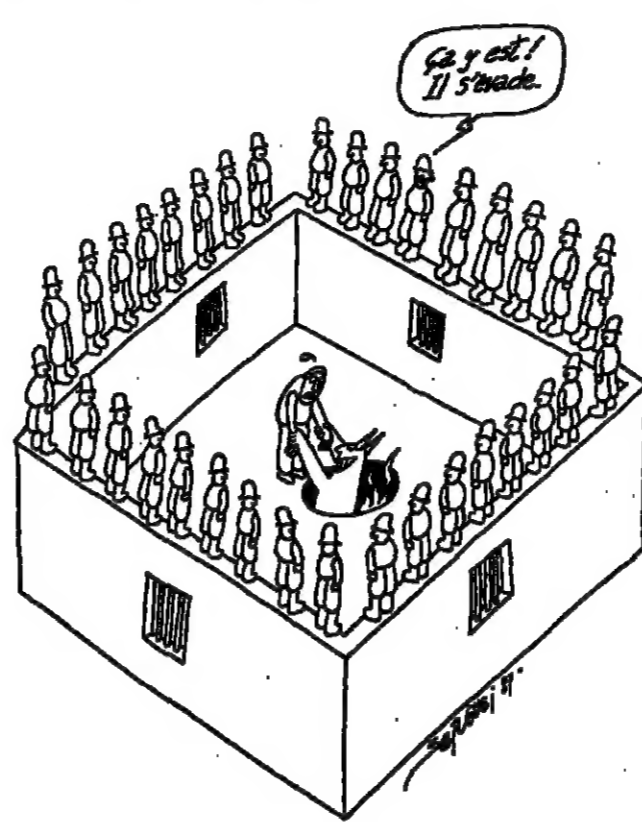
et dernier « locataire », a fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. En Allemagne fédérale, une grande majorité de la population aurait souhaité son élargissement, compte tenu de son âge et de la durée de sa détention. Pour des raisons humanitaires, le chancelier Kohl et le président von Weizsäcker se sont, à plusieurs reprises, personnellement tournés vers les alliés occidentaux et les Soviétiques pour appuyer cette requête. Faisant quelque peu grincer des dents, M. von Weizsäcker avait, en

décembre 1985, demandé en même temps la libération de Hess, celle de Nelson Mandela en Afrique du Sud et la cessation de l'exil où se trouvait placé à l'époque l'académicien soviétique Sakharov.

La requête ouest-allemande n'était pas dictée uniquement par des raisons humanitaires. Quarante ans après la fin de la guerre, l'Allemagne reconnaît certes qu'elle doit assumer le poids de son histoire, mais beaucoup estiment également que le temps est venu de prendre en compte les efforts des nouvelles générations pour construire une nouvelle Allemagne, et acceptent difficilement ce qui est perçu dans certains cas comme un échec. Si, dans son ensemble, l'Allemagne de l'Ouest a compris la traduction de Klaus Barbie devant ses juges de Lyon, pour y répondre de ses crimes, le maintien en prison de Hess, près de la mort, le choquait. Les Verts eux-mêmes s'inquiétaient aujourd'hui de voir la figure de l'ancien dirigeant nazi devenir pour une certaine droite radicale le symbole d'un martyr.

Les Occidentaux n'étaient pas totalement fermés au souhait des Allemands. Le président Giscard d'Estaing s'était prononcé lui-même dès 1977, dans une lettre au président de la CSU bavaroise, M. Strauss, en faveur d'une libération. Mais les Soviétiques se sont montrés jusqu'au bout intransigeants, estimant, comme le rappelle l'agence Tass il y a deux ans, à l'occasion du quatre-vingt-deuxième anniversaire de Hess, que « les criminels de guerre nazis ne sont pas susceptibles d'être armistés, que le passé hitlérien ne doit pas être réhabilité ».

HENRI DE BRESSON.



Le dauphin halluciné de Hitler

(Suite de la première page.)

Confiance mal placée. Le 10 mai 1941, peu avant l'attaque nazie contre l'URSS — que l'on n'avait pas jugé nécessaire de lui annoncer, — Rudolf Hess se lance dans une équipée incroyable. Seul à bord d'un Messerschmitt, il saute en parachute au-dessus de l'Angleterre. Il a décidé de porter à un Anglais rencontré aux Jeux olympiques de 1936, lord Hamilton, à qui il attribue une importance démesurée dans la vie politique britannique, des « propositions ». Sont-elles de son cru ou y a-t-il ébauche de complot ? Il s'agit de « laisser au Reich les mains libres à l'Est », moyennant quoi « l'Empire ne serait pas attaqué ».

Le propos n'est pas absurde et reflète certaines des thèses de politique extérieure du Führer qui espérait par moments écraser la Russie et se concilier la Grande-Bretagne en lui laissant ronger l'océan indien. Mais ce plein-potentiaire tombé du ciel sans lettres de créance ne peut passer, à des yeux britanniques, que pour un fou. On l'interne. Ess-Id déjà en proie à un grave dérangement mental ? Il en donne vite tous les signes et se plaint à ses gardiens qu'on ait mêlé à ses aliments « des

petits cailloux et des croûtes de chaux ».

A Berlin, la « désertion » de Rudolf Hess fait prendre à Hitler l'une des plus belles colères de sa vie. Les communiqués officiels expliquent que le fugeur, « souffrant depuis des années de symptômes de désorganisation mentale ».

Etait-il fou ou l'est-il devenu, ce vieux dauphin halluciné aux yeux enfouis dans les orbites charbonnées ? Dans les trois recueils successifs de ses *Letztredes* qu'a pieusement publiés sa femme, on trouve, en tout cas, le témoignage de moments de lucidité. Un petit bourgeois écrivain, innocent du drame qui l'écrase, y rattache sur la conquête de l'espace et l'enseignement de la gymnastique en République fédérale, ou se scandalise du « succès littéraire du schizophrène Tristan Tzara ».

En 1975, le *Journal de Spandau*, d'Albert Speer (Laffont), présente un compagnon de détention stralé, secoué de crises et hanté de fantasmes, hargneux et gaillard, qui donne, en s'y éprenant parfois, la comédie d'une éternité.

Fallait-il faire à ce troisième conteur, l'honneur de le transformer en

personnage emblématique ? Son destin, trop grand pour lui, incarne l'incroyable méliodisme du personnel politique nazi. Entre les mains de la coalition qui le vainquit, le Troisième Reich a laissé un hurlement symbolique, pour l'édification des foules. Au fil du temps, le spectacle de l'homme nazi en scène carcérale entourant un vieillard malade devenant toujours plus surréaliste. Pour parfaire la mythologie en toc du national-socialisme, il fallait peut-être, attaché jusqu'au bout à son rocher, ce Prométhée de pacotille.

P.-J. F.

(Rudolf Hess est né à Alexandria, en Egypte, en 1894. Il s'engage à vingt ans dans l'armée allemande. Le 9 novembre 1923, il participe au putsch national-socialiste à Munich. Il est emprisonné à la forteresse de Langensberg avec Hitler, et collabore à la rédaction de *Mein Kampf*. Devenu, en 1925, le secrétaire particulier de Hitler, il est désigné comme son deuxième successeur après Goering, en 1932. Le 10 mai 1941, il saute en parachute sur la résidence du duc de Hamilton, en Ecosse. Il est fait prisonnier et enfermé à la tour de Londres. La guerre finie, il est transféré en Allemagne et condamné à la prison à vie par le tribunal de Nuremberg, en octobre 1946.)

PORTUGAL : investiture du gouvernement

M. Cavaco Silva met en garde les communistes contre le recours à la « confrontation sociale »

LISBONNE
De notre correspondant

Le président de la République, M. Mário Soares, a investi, le lundi 17 août, le gouvernement présidé par le social-démocrate Aníbal Cavaco Silva. Dans un discours très prudent, M. Soares, ancien leader socialiste, a manifesté sa « solidarité institutionnelle » à l'égard du nouvel exécutif. Il a pourtant fixé les conditions qu'il considère indispensables à une telle collaboration : développement du dialogue avec les partis de l'opposition et avec les associations syndicales ; respect des « droits inaliénables » de l'opposition ; combat contre la corruption ; désignation pour les différentes fonctions publiques des personnes les plus capables, « sans discrimination politique ou idéologique ».

Il a également souhaité que « le Parlement ne sorte pas affaibli » des élections du 19 juillet dernier, qui ont donné la majorité absolue au parti de M. Cavaco Silva.

Dans sa réponse, le premier ministre s'est élevé contre ceux qui, « ne disposant plus de la force du vote, cherchent par d'autres moyens à

empêcher le gouvernement de répondre efficacement aux problèmes du pays ».

Selon le premier ministre, l'électorat portugais a rejeté l'instabilité politique, « mais il a aussi rejeté l'usage de la confrontation sociale comme instrument d'action politique ». La référence au PC, notamment en réponse à certaines déclarations de dirigeants de ce parti selon lesquelles « le combat politique ne peut pas se restreindre aux actes électoraux », ne pouvait pas être plus claire.

Les Portugais, a ajouté M. Cavaco Silva, ont prononcé un « jugement favorable » sur l'action du gouvernement précédent qu'il a déjà présidé, d'où sa décision de ne pas changer profondément son équipe (le Monde du 14 août).

A la veille de la révision constitutionnelle, à l'occasion de laquelle les thèmes économiques seront à l'ordre du jour, notamment l'éventuelle reprivatisation d'entreprises publiques, M. Cavaco Silva a voulu sans doute jouer la carte de l'expérience et garder ceux qui, depuis octobre 1985, appliquent sans hésitation ses directives.

JOSÉ REBELO.

Amériques

ÉTATS-UNIS : la recherche d'un règlement en Amérique centrale

Le département d'Etat affiche son scepticisme au sujet du plan Arias

WASHINGTON
correspondance

Les ambassadeurs des Etats-Unis en Amérique centrale, convoqués le lundi 17 août au département d'Etat, ont reçu pour instruction d'informer les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités de la nécessité de prévoir des dispositions précises concernant, notamment, la vérification du cessez-le-feu et des progrès de la « démocratisation » au Nicaragua. Les ambassadeurs ont rapidement rejoint leur poste pour faire part des observations de Washington aux ministères des affaires étrangères des cinq pays d'Amérique centrale qui se réunissent cette semaine au Salvador.

Les services du département d'Etat, et notamment M. Albarran, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires intérieures et ferme partisan des « contras », affichent le plus grand scepticisme au sujet du plan Arias. Celui-ci leur apparaît seulement comme un « cadre » qu'il conviendrait de remplir par des mesures précises prenant en considération les intérêts de sécurité des Etats-Unis et des « contras ». Les milieux officiels soulignent que, en ce qui concerne le soutien de l'Union soviétique et de Cuba au gouvernement sandiniste, il est impossible de se contenter de simples promesses ; en particulier, l'acquisition de Mig soviétiques que le gouvernement de Managua envisagerait ne pourrait être acceptée par les Etats-Unis.

A dire vrai, Washington est dans l'embarras. D'une part, il ne peut pas dénoncer le plan Arias, ni encore moins le plan américain initial élaboré en coopération avec le speaker de la Chambre, M. Wright. Et cela parce que, dans la perspective d'un échec de négociations, le concours de

M. Wright et de l'état-major démocrate sera indispensable au président pour obtenir des crédits supplémentaires du Congrès en faveur des « contras ».

Mais, d'autre part, le président doit rassurer et satisfaire ses amis politiques. Certes, les éléments de la droite républicaine sont les plus virulents dans leur campagne contre le plan Arias et se sont déclarés satisfaits de la démission de M. Habib, leur « bête noire ». Mais les réserves de l'establishment républicain, à commencer par le vice-président Bush, le sénateur Dole, leader de la minorité, et M. Weinberger, ministre de la défense, ont plus de poids et sont plus gênantes pour le président Reagan et ses fidèles exécutants, dont le secrétaire d'Etat M. Shultz, M. Carlucci, nouveau conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, et M. Baker, chef d'état-major de la Maison Blanche.

Cette division dans les rangs républicains explique les déclarations confuses et contradictoires de ces derniers jours sur le moment où le président demanderait au Congrès d'approuver les crédits supplémentaires. Il est acquis maintenant que le président ne fera appel au Congrès qu'après le 30 septembre ; satisfaction sera ainsi donnée à M. Wright. Mais entre le 30 septembre, marquant la fin de l'assistance de l'aide américaine pour cette année, et le 7 novembre, date à laquelle le cessez-le-feu et les réformes devront être mis en place, les « contras » ne seront pas démunis. Ils pourront puiser dans le stock d'armes et d'équipements existant et la Maison Blanche n'a pas renoncé à demander au Congrès une aide « intérimaire » pour une période de six semaines.

HENRI PIERRE.

Le RPR exploite les dé

Victor Besson
Le RPR exploite les dé
Victor Besson
Le RPR exploite les dé

M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p
Victor Besson
M. Mauroy demande aux dirigeants de « contrôler leurs p

Politique

Le RPR exploite les déclarations de M. Rocard

Les déclarations de M. Michel Rocard à *Libération* du 17 août ont été diversement appréciées à gauche comme à droite. M. Pierre Mauroy a rappelé que le PS se devait d'être uni et solidaire pour se présenter dans les meilleures conditions à l'élection présidentielle, tandis que

M. Charles Hernu s'est empressé de remercier le maire de Conflans pour sa « solidarité » à son égard. Du côté de la majorité, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, ne s'est pas privé d'invoquer les propos de

M. Rocard pour répondre aux attaques de M. Jack Lang et mettre ces deux anciens ministres socialistes en contradiction. Pour sa part, M. Jacques Barrot au nom des centristes a enregistré avec quelque satisfaction la confession de l'ancien ministre socialiste.

M. Mauroy demande aux dirigeants socialistes de « contrôler leurs propos »

LECTURE (Gers) de notre envoyé spécial

Interrogé, le lundi 17 août, à Lectoure (Gers), où il participe à un stage de formation du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy a refusé de jouer au ping-pong des « petites phrases » avec M. Rocard. Il se réserve pour sa « rentrée » de la fin du mois. Il a cependant indiqué que s'il approuve certains passages de l'entretien accordé par M. Rocard à *Libération*, il en conteste d'autres. Il pense que l'appréciation portée par les hommes de gauche sur la période 1981-1986 ne doit pas « prêter exagérément aux critiques, aux états d'âme ».

Il est difficile d'imaginer que M. Mauroy ne pense pas au maire de Conflans-Sainte-Honorine quand il demande « modération et équilibre » et rappelle que, pour gagner l'élection de 1988, il est « absolument indispensable » que la gauche ait un « PS uni, solidaire » et, par conséquent, des responsables qui contrôlent exactement (...) leurs propos. Difficile encore d'oublier M. Rocard quand, plus tard, s'enflammant devant les stagiaires pour défendre la nécessité d'une nouvelle « utopie », le maire de Lille s'écrit : « Actuellement, il y a trop de leaders socialistes qui parlent comme des robinets d'eau tiède ! ». Difficile enfin, pour mesurer le chemin parcouru en quatre mois, de ne pas se rappeler qu'au congrès socialiste de Lille, en avril dernier, c'est l'ancien premier ministre lui-même qui intronisait M. Rocard « vice-candidat » du PS.

M. Mauroy n'est pas le seul, à Lectoure, à avoir été gêné par les propos de M. Rocard, qui ont provo-

qué un certain malaise, y compris parmi les amis du député des Yvelines. M. Maurice Benassayag, directeur du stage et proche de M. Fabius, a indiqué que M. Rocard devait s'expliquer, mardi 18 août, devant les stagiaires, en dehors de la présence des journalistes.

Sécurité

Une cinquantaine de militants du PS, pour la plupart des secrétaires fédéraux chargés de la formation, étaient réunis pour un stage d'une semaine consacré aux problèmes posés par la sécurité intérieure et extérieure du pays. Les stagiaires ont entendu M. Mauroy leur dresser un premier tableau d'ensemble, sur le thème « la sécurité, mythes et réalités, l'exploitation de la peur ».

Une telle dissertation comporte pour l'ancien premier ministre Mauroy quelques pièges. Lorsqu'il était à l'hôtel Matignon, le maire de Lille a paté de l'exploitation par ses adversaires politiques des thèmes de l'insécurité et du terrorisme. Aujourd'hui encore, il s'agit de ce comportement et lui oppose sa propre attitude. Il ne faut pas compter sur lui pour mettre des bâtons dans les roues du « gouvernement légitime » dans sa lutte contre cette « guerre dans la paix » qu'est le terrorisme.

M. Mauroy a rappelé quelques principes qui, selon lui, doivent fonder l'analyse socialiste des questions de sécurité. L'ancien premier ministre a souligné que les socialistes ne doivent pas, au prix du reniement, tenter de coller aux sondages : « Mieux vaut, a-t-il dit, laisser croire un coupable » que porter atteinte

à « l'état de droit » que respectent, à l'en croire, trente nations seulement dans le monde, dont la France. Des socialistes, insiste-t-il encore, qui se laisseraient gouverner par la « majorité de l'instantané » auraient « abandonné l'idée de transformer le monde ». Le politicien responsable doit savoir ramener à contre-courant, parfois contre les siens.

Le député du Nord a ainsi révisé aux stagiaires de Lectoure qu'il a été mis en minorité dans la section lilloise à propos de la nécessité de l'abolition de la peine de mort. L'ancien ministre se félicite que les socialistes aient malgré tout maintenu le cap. Si les sondages d'opinion avaient existé, remarque-t-il, ils auraient probablement pas dérogé dans la France de la fin du dix-neuvième siècle une majorité en faveur de la forme républicaine de l'Etat. Si le maire de Lille invite les socialistes à admettre que « la sécurité, c'est une dimension nouvelle de l'action politique », il précise que l'insécurité est aussi une rançon payée par la société au nom de toutes les « fatalités » culturelles.

« Dès que vous élargissez les champs de liberté, explique-t-il, d'une certaine manière, vous élargissez les champs d'insécurité ». C'est pourquoi il faut à la fois « reconnaître une part irréductible d'insécurité » et prendre « le débat sur la sécurité comme un combat permanent et indissociable du débat sur la liberté ».

Ceux qui réclamaient des recettes toutes prêtes pour vaincre les « a priori » de l'opinion ou faire pièce au Front national dans les cités HLM n'auront pas les réponses clés en main qu'ils attendaient.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Charles Hernu : merci pour la solidarité

M. Charles Hernu, député socialiste du Rhône, ancien ministre de la défense, s'est déclaré, le lundi 17 août, « sensible à la solidarité dont Michel Rocard fait preuve à son égard » dans un entretien à *Libération* dans lequel l'ancien ministre de l'Agriculture évoque l'affaire du *Rainbow Warrior*. M. Hernu ajoute qu'il « n'en doutait d'ailleurs pas », car M. Rocard avait reçu aussitôt après sa démission du gouvernement du 20 septembre 1985, le maire de Villeurbanne poursuivi : « En ce qui concerne la morale publique, Michel Rocard est loin d'être péremptoire et il est prudent pour l'avenir. Pour moi, alors, j'ai assumé mes responsabilités, en l'occurrence les exigences du commandement ».

Dans un entretien publié par le *Quotidien de Paris* daté du 18 août, M. Hernu, qui assure ne se sentir « nullement mis en cause » par son ancien collègue du gouvernement, se refuse à commenter les propos de M. Rocard sur les erreurs commises sous les gouvernements de gauche.

Ne voulant entrer dans « aucune polémique », l'ancien ministre de la défense précise : « Nous sommes la gauche et à droite ils en viennent à vouloir se cacher derrière les unités. Je pense qu'il faut faire en sorte que le moment venu il n'y ait qu'un seul candidat chez nous ».

● M. Barrot : des actes. — Commentant, le lundi 17 août sur Europe 1, les déclarations de M. Michel Rocard, M. Jacques Barrot a estimé qu'« il ne suffit pas d'exorciser les erreurs par un discours », mais qu'« il faut des actes ». Pour le secrétaire général du CDS, M. Rocard a néanmoins « le mérite de rappeler qu'il n'y a pas de monopole de la vertu et d'accepter loyalement qu'il y ait un des baveurs du côté de la gauche ».

M. Toubon : pas de leçon de morale

Répétant, le lundi 17 août, aux critiques de M. Jack Lang émises lors du forum RMC-FR 3 du dimanche 16 août contre le programme de privatisations engagé par le gouvernement de M. Jacques Chirac, M. Jacques Toubon a fait référence aux déclarations de M. Michel Rocard à *Libération* pour rejeter toute leçon de morale de la part des socialistes : « M. Rocard, a-t-il ironisé, a dit ce qu'il fallait penser, c'est-à-dire que les socialistes n'ont pas de leçon à donner à quiconque et qu'ils n'ont pas le monopole de la morale en politique ».

Le secrétaire général du RPR a jugé « inexact et insensé » les propos de l'ancien ministre de la culture : « La privatisation, c'est d'abord une grande réforme sociale, c'est-à-dire la diffusion de la propriété à l'ensemble de la nation. Il y a aujourd'hui six millions de petits actionnaires, c'est-à-dire quatre fois plus qu'il n'y en avait il y a neuf mois ».

La privatisation, c'est d'autre part une bonne gestion des finances publiques. L'Etat dans cette opération a récupéré d'ores et déjà

51 milliards de francs de recettes qui ont permis de rembourser les dettes, de financer les investissements des entreprises publiques et des équipements des entreprises publiques. Par comparaison, en 1982, les socialistes ont dépensé plus de 40 milliards de francs, l'Etat, c'est-à-dire tous les contribuables, ont dépensé plus de 40 milliards de francs pour acheter les entreprises nationalisées et indemniser les actionnaires, dont certains s'en sont trouvés beaucoup plus riches.

Quant à la privatisation comme l'a évoqué Jack Lang, je ferai simplement remarquer qu'en 1981 les socialistes ont renvoyé la totalité des dirigeants des entreprises publiques, et qu'en 1986 dans les mêmes circonstances, le gouvernement de Jacques Chirac a maintenu en place la moitié des présidents d'entreprises publiques nommés par le gouvernement précédent. Par ailleurs, le secrétaire général du RPR a refusé de commenter le souhait émis récemment par M. Jean-Marie Le Pen d'une « concertation » entre les responsables de la majorité et lui-même avant l'élection présidentielle.

● M. Le Pen : les harkis de la majorité. — M. Jean-Marie Le Pen a démenti, le lundi 17 août, avoir revendiqué pour son parti cinq ministères en cas de succès à l'élection présidentielle d'un candidat de la majorité. « Nous ne serons pas, a-t-il déclaré, les harkis d'une majorité répétée. Si le Front national entrerait, ce qui n'est pas certain, dans une combinaison ministérielle, il est bien évident qu'il exigerait des postes au prorata de son importance politique ».

● M. Le Pen se cassera les dents. — L'« Humanité » du lundi 17 août publie une déclaration de M. Robert Clément, nouveau président de l'ANECR, l'Association nationale des élus communistes et républicains (*Le Monde* du 26 mai), soulignant que « Le Pen se cassera les dents » dans sa « croisade (...) contre les municipalités communistes ». Le 10 août, M. Jean-Pierre Stéphan, secrétaire général du Front national, avait annoncé le lancement « dès le rentrée de septembre » d'une « campagne d'information » dans les cent douze municipalités de plus de quinze mille habitants, dirigées par le PCF. « C'est l'hommage du vica à la vertu », déclare M. Clément en précisant : « C'est parce que les municipalités dirigées par un maire communiste constituent un obstacle majeur à la

Le président de SOS-Racisme à « L'heure de vérité »

La génération Désir

Il n'est pas donné à beaucoup de Français de vingt-huit ans de passer à « L'heure de vérité », même en plein été. De là à soupçonner Harlem Désir — invité de cette émission d'Antenne 2 le mercredi 18 août — d'être un chouichou des médias et même leur créature, il n'y a qu'un pas, qui a d'ailleurs été franchi depuis longtemps. « Toutes les caméras sont branchées sur lui, protestait déjà M. Le Pen le 18 juin 1985, s'étonnant du nom prodigieux du président de SOS-Racisme. C'est trop beau pour être vrai. Il doit s'appeler Alphonse Bitru comme tout le monde ».

Ni Bitru, ni Alphonse. Désir est bien le nom du père de Harlem, un instituteur antillais marié à une Alsacienne. Et Harlem est bien le prénom unique donné par M. Désir à son fils et en hommage à une diaspora noire à laquelle il se sentait appartenir. Point final.

Rien n'interdit de penser, en revanche, que Harlem Désir a été choisi comme porte-drapeau et haut-parleur par ses camarades en raison de son nom, de sa couleur « beige foncé », de son physique agréable, de son talent d'expression... SOS-Racisme n'a-t-il pas été lancé, en octobre 1984, par une opération médiatique ? La bande de copains parisiens, scandalisée par un acte raciste dont avait été victime l'un

des siens, s'était habilement donné quelques « parrains » bien introduits à la radio, à la télévision et dans les journaux, comme Bernard-Henri Lévy. Du culot, un slogan à faire pâlir d'envie les publicitaires (« Touche pas à mon pote ») et un badge suggestif (une petite main) avaient permis de croquer les écrans puis de réunir près d'un million de personnes à la Concorde le 15 juin.

Mais il ne faut pas croire que SOS-Racisme a conquis d'emblée les médias. Dans son livre, *Touche pas à mon pote* (Grasset, 1985), Harlem Désir raconte la série de bides qui ont précédé le succès : conférences de presse ratées, articles misérables dans les journaux du lendemain... Le véritable coup d'envoi a été un « Droit de réponse » de Michel Polac, à TF 1, le 5 janvier 1985. Présents sur le plateau une demi-heure avant l'émission, Harlem Désir et deux de ses acolytes collaient d'autorité leur badge au revers du veston des invités. Commentaire à posteriori : « Nous devions admettre, malgré notre répugnance à employer certaines méthodes, qu'il nous fallait « devenir à la mode » et, pour cela, être adoptés par cette petite société parisienne qui décide de ce qui a droit à l'existence et de ce qui doit retourner aux poubelles de l'histoire ».

Des messages de l'égalité

Bien que né à Paris (en 1959), Harlem Désir était bien loin de cette « petite société parisienne » qui fabrique les vedettes. Enfance modeste mais « heureuse » en banlieue, à Bagny-sur-Seine. Au lycée, Claude Monnet, il fait de la batterie. C'est un « catho de gauche », pionnier de l'aumônerie. Mais déjà un militant, qui se bat avec d'autres pour faire rouvrir un foyer.

En classe de première, il commence à lire Sartre, Marx, et glisse à l'extrême gauche. A l'université de Tolbiac, il sera un sympathisant de la Ligue communiste révolutionnaire mais sans y adhérer, s'engageant en revanche dans le Mouvement d'action syndicale (MAS). Après une licence de philo à la Sorbonne, il devient, à Créteil, l'un des responsables de l'UNEF-ID et se rapproche du Parti socialiste mais, là aussi, sans prendre de carte.

Aujourd'hui, Harlem Désir est un militant à temps plein. Marié à une jeune économiste, il n'est pas rétribué par SOS-Racisme mais prépare un rapport sur l'insertion des jeunes pour une association du nord de la France.

Certains le poussaient à se présenter à l'élection présidentielle de 1988. Non pour l'emporter, bien sûr, mais pour donner un écho plus large encore à son mouvement. Il a refusé. « Ce n'est pas le rôle de SOS-Racisme, affirme-t-il. Mais nous serons présents dans la campagne électorale. Comment pourrions-nous être absents d'une campagne qui sera mar-

quée par l'extrême droite et l'immigration ? Des initiatives sont prévues par SOS-Racisme dans une cinquantaine de villes, avec des messages de l'égalité ».

Car l'égalité est devenue le maître-mot de ce mouvement inclassable, à la fois « réseau de vigilance » et « force de propositions ». A l'heure d'aujourd'hui, dit Harlem Désir, la meilleure réponse au racisme, c'est l'intégration. Et le point de départ de celle-ci, c'est l'égalité des droits et des chances. Il faut choisir entre l'intégration et l'apartheid. Entre les deux — entre Le Pen et nous — il n'y a rien, sinon les lâches des Minichois. Les soixante-dix pour cent des Français qui sont d'accord avec nous doivent se mobiliser ».

C'est au nom de l'égalité que Harlem Désir s'oppose à la réforme du code de la nationalité. Selon lui, tout enfant né en France doit être français à la naissance mais pouvoir renoncer à la nationalité française à sa majorité si ses parents sont étrangers. « Cette égalité à la naissance est un principe libéral et intégrateur ».

Or le but du mouvement Chirac n'est pas d'intégrer mais de donner un gage au Front national. La commission des sages, mise en place au début de l'été, risque fort d'entériner ce projet, estime le président de SOS-Racisme. Il ne refusait pas d'être entendu par cette commission mais menace déjà d'organiser avec ses amis « une grève civique dans les écoles » si le projet devait aboutir.

Entre pères et fils

A quoi a servi SOS-Racisme ? N'a-t-il pas été incapable d'empêcher la montée du Front national ? Ne l'aurait-il pas même favorisé en agitant ou en effrayant un certain nombre de Français ? Harlem Désir balaie ces arguments. « D'abord, nous n'avons jamais prétendu que SOS, seul, pouvait débarrasser la France du racisme ou de l'extrême droite. D'autre part, Le Pen était à son apogée aux élections européennes de juin 1984, alors que notre mouvement n'était pas encore né. En réalité, c'est la classe politique qui a été désorientée par le Front national, a fait son jeu et favorisé son développement ».

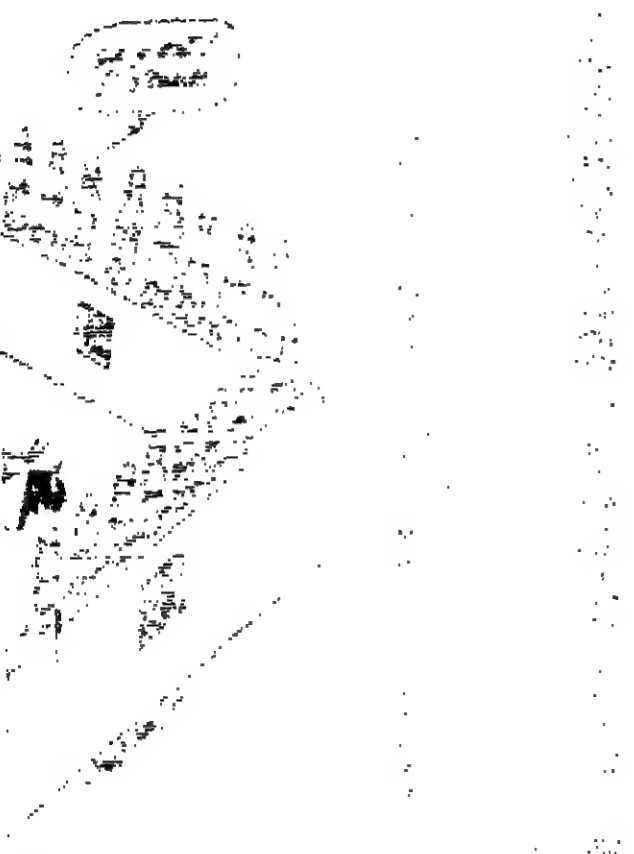
En tout cas, SOS-Racisme n'a pas été le feu de paille que certains prévoyaient. Harlem Désir et ses amis ont démontré leur existence lors du mouvement étudiant de l'hiver dernier. Ils déclarent aujourd'hui compter quinze mille militants et quelque cinquante mille cotisants, parmi lesquels de nombreux donateurs comme Pierre Bergé, Christophe Riboud, Bodo, Goldstein, Hugolin ou Cabrol. La « petite main » a fait des adeptes en Belgique, en Suisse, en Suède, en Norvège et au Canada. Prochaine étape : un congrès international qui se tiendra à Montréal en janvier prochain.

SOS-Racisme s'est heurté dès sa création à des associations de jeunes Maghrébins. Jaloux ? Malentendu ? La présence, aux côtés de Harlem Désir, de plusieurs militants actifs de l'Union des étudiants juifs de France a été l'un des éléments de ce conflit feutré. « Comment aurions-nous pu nous passer de la communauté juive dans un combat de cette nature ? réplique le président de SOS-Racisme. Juifs et Arabes côte à côte, n'est-ce pas le plus beau des symboles ? S'il y a eu conflit, c'est à cause d'une différence d'appréciation : les associations maghrébines privilégient la dimension communautaire ; nous, nous représentons une génération. Une génération qui baigne dans la différence et se sent menacée par le racisme ».

En réalité, Harlem Désir et quelques autres comme Jean-Jacques Goldman ou Bob Geldof — se situent à mi-chemin entre deux générations : les ex-soixante-huitards ayant atteint la quarantaine et les enfants de ceux-ci. Entre une génération « politique » et une génération que Laurent Joffrin appelait « morale » dans un livre récent. Ce sont eux qui font la jonction, servent de traits d'union. Et, souvent, cessent le jeu.

ROBERT SOLÉ.

et d'obtenir l'indemnité de 4 millions de francs... Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan...



Amériques

ETATS-UNIS. Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan...

Le département d'Amérique a son scepticisme au sujet du plan

Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan... Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan...

Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan... Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan...

Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan... Le département d'Amérique a... son scepticisme au sujet du plan...

Société

RELIGIONS

Ouverture du plus grand temple tibétain en Europe

Bouddhisme bourguignon

Du 20 au 29 août auront lieu au château de Plaisance, près d'Autun en Saône-et-Loire, des festivités marquant l'ouverture officielle du plus grand temple tibétain construit en Europe. Plus de quarante lamas sont attendus pour ces cérémonies présidées par Sa Sainteté Kalou Rimpotché, l'un des plus grands sages bouddhistes actuels. Des élus régionaux et des représentants d'autres religions participeront à cette inauguration.

PLAISANCE (Saône-et-Loire)
de notre envoyé spécial

La Bourgogne n'est sans doute pas l'Himalaya. Elle est l'un des hauts lieux de la tradition druidique — la cité gauloise Bibracte est à quelques kilomètres d'ici — et le baron de Chigny, Châtelain et Vézelay, d'un renouveau spirituel incomparable dans l'histoire du christianisme médiéval. Pourtant le château de Plaisance, sur le territoire de la commune de La Boulaye en Saône-et-Loire, est devenu en un peu plus de dix ans, l'un des principaux centres d'attraction du bouddhisme tibétain en Europe.

Sur le flanc d'une colline dressée aux confins du Morvan, du Charolais et de l'Autunois, les cuivres dorés du nouveau temple bouddhiste, le plus grand jamais construit en Europe, ruissellent au soleil d'août. « On dirait une fleur de lotus sortie de terre », commente le lama Sherab, maître spirituel de ces lieux, envoyé en 1974 par Sa Sainteté Karmapa, chef de l'école Kagyupa (1), qui en 1981 a quitté son corps et dont la réincarnation est annoncée comme imminente.

Le temple est divisé en trois niveaux. Trois comme les précieux corps, parole et esprit de Bouddha. Son architecte français, Jean-Luc Masot, a passé trois mois au Bhoutan, s'inspirant du modèle de Samyé, premier temple bouddhiste construit au Tibet au huitième siècle après Jésus-Christ.

A quelques jours de l'inauguration, une centaine de peintres et de décorateurs bénévoles mettent la dernière main à l'ouvrage, dirigés par deux artistes. « Patience, précision et don, la peinture est une méditation », souligne l'un d'eux, jeune moine qui a retourné sa longue robe couleur safran.

On l'appelle déjà le « temple des mille bouddhas ». Les statues monumentales — 7 mètres de haut — du grand Bouddha Sakyamouni (six

siècles avant notre ère), du gouron Rimpotché, sage indien qui implanta le bouddhisme au Tibet, ainsi que de Tara, divinité féminine appelée la mère des bouddhas, siègent déjà au rez-de-chaussée d'un sanctuaire d'un total de mille places. Mais un grand nombre d'autres sculptures vont être logées dans les moules et les alcôves d'un plafond polychrome à caissons.

Synthèse plutôt heureuse de la technique occidentale — chape et armature de béton, isolation, éclairage et chauffage par le sol — et du symbolisme sacré oriental, ce temple est un livre ouvert sur le bouddhisme dans toute la richesse de ses couleurs, de ses lumières et de sa musique.

Méditation de groupe

Sur le mar de la façade, la roue de la vie raconte le cycle des existences. Une fois le plâtre sec, les lamas — peintures sur soie représentant les divinités du panthéon bouddhiste — viendront rejoindre l'édifice. Les lamas sont les transmissibles supports de prières et de méditation que rythme le son des trompes, des cymbales, des gongs et des carillons.

Fondé en 1974 par Kalou Rimpotché, quatre-vingt-cinq ans, qui, avec le Dalai Lama, est l'un des plus grands lamas voyageurs du bouddhisme tibétain, le centre monastique du château de Plaisance était devenu trop exigu. D'autres lieux de rassemblement bouddhiste existent pourtant déjà en Bourgogne, dans le Dauphiné et dans le Vercors, ainsi

qu'en Normandie. Hors de France et pour rester en Europe, des monastères tibétains se sont récemment ouverts en Angleterre, en Écosse, en Allemagne, en Espagne, en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas.

La progression du nombre de fidèles qui, sous la conduite de lamas autorisés, acceptent de faire la retraite complète de trois ans, trois mois, trois jours, atteste la bonne santé de ce néo-bouddhisme occidental. A Plaisance, de 1976 à 1980, les retraitants étaient douze hommes et femmes ensembles, dans leur cellule et coupés du monde. Ils étaient vingt de 1980 à 1983. La troisième retraite, qui approche de sa fin, accueille quinze jeunes gens et douze jeunes filles, français et étrangers, parmi lesquels se recrutent demain les futurs lamas.

Outre ces retraitants, Plaisance compte trois lamas responsables venus du Bhoutan et du Tibet, une vingtaine de résidents permanents, moines ou laïques, sans compter les jeunes qui défilent en cette période estivale pour des stages de yoga, d'astrologie, de sophrologie, d'art-thérapie. Matin et soir, tous se retrouvent pour une méditation de groupe (la puja), coffret de prière ou chapelet à la main, devant l'autel de Bouddha garni des offrandes traditionnelles.

La question centrale de la souffrance

Dans un livre qui recense les nouvelles formes de vie spirituelle en Europe, Jean-Pierre et Rachel Carlier rapportent ce propos d'un sage tibétain : « En nous chassant du Tibet, Mao nous a rendu un grand

service. Il a permis au bouddhisme de prendre son essor. »

Impression confirmée en Bourgogne par le lama Sherab : « Le bouddhisme voyage bien en Occident, et spécialement en France, pays spirituel et très profond. Cette terre est bonne », dit-il, assis sur son lit surélevé dans la position du lotus. Véritable montagne de muscles, il semble plus apte à l'enseignement des arts martiaux qu'à celui des arcanes du bouddhisme.

Son sourire permanent illustre la sérénité certitude et l'harmonie qui se dégagent des lieux. Il se reflète sur le visage des fidèles, jeunes pour la plupart, qui se prosternent devant lui. Pour eux, le bouddhisme a les réponses les mieux adaptées à l'angoisse de l'homme moderne. Il constitue un ensemble de croyances et de techniques qui permettent un pratiquant d'extirper ses « poisons », ses émotions, et de lui faire atteindre le « calme mental », et la « réalisation » qui est un état au-delà de toute souffrance.

Beaucoup de jeunes en recherche disent avoir trouvé ici la clé de toutes leurs interrogations. « Le bouddhisme répond à la question centrale de la souffrance, du désordre individuel d'une société névrosée », dit un résident français converti, qui ajoute même : « Plus on souffre, plus on est motivé ».

Le bouddhisme, nouvelle force tranquille ? Ses adeptes se défendent de tout prosélytisme et au contraire cherchent à vivre en bonne entente avec tous. Pendant plus de dix ans, ils ont vécu en Bourgogne comme des étrangers, discrets, ignorés, voire exclus par une partie de la population locale. Aujourd'hui la visite du château de Plaisance, et à présent du nouveau temple, fait partie, avec son brin d'exotisme, des promenades dominicales les plus recherchées en Saône-et-Loire.

Les relations sont bonnes avec les élus locaux, comme avec les représentants des autres religions. Les moines bénédictins de La Pierre-qui-Vire, de l'autre côté du Morvan, sont des familiers de ce lieu, et inversement les lamas tibétains de Plaisance se rendent souvent à ce monastère ou à l'évêché d'Autun.

HENRI TINCQ.

(1) L'école Kagyupa (équivalent des grands ordres chrétiens) est l'une des quatre principales du bouddhisme tibétain. Elle est la plus répandue en Occident.

(2) Nous avons rencontré les propriétaires d'aujourd'hui, de Jean-Pierre et Rachel Carlier. Plon. 1986. 340 pages, 100 F. On lira aussi sur le bouddhisme l'ouvrage pluridisciplinaire, de Serge Christophe Kohn. Albin Michel. 1986. 300 pages, 120 F.

La Terre est sauvée !

Notre planète est-elle sauvée ? Oui, si l'on en croit José Argüelles. Selon cet Américain du Colorado, historien d'art, notre monde changerait d'après que le 17 août, d'après ses calculs fondés sur les calendriers maya et aztèque. Ce changement d'ère serait marqué par une vibration dangereuse de la Terre qu'il conviendrait de neutraliser par la « convergence harmonique » obtenue lors de rassemblements « d'énergies ». Les lieux de rassemblements étaient, notamment, les pyramides de Teotihuacan (près de Mexico), le canyon Chaco (Nouveau-Mexique), Ayer's Rock (une grande colline isolée du désert

australien), les pyramides d'Égypte, le mont Fuji au Japon, le mont Olympe en Grèce, les chutes du Niagara.

Ces rassemblements ont bien réuni quelques adeptes aux endroits choisis. Mais le professeur Michael Coss (université Yale), un des meilleurs connaisseurs des Mayas, a qualifié l'idée de José Argüelles de stupide. Quant à Anthony Aveni, professeur à l'université américaine Colgate (noté par le New York Times), il a rappelé que de nombreuses sectes avaient déjà prédit la fin du monde pour des dates précises et que leurs adeptes avaient toujours été déçus.

SCIENCES

Première quinzaine de septembre

Les Soviétiques lanceront un satellite biologique

Deux macaques rhesus, dix rats et un certain nombre de poissons, d'amphibiens et de cellules vivantes voleront pendant deux semaines dans l'espace à bord d'un nouveau satellite biologique Bioscosmos, que l'Union soviétique doit lancer le 17 août, à la suite d'une intervention des pompiers de la ville sur un blessé tuberculeux atteint, selon le centre hospitalier, de SIDA évolutif.

Au printemps dernier, le colonel André Sibut avait demandé la diffusion d'instructions nationales sur la prévention des risques liés au SIDA et à l'hépatite B, et une étude à ce sujet a été ouverte.

D'autre part, le professeur Lobe Monokos, directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique, a déclaré, lundi 17 août à Lagos (Nigeria), que quarante-trois pays africains étaient touchés à des degrés divers par le SIDA. « Une dizaine de pays (sont) dans une situation grave. »

La surévaluation des plateformes d'Ekofisk est terminée. — La surévaluation des cinq dernières plateformes du champ pétrolier d'Ekofisk (dans la zone norvégienne de la mer du Nord) s'est terminée le 17 août, à 23 h 40. Elle avait commencé à 11 heures ce même jour et avait été interrompue vers 17 heures par des incidents mineurs. Dans la nuit du 17 au 18 août, les brides des manivelles qui rallongent les jambes des plateformes de 6 mètres ont été bouclonnées. Tout a été achevé le 18 août à 9 h 21. La méthode de surveillance conçue par la société française Technip Géoproduction s'est donc révélée parfaitement efficace et fiable.

ÉDUCATION

Succédant à M. Pommatuau

M. Yannick Simbron sera élu secrétaire général de la FEN

M. Jacques Pommatuau, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, a confirmé, dans une interview à l'AFP, que M. Yannick Simbron, instituteur, lui succéderait, à ce poste en septembre, son élection devant avoir lieu lors du conseil national de rentrée de la FEN, les 21 et 22 septembre (le Monde du 30 juin).

Secrétaire général de la FEN depuis juin 1981, M. Pommatuau aura cinquante-cinq ans en septembre, âge de la retraite pour les instituteurs. Son mandat va jusqu'au prochain congrès national, en février 1988. Mais, explique-t-il, « il n'est pas bon qu'un secrétaire général prépare un congrès, s'y exprime, dirige des orientations plus disparates. Aussi avons-nous choisi une date de succession plus compatible avec la dynamique que nous voulons. C'est un choix politique ». Les deux hommes font observer qu'il s'agit d'un « changement en douceur, dans la continuité et l'harmonie, sans querelle de succession ni campagne, se passant avec l'accord total de toute l'équipe dirigeante de la FEN ».

M. Simbron indique quelles seront ses priorités à la tête de la FEN : réhabiliter et moderniser les services publics ; concilier liberté et sécurité (de l'emploi, de la couverture sociale...) ; contribuer à retrouver des convergences au sein d'un monde syndical divisé, donc affaibli ; à faire de l'éducation un véritable enjeu national, nécessitant consensus mais aussi choix politiques et financiers.

JUSTICE

Après les incidents du 15 août

Quatre « skinheads » ont été inculpés à Châteauroux

Quatre des cinq « skinheads » placés en garde à vue pour avoir agressé un groupe de Maghrébins samedi à Châteauroux (Indre) ont été inculpés, lundi 17 août, de « coups et blessures volontaires avec armes et préméditation » et « injures de caractère racial ». Rien n'a été reproché au cinquième.

Christophe Bouquin, vingt-deux ans, militaire appelé brigadier-chef dans un régiment en Allemagne, qui se trouvait en permission chez ses parents à Châteauroux, a été écroué ainsi que Michel Fournier, également âgé de vingt-deux ans, étudiant en architecture et un mineur de dix-sept ans. Le dernier inculpé, un adolescent parisien de quatorze ans, en vacances, a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

La préméditation a été retenue : ces jeunes, en effet, s'étaient donné rendez-vous samedi soir pour, selon leurs déclarations aux policiers, « casser du punk et des Arabes ».

Armés de bâtons de base-ball, ils se sont affrontés à de jeunes Maghrébins venus à la défense d'une première victime : un vendeur de drogue présumé. Les incidents ont fait

deux blessés légers (le Monde du 18 août).

Le maire de Châteauroux (cinquante mille habitants), M. Daniel Bernardet (UDF), s'est déclaré « très surpris » par ces incidents. Selon lui, les deux mille immigrants de la ville se sont « très bien intégrés ». « Les différences communales s'entendent bien. Ce qui s'est passé samedi est très grave, il faut que justice soit faite », a déclaré le maire.

Après la visite d'un représentant du bureau national de SOS-Racisme, la mairie a décidé de créer un comité de prévention contre le racisme, réunissant les associations anti-racistes, des représentants de l'ANPE, des éducateurs et des enseignants. La CGT, dans un communiqué de son bureau confédéral, a pour sa part estimé nécessaire de « remonter jusqu'aux initiateurs qui engendrent et poussent à la haine raciste ».

Dans les milieux proches de l'enquête, on s'efforçait, ce mardi, de replacer les incidents dans leur contexte. « Il y a sept « skinheads » au maximum à Châteauroux, dont deux sont actuellement en vacances », affirmait-on.

FAITS DIVERS

Gérard Clémaron avoue qu'il a tué sa fille

Gérard Clémaron, le père de la petite Marie, trois ans et demi, retrouvée morte dans la garrigue près de Saze (Gard), s'est présenté, le lundi 17 août, au commissariat de Beaucaire et a avoué qu'il avait tué son enfant.

En instance de divorce, Gérard Clémaron, trente-trois ans, chimiste intermédiaire dans une entreprise de la région lyonnaise, avait obtenu la

garde de sa fille pour le mois de juillet. Mais se refusant à l'idée de rendre Marie à sa mère à la date prévue du 4 août, il l'avait emmenée en camping sauvage dans la vallée du Rhône et les gorges de l'Ardèche. Après avoir tué sa fille, il avait décidé, selon ses déclarations, de se laisser mourir de faim.

Il devait être présenté, le 18 août, au parquet du Nîmes.

La mort de l'autouroute A6 a été identifiée. — Le cadavre de l'adolescente découverte le samedi 15 août sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autouroute A6, près de Mâcon (Saône-et-Loire), a été identifié. Il s'agit de Marine Buisson, seize ans, originaire de Charlevoix (Loire) et

pensionnaire du foyer de l'enfance de Mâcon, où elle avait été placée en 1984 pour assistance éducative. Selon les résultats de l'autopsie, l'adolescente a succombé à des fractures multiples de la boîte crânienne. Les enquêteurs n'écartent aucune hypothèse (acte criminel ou accident).

CATASTROPHES

L'accident du DC-9 américain (154 morts) serait bien dû à une panne de moteur

L'accident du DC-9 de la compagnie américaine Northwest Airlines, qui, selon un dernier bilan, a fait 154 morts et 6 blessés, le dimanche 16 août, près de l'aéroport de Detroit, dans le nord des États-Unis, serait bien dû à une défaillance de l'un des moteurs de l'appareil. Cette hypothèse, non encore confirmée par les enregistrements du vol que doit livrer la « boîte noire » de l'avion, est pratiquement certaine selon les enquêteurs, qui écartent toute possibilité d'explosion d'une bombe à

bord, comme on l'avait tout d'abord pensé.

Selon l'administration américaine de l'aviation (FAA), les moteurs du DC-9 étaient des Pratt et Whitney JT8D-200, contre lesquels le bureau national pour la sécurité des transports avait émis une mise en garde en avril dernier, à la suite d'une déchirure découverte sur l'un d'eux équipant un avion de la compagnie American Airlines. Ces moteurs seraient à l'origine de trois incidents aériens aux États-Unis depuis 1985. — (AFP, AP.)

SPORTS

Cinq épreuves des Jeux olympiques auraient lieu en Corée du Nord

La Corée du Sud a accepté que la Corée du Nord organise cinq compétitions sportives dans le cadre des Jeux olympiques de Séoul du 17 septembre au 5 octobre 1988. Des responsables du Comité olympique sud-coréen ont indiqué à M. Juan Antonio Samaranch, président du CIO, que Séoul acceptait la proposition formulée par le CIO le mois dernier : c'est-à-dire confier à Pyongyang les épreuves de tir à l'arc, le tennis de table, le volley-ball féminin, la course cycliste des 100 kilomètres sur route ainsi qu'une partie des éliminatoires de football. Il reste à connaître la réaction des responsables nord-coréens qui avaient organisé six épreuves, dont celle de football dans son intégralité.

● NATATION : championnats d'Europe. — La Néerlandaise Daphné Jongejans a remporté, le lundi 17 août, à Strasbourg, le titre de championne d'Europe du tremplin en battant la Soviétique Marina Babkova, deuxième, et l'Allemande de l'Est, Brita Beldus, troisième, pourtant grandes favorites de cette épreuve de plongeon.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 18 août 1987 :

DES ARRÊTÉS

● Du 27 juillet 1987 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans dix départements.

● Du 11 août 1987 relatif au programme de japonais dans les lycées.

● Du 6 juillet 1987 relatif à l'enrichissement du vocabulaire des sciences et techniques de l'agriculture.

● Du 25 juin 1987 fixant la liste des candidats déclarés admis aux concours de recrutement d'inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs.

RÉSULTATS COMPLETS NBB	
	1 751 682,00 F
1	17 170,00 F
2	858,00 F
3	81,00 F
4	20,00 F
5	18,00 F

MÉDECINE

Le gouvernement américain aurait autorisé l'expérimentation sur l'homme d'un vaccin contre le SIDA

Selon la Washington Drug Newsletter, une publication spécialisée habituellement bien informée, la Food and Drug Administration (FDA) américaine aurait autorisé, pour la première fois, l'expérimentation sur l'homme d'un vaccin contre le SIDA. Mis au point par Microgen, une firme de West-Haven (Connecticut), ce vaccin devrait être testé sous l'égide de l'Institut national de l'allergie et des maladies infectieuses. On ne dispose que de peu de détails sur ce vaccin, sinon qu'il est composé de protéines extraites de la membrane du virus.

Cette information, si elle était confirmée, constituerait une surprise, dans la mesure où l'on pensait qu'OncoGen (rachetée récemment par Bristol-Myers) et une équipe de l'université Georges Washington (Washington) associée à la société Alpha 1 Biomedicals seraient les premières firmes autorisées à procéder à une telle expérimentation. — (UPI, AFP.)

● En France. — Le président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers a demandé au ministre de l'intérieur le classement du SIDA

comme maladie professionnelle. Pour le colonel André Sibut, cette démarche permettrait de simplifier les formalités et d'accroître la réparation du préjudice subi.

Le président de la Fédération nationale reprend ainsi les revendications des sapeurs-pompiers de saubéry, leur adjoint-chef, Jean-Claude Duru, avait déclaré le lundi 17 août, « une meilleure protection sociale » à la suite d'une intervention des pompiers de la ville sur un blessé tuberculeux atteint, selon le centre hospitalier, de SIDA évolutif.

Au printemps dernier, le colonel André Sibut avait demandé la diffusion d'instructions nationales sur la prévention des risques liés au SIDA et à l'hépatite B, et une étude à ce sujet a été ouverte.

D'autre part, le professeur Lobe Monokos, directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique, a déclaré, lundi 17 août à Lagos (Nigeria), que quarante-trois pays africains étaient touchés à des degrés divers par le SIDA. « Une dizaine de pays (sont) dans une situation grave. »

Poussière saharienne sur l'Europe

De la poussière très fine — 150 000 tonnes peut-être en tout — venue du Sahara grâce au vent d'altitude, est tombée, le lundi 17 août, sur diverses régions françaises, notamment sur Paris, et sur l'Angleterre et l'Espagne, saupoudrant voitures, trottoirs et chaussées d'une poussière jaunâtre. Ce phénomène, qui ne présente aucun danger, s'explique par la configuration de la circulation atmosphérique et se produit une ou deux fois par an.

VENDEZ
TOUTE L'ANNÉE
LIVRES, DISQUES
SACELP, société d'achat
de la LIBRAIRIE
JOSEPH GIBERT
21, rue de l'École-de-Médecine
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel
Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris
M° Odéon - RER Luxembourg

مكتبة الامير

SCIEN

médicament

commercialiser aux États-Unis
des médicaments produits par
un coop pour la culture
des décisions qui s'importent
des techniques et financières.

Des années
d'humour et de...

La mauvaise passe pour...

La mauvaise passe pour...

La mauvaise passe pour...

هكذا صلاحي

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Le médicament qui fait trembler Wall Street

L'interdiction de commercialiser aux États-Unis le TPA — un des premiers médicaments produits par génie génétique — est un coup dur pour la célèbre firme Genentech. Une décision qui a d'importantes répercussions scientifiques et financières.

TOUT était prêt, le vendredi 29 mai, pour l'annonce de la commercialisation du TPA (Tissue Plasminogen Activator) — un médicament capable de dissoudre les caillots sanguins — par Genentech. Des pages entières de publicité, achetées à grands frais dans la presse médicale américaine, avaient annoncé l'imminence de l'événement : « *Activase is coming* ». La réunion du comité d'experts de la Food and Drug Administration (FDA) ne devait être qu'une formalité. Genentech allait avoir l'autorisation de commercialiser le premier médicament produit par génie génétique devant rapporter plus de 1 milliard de dollars. L'enfant chéri de Wall Street allait encore une fois mériter sa réputation d'entreprise ultra-performante.

Depuis le matin, onze experts de la FDA auditionnaient les dirigeants de Genentech. En fin d'après-midi, ce fut un véritable coup de théâtre : l'Advisory Committee de la FDA se prononçait contre l'autorisation de mise sur le marché du TPA. Par huit voix contre une et deux abstentions, les experts fédéraux décidaient de repousser cette mise en vente et de demander des études cliniques complémentaires (1).

Stupeur dans les milieux médicaux américains, qui ne s'attendaient pas à un tel verdict. Le lundi suivant, l'action Genentech à Wall Street chutait. Et comme un malheur survenait après l'autre, le 7 juillet, la Haute Cour de justice de Londres invalidait les brevets concernant le TPA déposés par Genentech. Tout était à refaire. L'avance prise par l'entreprise californienne dans ce domaine capital de la thérapeutique — le traitement de l'infarctus du myocarde — était quasiment réduite à néant. Deux autres « grands » de la biotechnologie, Genetics Institute (épaulé par la firme pharmaceutique britannique

Wellcome) et Integrated Genetics reprenaient espoir. Le marché du TPA aux États-Unis et en Grande-Bretagne leur était toujours ouvert.

Que s'était-il passé ? Comment une firme aussi prestigieuse que Genentech avait pu prendre deux « claques » aussi retentissantes ? Il y a dans cette affaire de multiples aspects, scientifiques, mais aussi financiers, éthiques et historiques.

Des ovaires d'hamsters chinois

Tout commence au début des années 80, lorsqu'un chercheur belge, le docteur Désiré Collen, à l'université de Louvain (Belgique) a l'idée d'utiliser le TPA dans les cas d'infarctus du myocarde. Le principe thérapeutique est simple : utiliser l'activateur du plasminogène, une substance naturellement présente dans l'organisme, pour dissoudre les caillots de fibrine qui obstruent les artères coronaires et qui, de ce fait, provoquent l'apparition d'un infarctus du myocarde. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une nouveauté, puisque deux autres produits sont dotés de propriétés « fibrinolytiques » identiques : la streptokinase et l'urokinase ; mais il se pourrait que le TPA soit plus spécifique et, de ce fait, induise l'apparition de moins d'effets secondaires. En réalité, la « première » tient avant tout au mode de production du TPA : le génie génétique. En collaboration avec Genentech, une firme de biotechnologie de San Francisco, D. Collen, réussit aisément à cloner le gène qui code pour le TPA et à produire ce dernier par génie génétique. Ce sont des cellules d'ovaires d'hamsters chinois qui fabriqueront le TPA. Très vite, les premiers essais thérapeutiques montrent que le TPA est un

remarquable agent fibrinolytique. Selon une étude européenne, dans près de 70 % des cas, quatre-vingt-dix minutes après l'administration par voie intraveineuse, le TPA dissout totalement le caillot qui obstrue l'artère coronaire. On comprend alors que ce produit est promis à un grand avenir et qu'il sera un concurrent sérieux pour l'autre grand fibrinolytique, la streptokinase.

L'immense enjeu financier incite les autres firmes de biotechnologie à se lancer dans la bataille. Sans trop savoir d'ailleurs si elles pourront un jour

C'est dire que le 29 mai les dirigeants de Genentech sont confiants.

Manque de preuves

Pourtant les experts de la FDA ne s'en laissent pas compter. Selon eux, trois points cruciaux n'ont pas été suffisamment étudiés :

1. — Le TPA améliore-t-il la fonction cardiaque ?
2. — Le TPA améliore-t-il les chances de survie ?

dissolvant les caillots sanguins, on peut prévenir l'apparition d'une crise cardiaque ?

Visiblement, les dirigeants de Genentech sont pris de court. Ils pensaient sans doute que, toutes ces données figurant dans le dossier d'expertise de la streptokinase, il n'aurait servi à rien de refaire de vastes études, longues et coûteuses, pour démontrer des points aussi fondamentaux.

Quelques semaines plus tard à Londres, la Haute Cour de justice enfonce le clou : en invalidant le brevet déposé par Genentech Inc., elle donnait raison à la firme

Biogen. Upjohn... annonce la mise au point imminente d'un TPA de deuxième génération. Partout on modifie insensiblement la structure moléculaire du produit de manière à en augmenter la demi-vie. Ainsi chacun espère pouvoir diminuer la dose requise pour dissoudre un caillot, et, par la même, limiter le risque d'effet secondaire et faire baisser le coût du traitement par le TPA.

A première vue, la décision du comité d'experts de la FDA peut surprendre : quelques semaines auparavant le même organisme avait autorisé l'utilisation d'un médicament antiviral, l'AZT, dans le traitement du SIDA sans — loin de là — demander un dossier aussi documenté et riche en essais cliniques que celui présenté par Genentech. Mais l'AZT est à ce jour le seul médicament à avoir fait la preuve d'une quelconque efficacité dans le traitement du SIDA. Tandis qu'en matière de traitement de l'infarctus du myocarde la streptokinase, elle aussi fibrinolytique, existe déjà. N'y a-t-il pas tout de même là deux poids deux mesures, demandent les dirigeants de Genentech ? En privant plus d'un million d'Américains de TPA, la FDA a-t-elle pris un risque ? N'y a-t-il pas quelques « rigidités bureaucratiques et scientifiques » à vouloir imposer, pour un médicament dont tout le monde s'accorde à dire qu'il est un bon fibrinolytique, des essais contre-placebo ? Est-il éthique de recourir à de tels essais dans pareil cas, fût-ce pour démontrer que le TPA améliore la survie des patients ?

Mais selon l'un des meilleurs observateurs français de ces questions, le dossier de Genentech était loin d'être « en béton ». En particulier, et c'est sans doute le point crucial, Genentech n'a pas réussi à définir avec certitude le dosage optimal du TPA.

Autant d'éléments qui ralentissent une formidable course de vitesse à l'issue — aujourd'hui — devenue incertaine.

FRANCK NOUCHI.

(1) A ce jour, trois pays ont autorisé la mise sur le marché du TPA : la France, la Nouvelle-Zélande et les Philippines. Les critères d'autorisation seraient-ils plus « laxistes » en France qu'aux États-Unis ?



développer leur propre TPA, le brevet déposé le 4 mai 1983 par Genentech revendiquant la totalité du TPA humain obtenu par génie génétique, qu'il soit produit par des cellules de mammifères ou par des micro-organismes.

Pendant que s'engage une bataille judiciaire sur ce point épineux du brevet, les experts de Genentech peaufinent leur dossier. Le 4 avril 1985 paraît dans la *New England Journal of Medicine* une étude qui montre que le TPA est « statistiquement plus efficace » que la streptokinase.

3. — La dose optimale est-elle clairement définie ?

D'un point de vue plus fondamental, les experts fédéraux ne sont pas tous persuadés que les caillots sanguins qui obstruent les artères coronaires sont bien la cause des attaques cardiaques. Des dépôts de matières grasses, la rupture d'un vaisseau sanguin, un manque d'apport en oxygène, un spasme coronarien : pourraient, selon eux, également être des facteurs responsables d'infarctus.

Et puis, ajoutent les experts, Genentech a-t-il la preuve que, en

pharmaceutique anglaise Wellcome, qui dénonçait la couverture trop large du brevet.

A l'issue du procès, M. Thomas Killey, vice-président de Genentech, déclarait que désormais entre sa firme et Wellcome « c'était la guerre ». Tandis que du côté britannique on accueillait évidemment « avec satisfaction » le jugement.

Conséquence : la compétition en vue de la conquête du fabuleux marché du TPA reprend. Chaque firme (Wellcome avec Genetics Institute, Integrated Genetics,

Mauvaise passe pour les biotechnologies

S'ajoutant à d'autres déconvenues, l'affaire du TPA est révélatrice des difficultés que connaissent les applications industrielles des sciences du vivant.

SUFFISAIT-IL que Genentech éternue pour que les firmes de biotechnologie américaines s'enrhument ? Sans doute ne s'agit-il là que d'un refroidissement passager. Mais c'est assez pour inquiéter financiers et investisseurs, eux qui ont tant misé sur les sciences du vivant et qui voient aujourd'hui l'entreprise californienne, mais aussi d'autres comme Biogen ou Genex, trébucher.

Il a d'ailleurs suffi que la Food and Drug Administration (FDA) américaine rejette la demande de mise sur le marché du TPA pour que le titre en Bourse de Genentech perde aussitôt 11,5 dollars, soit 25 % de sa valeur. Le cours s'est, par la suite, quelque peu repris, mais la chute a quand même été de 20 % sur le mois de juin et, en croire des analystes financiers américains, « il faudra attendre des années » pour que l'action de l'entreprise retrouve à nouveau la cote — jugée il est vrai surévaluée — de 48 dollars qu'elle atteignait en mai.

Dans le meilleur des cas, estimant en effet les experts de la

maison de courtage new-yorkaise E.F. Hutton, Genentech ne pourra pas « représenter son dossier devant la FDA avec des données acceptables avant six mois. Cela pourrait même prendre un an ». Aussi, ajoutent-ils, « lorsqu'il sera mis sur le marché, le TPA aura de six à douze mois de retard sur la streptokinase » (le produit concurrent) par rapport à laquelle « aucune donnée clinique ne suggère qu'il ait une plus grande innocuité ».

Cette dernière analyse n'est pas partagée par les responsables de Genentech ni par l'ensemble de la communauté scientifique et médicale. Il n'empêche. Même si les prévisions des experts financiers paraissent bien pessimistes, la décision de la FDA a provoqué la baisse des titres d'autres firmes comme Biogen, Chiron ou Integrated Genetics, qui s'intéressent au TPA.

Mais il y a plus. Car les remous provoqués par l'affaire Genentech affectent l'ensemble des entreprises de biotechnologie. Dès le 1^{er} juin, le cabinet Hutton prédisait qu'elle servirait « sans

La Rolls-Royce

Qu'une simple décision administrative ait de telles répercussions pourrait surprendre. Ce serait oublier qu'elle a mis fin — momentanément au moins — aux grands espoirs placés dans les vertus thérapeutiques du TPA, mais aussi qu'elle touche de plein fouet une entreprise qui fait figure de symbole. Baptisée la Rolls-Royce des biotechnologies, Genentech, fondée en 1976, peut « recevoir le brevet d'excellence, tant sur celui de la recherche que sur celui de la gestion », note M^{me} Anne-Catherine Jonanneau (1). Elle a été la première à cloner l'insuline humaine, puis les hormones de croissance humaine et bovine, l'interféron gamma, le TPA et quelques autres. C'est elle aussi qui a élaboré le premier produit pharmaceutique issu du génie génétique (l'insuline humaine) jamais commercialisé.

Qu'un revers soit essuyé par cet excellent élève, et toute la classe s'en trouve ébranlée. D'autant qu'il intervient à un moment où

aucun doute de catalyseur à un retrait à grande échelle des investisseurs », lesquels, échaudés par les problèmes rencontrés par la mise sur le marché du TPA, pourraient « perdre confiance dans les autres produits » issus des sciences du vivant. Et de fait, l'indice CCF-Biofutur des sociétés américaines spécialisées dans ce secteur a reculé de 9 % en juin

d'autres fleurons de la profession connaissent des problèmes. Biogen semble avoir résolu les siens en vendant, le 28 juillet, son laboratoire de recherche de Genève (Suisse) à la société Glaxo. Il était temps, car la firme du Massachusetts ne cessait d'accumuler les pertes : plus de 20 millions de dollars en 1985 et 28 millions en 1986. Comme bien d'autres dans ce secteur, Biogen ne parvenait pas à tirer suffisamment de revenus des ventes de ses produits (notamment des tests de diagnostic pour l'hépatite B et des interférons alpha et gamma).

Genex, elle aussi, affronte de nombreuses difficultés. Cette entreprise s'était placée en situation délicate en fondant sa prospérité sur une seule substance (la phénylalanine, précurseur de l'édulcorant qu'est l'aspartame), qu'elle vendait à un unique client, la société Searle. Lorsque cette dernière a décidé, en 1985, d'arrêter ses achats, l'action de Genex s'est écroulée : elle fluctue aujourd'hui autour de 2 dollars, alors qu'en 1984 elle en valait 23.

Depuis le début de l'année, « la crise se dénoue », souligne toutefois Mme Jonanneau.

ELISABETH GORDON.
(Lire la suite page 10.)

(1) Vice-présidente de Genex International et auteur du mémoire « Des biotechnologies aux biotechnologies : un problème d'urgence », publié par les éditions Biofutur.

Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle — Durée: 9 mois à plein temps — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) — Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle — Durée: 5 semaines à plein temps — Admission sur dossier — Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle — Durée: 6 mois à plein temps — Admission sur dossier, entretien et tests — Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI — Durée: 5 week-ends — Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221.511

La Terre lue du ciel

Les images que nous renvoyent depuis quinze ans les satellites d'observation ont complètement bouleversé la connaissance de notre planète.

Il y a quinze ans que le premier satellite civil d'observation de la Terre a été mis en service. Le 27 juillet 1972, le satellite ERTS, rebaptisé Landsat-1, a commencé à tourner autour de la Terre à 800 kilomètres d'altitude et à renvoyer inlassablement des images de notre globe comme on n'en avait jamais vu. Ainsi géographes, géologues, océanographes, agronomes, aménageurs du territoire, spécialistes des luttes contre les catastrophes naturelles ou contre la pollution, bref tous ceux dont le travail doit tenir compte des évolutions globales de la biosphère, ont eu à leur disposition une moisson de documents dont ils sont encore incapables d'épuiser la richesse.

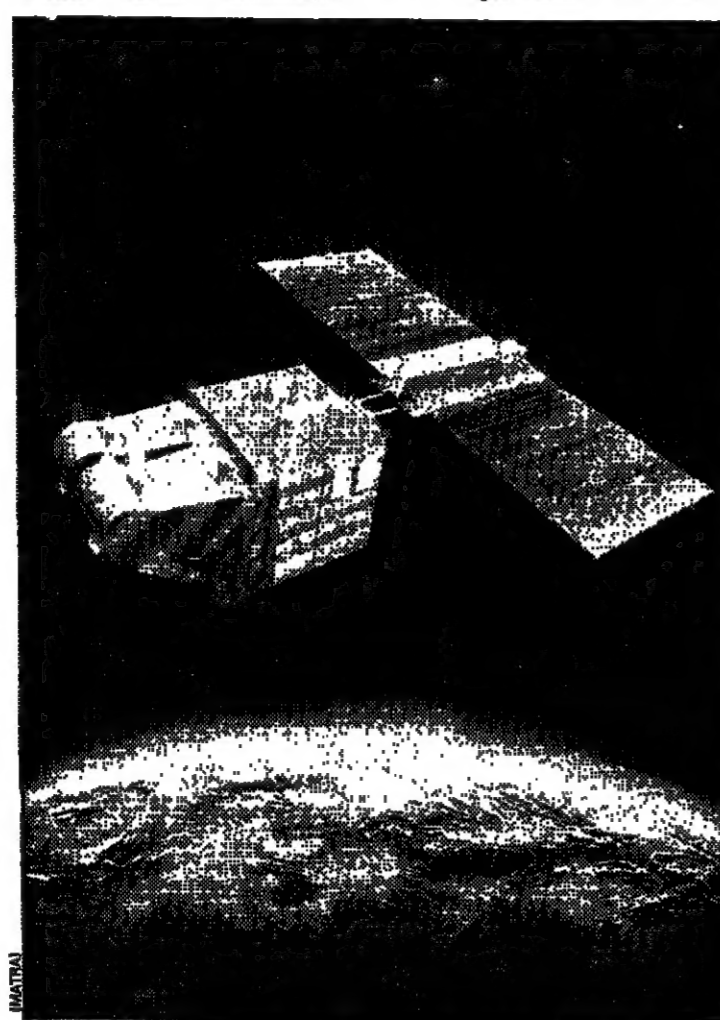
Le satellite apportait des nouveautés dont ils rêvaient. Pour M. Isaac Revah, directeur des programmes du CNES, la principale est la vision globale de vastes surfaces, qui révèlent des structures de grande ampleur, des ressemblances qui ne pouvaient apparaître sur les photographies aériennes. On a découvert des failles et surtout des linéaments — alignements de structures géologiques variées — longs de plusieurs centaines de kilomètres, qui échappent au géologue de terrain et à l'observation aérienne. On a prouvé que les cratères d'impact météoritique, si nombreux sur la Lune, n'ont pas été moins abondants sur la Terre : l'érosion et les mouvements tectoniques les ont généralement fait disparaître, mais leurs traces restent visibles dans les structures observables par satellite.

Pour M. Lucien Faugères, président de l'Association française de géographie physique, « le géographe étudie l'ensemble des objets naturels et artificiels, leur évolution et leurs relations. Le caractère synthétique de l'observation par satellite est une nouveauté inestimable ». Une discipline, la géomorphologie, est presque entièrement née de la vision globale de formes de grande ampleur — chaînes de montagnes, bassins de rivières, deltas, systèmes de dunes — qui permet de déterminer quelles forces tectoniques ou quelles formes d'érosion les ont sculptés.

Un autre apport majeur a été l'homogénéité de l'information. Tous les points d'une image satellitaire sont vus au même instant, sous le même éclairage, avec un même appareil ; donc certaines distorsions se compensent quand on compare deux points. On pouvait ainsi s'affranchir des problèmes de calibrage qui apparais-

sent quand on regroupe des informations de sources multiples, problèmes dont la résolution imparfaite jette souvent un doute sur les résultats globaux qu'on pense obtenir.

Les plus intéressés étaient encore les météorologues. Un satellite renvoie actuellement



SPOT : satellite français d'observation de la Terre et des ressources terrestres.

quelque 15 000 profils de température chaque jour — la température aux différentes altitudes est déterminée à 1,5 degré près. M. Revah rappelle la situation antérieure : dans bien des régions, aucune mesure n'était disponible ; dans les autres, chaque organisme national avait ses propres appareils et ses méthodes de traitement, sans grande cohésion avec celles du voisin. Quand ont été disponibles les premières mesures par satellite, les météorologues ont eu quelque difficulté à étalonner les appareils embarqués, faute de cohérence entre les mesures qu'ils pouvaient faire depuis le sol. Les cartographes ont connu une expérience analogue. Chaque institut national réalisait son propre réseau géodésique sans trop

s'occuper de celui du voisin. Il est ainsi parfois apparu que l'image par satellite d'une zone frontalière pouvait être superposée à la carte de chaque pays séparément, mais non aux deux cartes simultanément.

Troisième apport : la répétitivité des images. Elle est essentielle pour les utilisations agricoles. On ne sait pas encore prévoir correctement les récoltes, mais cette « science » progresse et, dans quelques années, elle devrait avoir d'importantes retombées économiques. Les progrès de la désertification du Sahel ou les déplacements des remon-

gènes pour la prévision à très court terme, mais empêchaient tout effort sérieux pour voir plus loin. D'autres scientifiques étudiant la biosphère manquaient aussi cruellement d'informations : la forêt équatoriale est pour l'atmosphère terrestre un « poumon » important. Or que pouvait-on dire de l'évolution de cette forêt avant les satellites ? Pratiquement rien.

Les satellites ont aussi permis de prouver l'existence de quelques petits îlots du Pacifique sud signalés par des marins, dont on n'avait pas trouvé trace à la position indiquée, et à propos desquels on se demandait s'il s'agissait d'une erreur de localisation ou d'une confusion avec une autre île. Les cartographes ont aussi constaté qu'en quelques endroits la mer avançait ou reculait assez vite pour que le tracé de la côte dessinée d'après des levés vieux de plusieurs dizaines d'années soit devenu très différent. De manière générale, le satellite diminue fortement le coût d'établissement et surtout de mise à jour des cartes, surtout s'il fournit aussi, comme c'est le cas du satellite français Spot, une information altimétrique.

L'exploitation des images stéréoscopiques de Spot permet de reconstituer le relief avec une précision de 3 à 7 mètres. Cela devrait amener à mieux connaître le relief de certaines zones équatoriales où la densité des arbres interdit l'emploi des méthodes topographiques traditionnelles et où l'absence de points de repère bien identifiables rend très difficile l'utilisation de photos aériennes. On obtiendra beaucoup mieux dans l'avenir en observation par radar. Celle-ci est encore peu développée — un radar consomme beaucoup d'énergie et c'est une ressource rare à bord d'un satellite. Mais déjà le satellite Seasat a permis de mesurer la hauteur et le mouvement des vagues et a renouvelé la connaissance des courants marins. Les satellites avaient auparavant montré, par simple analyse des trajectoires, que la surface des mers n'est pas la sphère légèrement aplatie qu'on imaginait, mais un ensemble complexe de creux et de bosses, avec des dénivellés pouvant dépasser la centaine de mètres.

Quinze ans après le premier Landsat, les retombées de cet effort dans l'investigation de la Terre depuis l'espace sont innombrables. Les quelques exemples donnés plus haut de découvertes directement dues aux satellites ne sauraient rendre justice de tous les progrès accomplis. Les satellites ont permis d'avoir une vue différente, ont engendré des idées neuves, ont initié de nouvelles recherches. Sans l'observation depuis l'espace, les sciences de la Terre seraient encore bien loin de leur état actuel.

MAURICE ARVONNY.

Les leçons de l'océan

Les forages des fonds marins réalisés depuis 1968 ont donné d'innombrables renseignements sur l'histoire du climat ou la dérive des continents.

La phase de l'exploration de notre planète est achevée. Désormais la Terre doit être étudiée comme un système global. Cette nouvelle approche représente un changement radical des modes de recherche et donc des technologies nécessaires. C'est pourquoi trois cent cinquante scientifiques (dont cent cinquante Américains) représentant toutes les disciplines concernées — de la sismologie théorique à la biologie d'invertébrés marins, de la chimie de l'océan au cycle du carbone — viennent de se réunir à Strasbourg pour réfléchir aux orientations que devra prendre à partir de 1992, l'Océan Drilling Program (ODP).

En 1968, les États-Unis ont lancé le Deep Sea Drilling Project (DSDP), auquel la France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne fédérale et, pendant un moment, l'URSS ont été associés étroitement et qui s'est poursuivi jusqu'en 1983. Il s'agissait de prélever, par des forages, des échantillons — des carottes — des fonds marins. Ces études ont prouvé la double théorie du renouvellement perpétuel des fonds océaniques et de la dérive des continents. Elle a apporté des informations innombrables notamment sur les variations climatiques du passé, sur l'histoire de la circulation océanique.

En 1985, l'ODP a succédé au DSDP avec les mêmes participants, auxquels se sont ajoutés le Canada et la Fondation européenne pour la science regroupant plusieurs pays d'Europe (1). Et les forages des fonds marins ont repris.

Les sciences de la Terre ayant évolué très vite depuis une vingtaine d'années, le comité de programmation a souhaité qu'une conférence étudie les objectifs scientifiques et technologiques prioritaires à partir de 1992.

Pour M. Xavier Le Pichon, de l'Académie des sciences, qui présidait la réunion de Strasbourg, la priorité doit être donnée à l'étude de la dynamique des fluides, aussi importante pour la Terre que la respiration et la circulation du sang pour le corps humain. Cette étude inclut non seulement les circulations océaniques et atmosphériques dont dépendent nos climats, mais aussi la circulation d'eau de mer, de méthane... découverte depuis dix ans dans tous les fonds marins. Cette circulation, dite interstitielle, permet l'existence d'oasis de vie sous-marines indépendantes de l'énergie solaire et explique la formation de sites métallifères, notamment.

Autres priorités : équiper les fonds des forages sous-marins d'appareils de mesures qui com-

plèteraient utilement les réseaux d'observation permanente de notre planète ; multiplier les carottages de sédiments marins qui, tous, gardent l'enregistrement des climats passés et peuvent donc aider à comprendre les climats actuels et futurs ; faire un ou plusieurs forages où serait échantillonnée la totalité de l'épaisseur de la croûte océanique basaltique (6 kilomètres en moyenne).

Les progrès récents dans les recherches consacrées à la Terre ont été suffisamment importants pour que soient modifiées l'histoire, l'évolution, les interactions d'innombrables phénomènes. Encore faut-il que des mesures confirment ou permettent d'affiner ces modèles. Les futurs programmes de l'ODP pourraient et devraient jouer un rôle majeur dans la compréhension globale de notre fragile planète.

YVONNE REBEYROL.

(1) La cotisation annuelle de participation à l'ODP est de 2,5 millions de dollars (15 millions de francs environ) pour les membres non américains. Pour les États-Unis, les subventions fédérales transitent par la National Science Foundation sont de l'ordre de 20 millions de dollars par an.

Demain

Nouveaux détecteurs pour neutrinos solaires

Les neutrinos solaires, particules de masse nulle produites au cours des réactions de fusion thermonucléaire au sein du Soleil, constituent depuis vingt ans une énigme. La plus ancienne détection, installée à Brookhaven, aux États-Unis, n'a jamais plus détecté plus d'un tiers des neutrinos prévus par les modèles théoriques du Soleil.

Pour tenter d'élucider ce mystère, plusieurs expériences vont être réalisées prochainement avec des détecteurs d'un nouveau type, utilisant du gallium ou de l'argon liquide, au lieu de liquide à base de chlorure.

L'expérience Gallex, fruit d'une collaboration entre scientifiques français, allemands et italiens, installée dans le tunnel du Gran Sasso, sous les Abruzzes, en Italie, tentera de détecter le maximum de neutrinos de faible énergie, les plus nombreux, à l'aide de ses 30 tonnes de gallium. L'Union soviétique fera de même, avec 60 tonnes de gallium, dans un tunnel creusé sous le Caucase. Enfin, une expérience européenne, pilote, Icarus, testera un détecteur à argon liquide.

Un voilier de 26 mètres en bois moulé

La société Etudes et Carènes, implantée à Saint-Mandrier (Var), a lancé le 30 juin le plus grand voilier en bois moulé du monde. Ce bateau, commandé par la société française de charters Jip Vocations a coûté 11 millions de francs et nécessitera quatorze mois de travail. D'une longueur de 28 m pour 6,40 m de large, « Jip 10 » est équipé de 5 cabines de luxe. Avec une voilure de 1400 m², ce voilier de 50 tonnes, doté d'une quille à ailettes et d'un propulseur d'étrave, ne nécessitera qu'un équipage de trois hommes. — (Corresp.)

L'œil des militaires

Pour rendre à César ce qui lui appartient, il faut bien admettre que les premiers pratiquants de l'observation de la Terre par satellite ont été les militaires. Et ce sont encore les satellites militaires qui donnent les informations les plus nombreuses et les plus précises. Mais elles sont rarement rendues publiques.

Les États-Unis disposent d'une vaste panoplie de satellites de reconnaissance, de type Samos, Big Bird ou KH-11. Les deux premiers prennent des photographies, le dernier transmet des images électroniques, plus nombreuses et moins précises. Certains sont munis d'un moteur qui permet de modifier leur orbite et de leur faire survoler dans les heures suivantes un point choisi du globe à très basse altitude, environ 100 kilomètres — une altitude où le frottement atmosphérique est tel qu'un satellite non propulsé retomberait en quelques heures. Des détails de quelques centimètres seraient ainsi rendus visibles.

Les Soviétiques lancent chaque année une centaine de satellites Cosmos ; ce nom générique recouvre une grande variété d'engins, mais près de la moitié sont des satellites de reconnaissance, que les spécialistes identifient à la basse altitude de leur orbite. Et, au moins dans le passé, certaines missions de cosmonautes eurent pour objectif premier des observations photographiques et visuelles pour le compte de l'armée soviétique.

Les Chinois ont aussi lancé quelques satellites de reconnaissance, le dernier au début de ce mois. La France dispose d'un satellite d'observation civil, Spot-1. Sa résolution — le point d'image correspond à un carré de 10 mètres sur 10 mètres — est nettement meilleure à celle des Landsat civils américains, mais reste insuffisante pour bien des tâches de reconnaissance. C'est pourquoi la défense nationale, après avoir participé aux études de Spot, a engagé le projet Hélio. Ce satellite, dérivé de Spot, devrait à partir de 1993 donner des images sur lesquelles

des détails de l'ordre du mètre seraient visibles.

Ce qui ne veut pas dire que Spot soit inutile aux militaires. Ce satellite survole presque chaque jour un point ou un autre de la frontière entre le Tchad et la Libye, et peut facilement déceler, sinon un char ou un camion isolé, au moins toute troupe un peu importante, ou même les seules traces de son passage. Une telle information est appréciable, ne fût-ce que pour guider des reconnaissances aériennes.

Il est plus surprenant que le Pentagone s'intéresse aussi à Spot. Dans une de ses publications figurent trois clichés pris par Spot — dont les images sont officiellement disponibles pour tout acheteur (le Monde daté 5-6 avril). La revue américaine Aviation week and space technology a aussi diffusé des clichés, pris par Spot, de bases navales soviétiques. La finesse des détails est remarquable — au point qu'on peut se demander s'ils n'ont pas été discrètement améliorés à l'aide d'images d'origine plus confidentielle.

M. A.

Mauvaise passe pour les biotechnologies

(Suite de la page 9.)

Un nouveau président « ayant un vrai passé d'industriel » a repris les rênes de l'entreprise, laquelle a reçu 4 millions de dollars de sociétés de capital-risque et en a levé 8,5 millions par émission d'actions. Genex s'est aussi restructurée autour de nouveaux secteurs d'activité (2). Aujourd'hui, l'entreprise cherche des partenaires américains et européens pour développer ses produits, à moins qu'il ne s'agisse, comme le murmurent certaines mauvaises langues, d'acheteurs potentiels. Quel qu'il en soit, elle ne devrait pas atteindre l'équilibre « avant deux ou trois ans », selon Mme Jouanneau.

Ce panorama — non exhaustif — pourrait sembler bien sombre. Mais il ne saurait conduire à un pessimisme exagéré. Dans ce secteur des biotechnologies en pleine émergence industrielle, nombre de petites firmes ont dû fermer leurs portes, alors que beaucoup d'autres se créaient — on en compterait actuellement quelque 650 aux États-Unis. La plupart ont connu des hauts et des bas, mais les fleurons ne sont pour l'instant en rien menacés. L'avenir serait même plutôt souriant, à en croire les prévisions des spécialistes d'outre-Atlantique. Selon certains, les ventes américaines des produits de biotechnologie

dans le domaine de la pharmacie seraient de 15 milliards de dollars en l'an 2000 ; d'autres chiffrent les ventes de l'ensemble du secteur à 60 milliards de dollars à la même époque. En attendant que s'ouvrent ces fabuleux marchés, la revue Genetic engineering news s'est livrée à un recensement des millionnaires américains : elle en a trouvé une cinquantaine dans une trentaine de sociétés de biotechnologie.

ELISABETH GORDON.

(2) L'entreprise travaille sur l'élaboration de protéines extraites de moules et présentant des propriétés adhésives, ainsi que sur des protéines utilisables pour la purification non spécifique d'anticorps, destinées aux laboratoires de recherche.

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard Lenoir
75011 PARIS
Tél : 48 06 84 01

Le Festival

Crise du j

Il y a une crise du j... (text continues with a discussion on the crisis of the letter 'j' in French, mentioning various linguistic and cultural aspects).

Il y a une crise du j... (text continues with a discussion on the crisis of the letter 'j' in French, mentioning various linguistic and cultural aspects).

Maison de l'architecture

Objectif entreprises

Objectif entreprises... (text discusses architectural projects and business goals, mentioning various architectural firms and their work).

Le Festival de Locarno

Crise du jeune cinéma ?



Une scène de *Les Longs Adieux*, de Kira Muratova (1967), dont les films firent sensation à Locarno. Auteur de quatre autres films, elle n'a jamais rencontré son public.

Le Festival de Locarno, en Suisse — le plus ancien après celui de Venise, — a toujours un gros succès public. Cette année, il a mis en évidence la crise traversée par le jeune cinéma.

Né quelques mois avant Cannes, en 1947, Locarno est le plus vieux festival cinématographique d'Europe après Venise et, célébré cet été son quarantième anniversaire.

Mélange réussi d'organisation soignée et de fête italienne, il se déroule autour de trois axes. Sa rétrospective annuelle, désormais octobre, a, par exemple, fait découvrir en l'accompagnement d'ouvrages documentés les cinéastes japonais Ozu, Naruse et Kurosawa.

Elle était consacrée cette fois au passé du Festival et montrait brillamment, mais sans nostalgie, le rôle qu'il a pu jouer en aidant des mouvements importants, ou des cinéastes prometteurs : Rossellini et le néoréalisme italien (*Allemagne année zéro*), Karl Reisz et le néo-réalisme anglais (*Samedi soir et dimanche matin*), Claude Chabrol et la nouvelle vague française (*Le Beau Serge*), Milos Forman et le printemps de Prague (*L'As de pique*), sans oublier Kubrick (*Le Baiser du tueur*), Bellocchio (*Le Pigeon dans la poche*), Bergman (*Les Cheveux de feu*).

Deuxième axe : la rencontre avec le public. Chaque soir sur la Piazza Grande, jusqu'à 7 000 spectateurs, certains aux balcons des maisons, regardent les grands films de l'année (*Intervista*, *Les Yeux noirs*) sous le ciel étoilé. Étrange sensation que de voir les anges de Wim Wenders (*Les*

Alles du désir) descendre sur Berlin dans ce décor de lacs et de montagnes.

Comme l'a remarqué l'architecte Mario Botta, membre du jury, la ville entière est en osmose avec le cinéma. Phénomène rare, qui tient à la fois du forum romain et du théâtre grec.

Le troisième point névralgique est une immense tente à quelques kilomètres du centre sous laquelle se déroule, l'après-midi, la compétition officielle limitée aux premiers, deuxième ou troisième prix. Le public, souvent très jeune, vient découvrir là les œuvres du futur, se retrouver dans la librairie ou au snack-bar, dans une atmosphère de débat et de convivialité qui n'a d'équivalent que le Festival de Rotterdam dans ses Pays-Bas protestants, qui sont, avec la Suisse, l'une des plus vieilles démocraties d'Europe.

Ce n'est pas un film

Mais cette compétition décevait l'attente. Comme si la crise avait été pressentie, un colloque tenu à Ascona, la veille du festival, posait la question : « Le cinéma d'aujourd'hui est-il encore un avenir ? ». Jamais aujourd'hui les auteurs n'ont été aussi connus et n'ont drainé autant les foules, de Kubrick à Fellini, de Woody Allen à Wenders.

Jamais non plus les œuvres de débutants, ou provenant de petits pays producteurs, n'ont eu autant de mal à s'imposer. L'Office fédéral de la culture suisse, qui distribue les subventions publiques, avait organisé ces débats pour s'informer sur ces maux et leurs remèdes éventuels. Jean-Luc Godard évoqua en ouverture la bataille qu'il mena dans les années 50 avec les futurs cinéastes de la nouvelle vague pour défendre la notion d'auteur.

Brillant et paradoxal comme à l'accoutumée, il avoua ne pas simer qu'on l'appelle auteur, tout en se considérant comme tel ! Conscient probablement des ravages que ses films — modèles avoués de l'improvisation solitaire au cinéma — avaient pu provoquer dans des générations d'apprentis réalisateurs, Godard tempéra son discours de jeunesse par quelques remarques lapidaires : « C'est un grand danger que de se prendre pour un auteur de film, on ne s'est pas plus que l'on est auteur de sa propre vie. Il en faut d'autres... » « Avant, je disais : ce n'est pas du cinéma. Aujourd'hui, je dirais : ce n'est pas un film. » Et de rappeler l'importance du scénariste.

Les dix-huit films présentés en compétition à Locarno illustraient pour la plupart une crise du sujet et de l'expression, le malaise d'une génération qui ne sait plus à quoi s'opposer. Images déjà vues, paroles déjà entendues, histoires trop communes. Et toujours, lancinante, la référence au cinéma.

Dans *Sin fin* (*La mort n'est pas une solution*), de Christian Pauls, film argentin sur un tournage de film, une photo de Godard collée sur une vitre. Dans un autre film argentin, *A dos aguas* (*La Vie entière*), de Carlos Ojeda, un héros fasciné par *The Servant*, de Losey, tourne son premier film.

Dans *Three bewildered People in the Night*, de Gregg Araki (Etats-Unis), la conversation évoque Jim Jarmusch. A sa conférence de presse, Araki s'avoua déjà désillusionné par l'auteur de *Down by Law* et présente son film en opposition à tout ce que l'on peut voir dans le cinéma américain ! Son histoire d'un trio — une fille, un homosexuel, un bisexuel — ne fait pourtant que ressembler les mêmes scènes-clichés d'un certain cinéma indépendant : scènes de lit et de café, conversations téléphoniques, déambulations nocturnes, réflexions graves sur l'angoisse de vivre.

Son film n'a coûté que 5 000 dollars (30 000 francs), déclare-t-il avant la projection sous les applaudissements nourris de l'assistance déjà conquise. Même discours chez Alexandre Sokourov, auteur soviétique de *La Voix solitaire de l'homme*, réalisé pour 2 000 roubles (20 000 francs). « Chaque plan n'a été tourné qu'une fois, et tous les plans ont été utilisés. » Cela explique peut-être la lenteur éprouvante de cet exercice poétique post-soviétique.

Deux longs métrages italiens *A fior di pelle* (*A fleur de peau*), de Gianluca Funari, et *Aurélius*, de Giorgio Molteni, confirment le manque d'inspiration de la jeune génération transalpine. Le premier s'essie à un érotisme cérébral, vaguement inspiré de Robbe-Grillet, le second se veut un « road movie », une longue rencontre amoureuse d'une navrante indigence.

Le jury a couronné *O Bobo*, de José Álvaro Morais, une œuvre qui poursuit la recherche du nouveau cinéma portugais sur les rapports

entre l'illusion et la réalité. Cet exercice stylisé et pirandellien sur la mise en scène d'une pièce et, en contrepoint, sur les rapports privés entre les comédiens permet tous les niveaux d'interprétation. Mais certains metteurs en scène croient encore au pouvoir d'une histoire et de personnages.

Fridrik Thor Fridriksson nous apprend qu'il existe un cinéma en Islande. *Boatmen* évoque la vie des marins puis leur difficile adaptation au milieu urbain et la tentation de la délinquance. Entre le documentaire et le film noir américain, le film trouve son ton et son authenticité. *L'Amour gâté*, de Stanley Kwan, est un bon exemple du jeune cinéma de Hongkong qui tente de créer une production indépendante, d'évoquer la vie quotidienne. En l'occurrence, le portrait sensible de deux jeunes femmes, de leurs aspirations et de leurs frustrations après la mort d'une de leurs amies.

With Love to the Person next to me, de l'australien Brian McKenzie, peint l'existence d'un chauffeur de taxi qui enregistre la conversation de ses clients, participe à leurs maux et finit par se remettre en question. Comme *Un conte de fées hongrois*, joli film de Gyula Gardas, déjà remarqué à Cannes, raconte la recherche par un orphelin d'un père imaginaire.

Ces quelques œuvres parlent de la communication avec les autres et souffrent de son absence. Elles sembleraient répondre à la déclaration du réalisateur Gregg Araki : « Je fais des films qui sont réellement importants pour moi. Si personne d'autre ne veut les voir, ce n'est pas d'importance ». Kira Muratova, cinéaste soviétique découverte à Pesaro et à Moscou cette année (*voir le Monde du 5 août*), et dont les films firent sensation à Locarno, doit méditer ces paroles. Auteur de quatre œuvres depuis vingt ans, toutes interdites, ou mutilées, elle n'a jamais rencontré son public. Ce n'était pas, dans son cas, faute de l'avoir désiré.

MICHEL CIMENT.

Mort du baryton José Beckmans

Le baryton-basse José Beckmans est mort au centre hospitalier de Vichy, le 13 août. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

D'origine belge — il est né à Liège en 1897 — mais naturalisé français, il fait un passage par le music-hall avant de sortir du conservatoire de Liège avec un premier prix de chant.

Après avoir tenu des rôles de basse chantante dans son pays d'origine, il débute à l'Opéra-Comique en 1925. Dix ans plus tard, il entre au palais Garnier où il tient les grands emplois de basse et de baryton en passant par Iago et Scarpia, et se produit également à Monte-Carlo, au Covent Garden de Londres et au théâtre de la Monnaie de Bruxelles.

En 1957, il est nommé directeur de la scène au palais Garnier. Après ses adieux à l'Opéra, il se consacre à l'enseignement.

Il sera inhumé au cimetière de Montrouge le vendredi 21 août.

Otto Dix à L'Isle-sur-la-Sorgue

Peintures froides

Malgré guerres, crises et persécutions politiques, Otto Dix a persévéré dans son entreprise : peindre ce qu'il voyait et qui n'était pas beau à voir.

Otto Dix ou le peintre infortuné : en 1914, l'élève des Arts déco de Dresde a vingt-trois ans, l'âge d'être mobilisé. Il le reste quatre ans, la guerre emporte, tantôt en Flandre et tantôt en Russie, et en revient horrifié à jamais, la mémoire pleine d'images de mines ébouilées et de cadavres en uniforme.

Il les peint et les grave aussitôt, devenant l'un des chefs de file de la « nouvelle objectivité », ce second expressionnisme allemand, celui de la République de Weimar. Succès ? A peine ; tout juste de quoi passer pour un « dégénéré » en 1933. Destitué, interdit d'exposition, arrêté par la Gestapo en 1939 : il n'a rien marqué à sa persécution.

Ce tissu de malheurs et de souffrances forme l'essentiel de son inspiration, si l'on consent à négliger des œuvres tardives qui ajoutent peu de chose à la gloire de leur auteur. Dix est l'homme des corps torturés et des visages animaux, soldats et filles à soldats réunis par une même bestialité. La laideur lui appartient, une laideur qu'il décrit d'une façon

qu'il soit difficile d'en obtenir le prêt. Leur absence gêne, elle provoque un déséquilibre, et la vue de peintures moins connues, appartenant à d'autres périodes, ne console qu'à demi de cette absence.

Ce sont, pour les plus curieuses d'entre elles, des portraits intimes et des paysages, les uns exécutés pendant les années 20, les autres dans la clandestinité de l'époque nazie. Dix s'y laisse aller à son penchant pour les primitifs germaniques et, sans souci d'anachronisme, il pastiche ses chers vieux maîtres rhénans. Le dessin se fait plus minutieux encore, la peinture rousse, vernissée et d'un modelé maigre.

Des images d'une fausse naïveté

Il y a, dans cette production, des images d'une fausse naïveté qui sent l'étude, et d'autres d'une assez décourageante banalité, comme cette *Nelly en Flore* de 1940 qui pourrait donner à croire qu'Otto Dix songe à rentrer dans le rang des académiques. Mais, quelle que soit leur grâce, ces effigies ont du moins l'intérêt d'illustrer le destin d'un primitivisme poussé jusqu'à son excès. Comme Carlo Carrà ou Chirico, imitateurs du Quattrocento, Dix est allé aussi loin que possible dans la restauration d'un style national.

Et trop loin, puisque, après 1945, rien ne demeure de cet « archaïsme



Maud Arizona, 1922, estampe. Fondation Otto Dix.

singulière, précise et colorée, à la manière des primitifs allemands.

Les autres peintures de la « nouvelle objectivité », un Grosz ou un Beckmann, ont tenté comme lui d'associer thèmes modernes et réminiscences archaïques. Allemagne de l'entre-deux-guerres et art allemand des Cranach. Il leur faut un dessin sac et net, d'une accablante précision quand il détaille blessures et grimaces.

Dix s'en tient parfois à ce stade de la représentation, celle du croquis tout juste « étoffé », et les gravures de la série de la *Guerre* demeurent sans doute ce qu'il a accompli de plus violent.

Les planches que l'on a réunies à L'Isle-sur-la-Sorgue, trop peu nombreuses assurément, témoignent de cette période du noir et blanc. Mais il manque à la rétrospective les toiles contemporaines de ces estampes, portraits pour la plupart, dans lesquels Dix traduit sa hargne en dissonances de tons crus. Ce sont là les œuvres les plus fameuses du peintre, et l'on ne s'étonne guère

gisme » pictural et qu'Otto Dix préfère se référer désormais à l'expressionnisme d'avant 1914. De celui d'un Kirchner, il retient les constructions fondées sur le schématisme géométrique, les couleurs passées à gestes larges et le goût du futurisme. Mais il reste encore de Bosch et du gothique dans telle *Tentation de saint Antoine* ou dans le Saul et David de 1950, comme si Dix ne pouvait plus se passer tout à fait de souvenirs.

On peut le regretter, et regretter qu'une rétrospective d'ampleur comme celle-ci ne rende qu'à moitié justice à l'auteur de *Maud Arizona* et de *Lili*, reine de l'air, parfaites illustrations de l'Europe galante de Paul Morand. C'est dans ces satires que Dix a atteint sa perfection ; c'est alors qu'il a eu à égaliser ses véritables modèles : Forain, Lautrec et Félix Valotton, ces réalistes.

PHILIPPE DAGEN.
★ Hôtel de Campredon, 20, rue du Docteur-Taillet, L'Isle-sur-la-Sorgue ; jusqu'au 18 octobre.

Au Centre Wallonie-Bruxelles

Le musée d'Ixelles à Paris

Soixante-six toiles, de l'impressionnisme au surréalisme, et une belle série d'affiches 1900, provenant toutes du musée d'Ixelles, sont rassemblées au Centre Wallonie-Bruxelles, dans une petite exposition dont l'ambition est de faire connaître au public parisien ce musée de la banlieue bruxelloise.

Créé en 1892 pour abriter la collection du peintre animalier De Praetere, il s'est enrichi de nombreux dons qui ont contribué à en faire un centre artistique important en Belgique. La possession de la quasi-totalité des affiches de Toulouse-Lautrec, léguées par le commandant Botte, est l'une de ses plus grandes fiertés.

L'exposition est centrée sur les surréalistes belges Delvaux et Magritte. Les tableaux des deux peintres sont présentés face à face les uns devant l'autre. *La Fenêtre* du premier répond à *L'Eloge de la dia-*

lectique du second, peint la même année (1936). Tous deux figurent une fenêtre ouvrant sur un paysage intérieur.

L'impressionnisme belge est également évoqué, avec des toiles de Theo Van Kesselberghe. Le symbolisme est incarné par la libérine *Saltimbanque* de Félicien Rops, dont Baudelaire disait qu'il possédait un génie comparable à celui d'Edgar Poe.

On peut y voir aussi quelques non-Belges : des œuvres surréalistes de Max Ernst et de Miró, un Berthe Morisot, deux natures mortes de Picasso. Mais aussi Pissarro, Vassily « fauves ». Sans oublier quelques œuvres récentes de Roland Topor.

L.M.
★ 127-129, rue Saint-Martin, jusqu'au 30 août.

Les leçons de l'océan

Les forages des fonds marins réalisés depuis ont donné d'innombrables renseignements sur l'histoire du climat ou la dérive des continents.

L'Agence de l'océanographie... notre planète est... l'océanographie... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

Le monde de l'océan... les forages des fonds marins... les renseignements... l'histoire du climat... la dérive des continents.

École nationale supérieure d'Arts

.....

REPÈRES

Déficit budgétaire

Forte réduction
aux États-Unis

Le déficit budgétaire américain devrait être de 158,4 milliards de dollars cette année, après le record de 220,7 milliards en 1986, selon les dernières prévisions officielles, publiées le lundi 17 août.

En janvier dernier, lors de la présentation du projet de budget, la Maison Blanche tablait, pour l'exercice qui s'achèvera le 30 septembre 1987, sur un déficit de 173,2 milliards, soit 29 milliards de plus que l'objectif fixé par la loi Gramm-Rudman de retour à l'équilibre budgétaire en 1991.

La différence avec les nouvelles prévisions du bureau du budget de la Maison Blanche (OMB-Office of Management and Budget) est due à des recettes fiscales plus importantes à la suite de l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1987 de la nouvelle législation fiscale.

Pour 1988 et 1989, la Maison Blanche prévoit — si son budget est adopté — des déficits de 123,3 et 112,7 milliards de dollars. Mais le bureau du budget du Congrès s'apprête à publier des chiffres plus pessimistes : 181 milliards de dollars pour 1988 et 189 milliards pour 1989.

Exportations

Le bond en avant
de la Chine

Les exportations de la Chine ont augmenté de 35,3 % depuis le début de l'année par rapport à la même période de sept mois de l'an dernier. La croissance a été de 50 % en direction de la CEE, selon des chiffres officiels cités en début de semaine dans la *China Daily*, qui fait par ailleurs état d'une stagnation des ventes avec les pays de l'Est.

SOCIAL



REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Espagne : le grand écart
sur deux siècles

Avec l'entrée dans la CEE, l'Espagne doit intégrer les étapes du développement industriel et s'engager dans les nouvelles technologies. Mais les séquelles de l'autarcie héritée de la franquisme sont nombreuses, en particulier au sein du patronat. Cet article, après celui sur la Belgique (*Le Monde* du 18 août), est le deuxième de notre série « Regard sur l'étranger » analysant les évolutions des modes économiques des grands pays développés.

MADRID
de notre correspondant

Un troupeau de moutons barre la route et brouille l'herbe rare au beau milieu du polygone industriel de Tres Cantos, le nouveau centre de technologie ultramoderne au nord de Madrid destiné à devenir le « Silicon Valley » espagnol.

L'image pourrait s'apparenter à un simple cliché si elle ne reflétait parfaitement la situation actuelle de l'Espagne : celle d'un pays faisant le grand écart, passant sans véritable transition d'une société à bien des égards encore préindustrielle au vingt et unième siècle. « Nous qui n'avons jamais vraiment réalisé la révolution industrielle, nous voilà maintenant en pleine révolution technologique », commente, avec une pointe de fierté, un dirigeant du Parti socialiste au pouvoir.

Ouzème puissance industrielle du monde avec un revenu moyen par habitant de 4 500 dollars (1) et un PIB de 180 milliards de dollars, l'Espagne est-elle en passe d'achever sa mue économique ? S'est-elle déjà assimilée à cette Europe à laquelle elle vient de s'intégrer, renouant sans doute définitivement aux mythes et aux fantasmes d'une hiérarchie supposée différente, très ancrée dans le passé ? Le choc de l'adhésion à la CEE, la brusque ouverture au monde extérieur d'un

pays longtemps refermé sur lui-même — commodément enfoui dans son cocon protectionniste — l'obligent aujourd'hui à brûler les étapes, à multiplier les reconversions.

S'il est une reconversion fondamentale et pourtant peu commentée, c'est bien celle des mentalités économiques. De longs siècles d'isolement n'ont pas seulement imprimé leur marque au sud des Pyrénées dans la politique et l'idéologie. Ils ont aussi forgé les modes de pensée. Trop longtemps, les producteurs espagnols n'ont pas eu à jauger leur compétitivité à l'aune de la concurrence étrangère. L'autarcie obligeait les frangistes à l'autoconsommation des vainqueurs de la seconde guerre mondiale est venue renforcer cette tendance : durant près de vingt ans, il fallait tout produire plutôt que produire à bon escient, quelle que fut la rationalité économique des opérations.

Certes, avec le plan de stabilisation de 1959 et l'arrivée sur le devant de la scène à Madrid d'un groupe de technocrates formés pour la plupart aux États-Unis, l'Espagne franquiste parut s'ouvrir enfin aux vents du commerce international. On ne parla plus désormais de de libéralisme économique et de saine concurrence.

Un long passé

Mais la mutation ne fut en fait que partielle : le protectionnisme d'État n'eut jamais aboli, les barrières douaniers et les contingents restèrent en place. Les deniers publics continuèrent d'assurer artificiellement par le biais de multiples aides indirectes la compétitivité de bien des entreprises économiques, peu viables. N'était-il pas plus aisé de diriger une entreprise avec des subventions officielles que de faire face à la concurrence internationale ? L'important augmentation de l'investissement depuis le début de 1986 indique qu'une forte partie au moins de l'appareil productif espagnol a choisi la solution de la modernisation. Mais, en vu de l'attitude des organisations représentatives du patronat, force est de constater que bon nombre de chefs d'entreprise ont préféré l'autarcie.

marchés des produits espagnols sans exiger de véritables contreparties vis-à-vis d'un nouveau souffle à ce protectionnisme séculaire au sud des Pyrénées.

Rien d'étonnant que ce long passé en vase clos ait laissé d'importantes séquelles. Celles-ci pèsent de tout leur poids au moment où les Espagnols doivent s'adapter sans délai aux us et coutumes de leurs nouveaux partenaires de la Communauté.

Pour relever le gant européen, deux attitudes sont en effet possibles. La première suppose de répondre par l'innovation au défi du modernisme : miser sur l'industrialisation de l'organisation et de la productivité des entreprises grâce à la maîtrise du « know-how » des technologies modernes. Concurrencer en somme l'Europe sur son propre terrain. Une réponse tenant tout entière de la gageure dans ce pays si longtemps identifié au fameux slogan du philosophe Miguel de Unamuno « Que inventes-tu ? » (« Laissons les autres inventer »), un pays où la recherche est traditionnellement le parent pauvre des choix budgétaires publics, mais aussi privés.

Relevant plus d'une vision à court terme, la seconde attitude possible face au défi européen est tout autre. Plutôt que d'accorder la priorité à la transformation des structures de production, on choisit de survivre à la concurrence en réduisant les coûts grâce aux bons vieux procédés d'antan : contrôle des salaires, évasion fiscale, recours aux subventions officielles. Une option que les syndicats qualifient de « tiers-mondisme ».

L'importante augmentation de l'investissement depuis le début de 1986 indique qu'une forte partie au moins de l'appareil productif espagnol a choisi la solution de la modernisation. Mais, en vu de l'attitude des organisations représentatives du patronat, force est de constater que bon nombre de chefs d'entreprise ont préféré l'autarcie.

A entendre le CEOE (l'équivalent espagnol du CNPF), ce sont essentiellement les salaires et les impôts qui minent la compétitivité espagnole. Certes, il est indéniable que les coûts salariaux ont fortement augmenté ces dix dernières années. Mais le niveau de rémunération des travailleurs n'en reste pas moins largement inférieur à la moyenne européenne ; de plus, les progrès de productivité ont été très importants. Il est également indéniable que les cotisations du patronat à la Sécurité sociale sont particulièrement lourdes. Mais, là encore, l'ensemble des impôts et des charges sociales espagnols sont soumis à la même entreprise espagnole restent globalement très inférieurs à la moyenne communautaire.

La spectaculaire croissance de l'économie immergée, l'expression qui désigne en Espagne le travail au noir, témoigne d'ailleurs de l'importance de ce réflexe conservateur. Elle n'est nullement le fait, comme en Italie, d'entreprises innovatrices naissant dans des secteurs de pointe au marge des structures légales.

EN BREF

● **Nouveau plan de relance économique en Espagne.** — Le président zambien, M. Kenneth Kaunda, après avoir pris l'initiative, en mai 1987, dans un contexte de grave crise économique et sociale, d'une rupture avec la politique d'austérité du FMI, a présenté, à la fin de la semaine dernière, le nouveau plan intermédiaire de développement. L'objectif de croissance retenu pour la période allant de juillet 1987 à décembre 1988 est de 2,2 %. Les mesures envisagées portent sur la maîtrise de l'inflation, la stimulation des investissements dans les secteurs prioritaires (agriculture, exploitation minière, industrie de transformation, transport, énergie), la limitation de la dépendance extérieure.

jugées anticonformistes. Elle regroupe, au contraire, au sud des Pyrénées, des entreprises désuètes cherchant à survivre en marge de toute logique économique.

« Je ne demande pas mieux que d'avoir beaucoup de Rockefeller en Espagne, mais de vrais Rockefeller dont le succès dépend de leurs propres efforts et non de la protection de l'État », se plaint à l'occasion le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez. L'entrée dans le club européen fera-t-elle éclore les Rockefeller espagnols ? Elle devrait, en tout cas, favoriser au sein de l'appareil productif l'émergence de secteurs disposés à couper les amarres avec un fâcheux passé et à oublier les vieux réflexes protectionnistes d'hier.

C'est, à cet égard, une véritable « révolution des mentalités » qui s'annonce dans l'Espagne d'aujourd'hui.

THIERRY MALINAK.
(1) Par comparaison, le PNB par habitant est de 9 900 dollars pour la France et de 11 000 dollars pour l'Allemagne fédérale.

Le pari obligé de la formation

(Suite de la première page.)

La priorité des syndicats consiste à développer les qualifications de tous les salariés, pour qu'ils puissent trouver plus d'intérêt à leur travail, évoluer professionnellement et acquérir une capacité accrue de mobilité professionnelle. Mais alors l'enjeu dépasse la rénovation — oh combien nécessaire ! — des institutions spécialisées, à commencer par l'éducation nationale. Les entreprises, les administrations, les associations doivent aussi considérer le développement des compétences et des qualifications comme une de leurs missions principales. Tous les moyens disponibles pour disposer d'une qualification collective à la hauteur doivent être mobilisés.

Et puis, dans nos sociétés toujours plus complexes, les entreprises doivent pouvoir disposer d'une grande diversité de compétences, leur capacité d'adaptation

en dépend. Une institution aussi vitale que l'école ne peut seule faire face à la tâche. Les acteurs directement concernés doivent être impliqués dans la définition des objectifs d'une formation qui ne peut se limiter à des incursions en la matière à des moments particuliers. La formation doit devenir véritablement permanente, une composante de tout âge, de toute activité humaine.

En ce sens, l'alternance école-entreprise n'est pas seulement, n'est pas d'abord une voie de repêchage pour ceux qui ont échoué dans le système scolaire. Elle doit concerner tous les jeunes. La diversification des itinéraires et des modes d'apprentissage doit correspondre aux formes d'intelligence de chacun. Bien des jeunes, qui se trouvent plus à l'aise en exerçant concrètement leur intelligence à l'occasion d'un travail en entre-

prise, y découvrent l'utilité, l'importance des apprentissages généraux et sont prêts à y consacrer des efforts plus importants.

La meilleure
assurance-vie

Trois conditions apparaissent nécessaires pour que l'entreprise, avec tous ses acteurs, assure sa fonction de formation. Il faut d'abord qu'elle perçoive les qualifications à développer du fait de l'évolution des technologies et des emplois. Les commissions paritaires de l'emploi devraient éclairer les évolutions prévisibles de l'emploi dans chaque branche professionnelle. Vaste programme ! Mais bien utile pour les salariés et les entreprises.

Il faut ensuite que l'entreprise dépasse le simple apprentissage sur le tas pour définir des objectifs de formation précis, afin de détermi-

ner les catégories de salariés concernés, le temps et les moyens à y consacrer, les conditions concrètes de mise en œuvre. Alors la consultation du comité d'entreprise sur le plan de formation trouve toute son efficacité.

Enfin la formation en entreprise est étroitement liée à la conception de l'organisation de travail. Trop souvent on se limite à la question « Comment former pour assurer des tâches nouvelles ? » sans se poser l'autre question « Quelle organisation du travail envisager pour que les compétences des salariés puissent pleinement s'exercer ? ». L'efficacité des actions de formation est liée à leur combinaison avec les autres moyens d'entraînement et de développer les compétences : intérêt du travail, accès à l'information, participation à des groupes d'expression, diffusion des propositions des salariés et des organisations syndicales, qualité des rapports sociaux.

Tel est le sens de l'action menée par la CFDT, avec une capacité et une force croissantes, au cours de ces dernières années. En effet, la formation professionnelle et permanente est en train de devenir un thème majeur de l'action du syndicalisme et des négociations contractuelles, au moyen d'arrangements, de revirements de l'action syndicale et des rapports de travail. Elle apparaît désormais à la protection des salariés au regard des évolutions des emplois ; elle donne à chacun le moyen de progresser dans son propre projet professionnel ; elle est un atout pour le développement des entreprises. C'est pourquoi la réduction du temps de travail doit permettre un accroissement du temps de formation permanente. C'est la meilleure assurance-vie possible pour les salariés et pour les entreprises.

Deux avancées ont marqué la période récente. En octobre 1983, la CFDT s'est résolument engagée pour conclure l'accord médian en place les formations en alternance pour les jeunes. Et en octobre 1986, dans un contexte hautement défavorable, après la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, la CFDT s'est battue avec fermeté pour la reconnaissance d'un droit à la conversion pour les salariés licenciés, difficilement mais heureusement obtenu.

Que n'a-t-on pas entendu dans l'un et l'autre cas de la part des tenants du *status quo* ? D'autant qu'il y a matière à critiquer. Pour les contrats d'alternance par exemple, il est vrai que les contrats de qualification sont trop peu développés et que, en revanche, les chefs d'entreprise abusent — en contradiction d'ailleurs avec les engagements contractuels — des stages d'initiation à la vie professionnelle, utilisés à tort et à travers parce qu'ils coûtent moins cher aux patrons. De même, la passivité du patronat dans le développement des congés de conversion donne lieu à des réactions justifiées.

Une mutation
du syndicalisme

Mais il faut être bien ignorant de l'expérience du mouvement ouvrier pour rejeter les avancées réalisées en raison de certaines applications partielles ou insuffisantes. Il faut être bien peu créatif pour croire qu'un accord au sommet suffit pour être appliqué et mettre entre parenthèses les conflits d'intérêts et de logiques dans les entreprises. Seule la pression syndicale collective peut transformer un accord écrit en un projet concret et permettre de conquérir un véritable droit à la formation en alternance et à la conversion.

C'est ce processus qui est en route et qui, dans les faits, amorce une mutation du syndicalisme. Car

les nouvelles garanties obtenues bousculent la tradition. Au lieu de prétendre apporter à tous des solutions uniformes et automatiques, elles se concentrent au plus près des situations diversifiées et elles appellent une participation, un investissement personnel dans une démarche qui lie égalité des chances, responsabilité et autonomie des individus.

Alors, dépassé le syndicalisme ? Quand il fait entrer la formation en alternance et le droit à la conversion dans le paysage social ; quand il agit pour donner toute sa place à la formation en entreprise et réaliser les conditions les meilleures de sa mise en œuvre ; quand il entend améliorer la qualité de l'acte du travail en liant le développement personnel au développement de la vie économique et sociale. On voudrait trouver du côté des chefs d'entreprise la même volonté de faire de la qualification des salariés un moyen essentiel de développement des entreprises.

Ces nouveaux objectifs, porteurs de l'adaptation du syndicalisme, sont au cœur d'une intervention efficace sur l'emploi et la réduction des inégalités. Ils sont le moyen de plus sûr pour que l'école et l'entreprise dialoguent enfin, chacune à sa place et chacune reconnaissant la légitimité, la nécessité du rôle de l'autre pour une formation répondant aux exigences de notre temps.

EDMOND MARRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Franco-Allemande
Deutsch-Französische Bank
affiliée au groupe WestLB

Le conseil de surveillance de la Banque Franco-Allemande a enregistré avec regret la démission, pour raisons personnelles, de M. Karl Baldorf, quarante-huit ans, directeur général, membre du directoire de la Banque Franco-Allemande. Durant les mandats sociaux de M. Baldorf depuis 1974, la banque a connu un fort développement. Le total du bilan est passé de 595 à 1150 millions de francs français et les fonds propres se sont accrus de 41 à 420 millions de francs français. Les actionnaires et les membres du conseil de surveillance ont rendu hommage à M. Baldorf pour l'action importante qu'il a menée au sein du directoire de la banque.

Contrairement à des informations qui ont pu être publiées par erreur dans la presse, indiquant que M. Baldorf ne serait pas remplacé, le directoire de la BFA est désormais composé de M. Robert Lang, cinquante-huit ans, président depuis le 7 juillet 1987, et de M. Alain Pasquel, quarante ans, qui a été nommé membre du directoire le 7 juillet 1987.

Le capital de la BFA est détenu à 95 % par la Westdeutsche Landesbank Girozentrale et à 5 % par la Landesbank Saar Girozentrale.



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORÊTS

AGENCE NATIONALE
DE L'EAU POTABLE ET INDUSTRIELLE
ET DE L'ASSAINISSEMENT

MISE EN DEMEURE

Le bureau d'études HARZA ENGINEERING COMPANY, sis 150 SOUTH WACKER DRIVE, CHICAGO, ILLINOIS, U.S.A., titulaire du marché n° 192/85 du 18 février 1985 relatif aux études d'exécution et d'assistance technique du projet d'alimentation en eau potable d'Alger (système de production d'eau d'Esser-Keddara, est mis en demeure de reprendre dans un délai de huit (8) jours à partir de la date de parution du présent avis.

Faute pour lui de se conformer aux prescriptions ci-dessus, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

onsp/algier

مكتبة الامم المتحدة

ABRES

Du dépôt de bilan des Parcs
à la crise municipale

Les Parcs nationaux de France ont été déclarés en état de dépôt de bilan. Cette décision, prise par le Tribunal de Commerce de Paris, marque le début d'une procédure d'insaisissement des biens des Parcs. Les Parcs nationaux de France, qui ont été créés en 1963, ont connu une longue période de prospérité. Mais, depuis quelques années, ils ont été confrontés à une série de difficultés financières. En 1986, les Parcs ont été déclarés en état de dépôt de bilan. Cette décision, prise par le Tribunal de Commerce de Paris, marque le début d'une procédure d'insaisissement des biens des Parcs. Les Parcs nationaux de France, qui ont été créés en 1963, ont connu une longue période de prospérité. Mais, depuis quelques années, ils ont été confrontés à une série de difficultés financières. En 1986, les Parcs ont été déclarés en état de dépôt de bilan. Cette décision, prise par le Tribunal de Commerce de Paris, marque le début d'une procédure d'insaisissement des biens des Parcs.

Une affaire
publique

Une affaire publique. Les Parcs nationaux de France ont été déclarés en état de dépôt de bilan. Cette décision, prise par le Tribunal de Commerce de Paris, marque le début d'une procédure d'insaisissement des biens des Parcs. Les Parcs nationaux de France, qui ont été créés en 1963, ont connu une longue période de prospérité. Mais, depuis quelques années, ils ont été confrontés à une série de difficultés financières. En 1986, les Parcs ont été déclarés en état de dépôt de bilan. Cette décision, prise par le Tribunal de Commerce de Paris, marque le début d'une procédure d'insaisissement des biens des Parcs.

EUROPE 1
DANS LE SECRET DU
TITANIC

100 mètres en direct sous la mer. EUROPE 1 vous propose une émission unique, une plongée sous-marine à bord du Titanic. Cette émission, qui sera diffusée sur EUROPE 1, vous permettra de découvrir les secrets de ce célèbre paquebot. EUROPE 1 vous propose une émission unique, une plongée sous-marine à bord du Titanic. Cette émission, qui sera diffusée sur EUROPE 1, vous permettra de découvrir les secrets de ce célèbre paquebot.

SECTEURS DE POINTE

PRIMEL S.N.C.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉDICO EN PRODUITS DE LA MER.

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR

en organisation et informatique pour assurer la direction de son service informatique.

De formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co.), vous avez un minimum de dix ans d'expérience. Outre vos qualités d'analyse et de compétences techniques, c'est votre dynamisme, vos qualités relationnelles et votre sens de l'organisation qui feront votre réussite dans ce poste.

Vous aurez pour mission de gérer l'assistant (UNISYS 1100, 60, 70 terminaux) et de concevoir des projets d'organisation, informatisés ou pas, en tenant compte des conséquences économiques et humaines.

La poste est basée à 20 km de MORLAIX, au bord de la mer. Merci d'adresser c.v., photo et rémunération actuelle à : PRIMEL S.N.C., 28228 PLOUGASNOU.

Groupe bancaire Alsace

recrute

— INFORMATIENS PROJETS
— ANALYSTES PROGRAMMEURS
NIVEAU MIAGE — INGÉNIEUR
(diplômés acceptés).

La candidature avec c.v. détaillé et prétentions est à adresser sous le n° 8768, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7°.

Le Monde CADRES

AVIS DE CONCOURS

Le conseil général de l'Isère communique

Est ouvert dans le département de l'Isère un concours sur titres pour le recrutement

D'UN MÉDECIN

de protection maternelle et infantile.

Poste à pourvoir à la Direction de la santé et de la solidarité.

DATE IMPÉRATIVE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 30 SEPTEMBRE 1987.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

dossier à retirer et à faire parvenir à l'hôtel du département de l'Isère, bureau du personnel, B.P. 1096, 38022 Grenoble Cedex.

RENSEIGNEMENTS : Tél. : 76-54-81-31, poste 35-09.

ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

recherche

PROFESSEURS

certifiés ou agrégés en mathématiques ou en ITALIEN.

Tél. : 43-56-62-03.

Une pétitionnaire cherche

AGENT MÉTHODE QUALITÉ

BTS ou DUT

généraliste, 30 ans, env.

qualités et méthodes, pré-

paration en mécanique. Notions

informatiques acquises. Le sal-

aire en rapport avec l'expé-

rience acquise. Env. EURODIS

Publicité n° 6 698 46, bd Jean-

Mermoz, 13700 Mergans.

DEMANDES D'EMPLOIS

INFORMATIENS D.E.

dynamique, expérimentée,

10 ans d'expérience, dans

un environnement très int.

motiv., très rég., + étranger.

(18) 48-91-30-56 (seul resp.).

J.F. Autriche 17 a. ch.

fonctionnaire pour 3 ans

perfection la française, gardien

arts et lettres, travail mangué,

en échange, nouvelle, loge, et

agent de poche. Juste Hange-

A. 4500 Astoria 72 Astoria.

Tél. 16-43-76-76-18-340.

JURISTE - AVOCAT - DELEG.

CHERCHE

EMPLOI À MONTPELLIER.

ÉCRIRE HAVRE 180 506.

34088 MONTPELLIER CEDEX.

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

8° arrdt

CHAMPS-ÉLYSÉES

Magnifique pied-à-terre,

2 pièces, s. de b., 80 m², vue

exceptionnelle sur l'axe.

GARÉ 46-67-22-82.

15° arrdt

2 P. CFT, 266 000 F

IMMOBILIER BROQUE 1830

Immeuble Marcadet 42-52-01-02.

19° arrdt

EXCEPTIONNEL

4 p., et ch. 83 m² + terrain,

80 m² + terrain 1 400 000 F.

Studio et terrain 420 000 F.

Séjour 2 lots possibles.

Immeuble Marcadet 42-52-01-02.

20° arrdt

FRANÇOIS, 55 m², 55 m² +

ter. 70 m², vue privée sur

800 000 F. 42-52-01-02.

Province

LIBRE

STRASBOURG MONTAIGNE VENTE

App. 84 m² dans imm.

5 étages (4° et 5°), 2 terr.

5, et 0,1, toutes commodités,

garage possible dans immeu-

ble. Bus 14 et 24 à 50 F.

300 000 F. 7-22-35-41-17.

Vente à Thionville-Fort-Méhée

marina 3 pièces meublées,

plein de l'eau, emménagement

terre. 1 200 000 F. 7-22-35-41-17.

55-04-84 ou 50-25-12-25.

CHAMBRES POUR ÉTUDIANTS

appartements achats

EMBAISSY SERVICE

recherche achat

APPT HAUT DE GAISSY ET

HOTELS PARTICULIERS

PARIS MARCADET

Tél. : (1) 45-62-16-40.

PROPRIÉTAIRES !

IMMO MARCADET

85, rue Marcadet, PARIS-18

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

recherche achat, 2 pièces

Économie

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Revlon lance

sa troisième OPA sur Gillette

Le président du groupe Rev-

lon, M. Ronald O. Perleman, cé-

lèbre « raider » américain, qui s'est

engagé en novembre dernier à lais-

ser Gillette tranquille pendant dix

ans, vient de lancer une troisième

OPA sur le géant du rasoir, des

produits de toilette et d'écriture

(27,7 milliards de francs de chiffre

d'affaires). M. Perleman propose de

payer 47 dollars par action

(40,50 dollars en 1986 mais

85 dollars l'année précédente), soit

au total 5,4 milliards de dollars

(34 milliards de francs), dont

5,1 milliards de dollars (32,5 mil-

liards de francs), versables immé-

diatement en liquide. Il espère pro-

fitier de la faiblesse de Gillette, en

pleine restauration et qui s'était

aligné à blanc l'an dernier en

rachetant pour 558 millions de dol-

lars (3,52 milliards de francs) des

propres actions de façon à se

mettre à l'abri des « raiders ».

Notons que Revlon vient d'ar-

ranger ses réserves en vendant au

groupe britannique Pilkington ses

activités dans la fabrication de len-

tilles de contact pour 574 millions

de dollars (3,61 milliards de francs).

Philips veut renforcer

ses moyens aux États-Unis

Le groupe néerlandais Philips va

acquiescer les actions (42 % de

la filiale, la North American Philips

Corporation (NAPC) qu'il ne pos-

sède pas encore, au moyen d'une

offre publique d'achat. L'offre, faite

au prix de 50 dollars par action au

comptant (soit un coût global de

610 millions de dollars), sera pré-

sentée au plus tard le 21 août et

sera valable pendant vingt jours

ouvrables. Cette opération sera

effectuée par le biais de sa filiale

américaine récemment créée, FGP

Corporation. Une fois l'OPA réus-

sie, Philips envisage de fusionner

FGP et NAPC. En 1986, Philips a

réalisé 24 % de son chiffre

d'affaires total en Amérique du

Nord (États-Unis et Canada).

Le tandem BBC-ASEA

donne naissance au premier

groupe industriel

privé norvégien

Le nouveau tandem helvé-

to-suédois Brown Boveri-Asa va

regrouper ses filiales norvégiennes

autour de l'entreprise Elektrisk

Bureau (EB), donnant ainsi nais-

sance au premier groupe industriel

privé en Norvège avec un chiffre

d'affaires de 10 milliards de cou-

ronnes (9 milliards de francs) et

quatre mille salariés. Au premier

Asa aura porté de 20 à 63 % sa

participation dans EB, opération qui

lui coûtera 1,4 milliard de cou-

ronnes (1,4 milliard de francs) et

qui se situe dans la ligne

droite du mariage Asea-BBC

(le Monde du 12 août), reste

soumis à l'approbation des auto-

rités suédoises et norvégiennes.

Rémy Martin achète

une société

viticole brésilienne

Le producteur français de cognac

Rémy Martin vient de prendre le

contrôle total de la Vitícola Santa

Rosa, une des plus importantes

sociétés viticoles du Brésil, qui

commercialise notamment ses vins

sous l'étiquette Château-Lacave et

dont elle détenait déjà 50 % des

actions. Remy Martin, numéro 1

mondial de la fine champagne, était

déjà fortement implanté en Asie

Marchés financiers

PARIS, 17 août

Encore bien orienté

La semaine a plutôt bien com-

mencé à la Bourse de Paris, du

moins au nez-de-chaussée. Après

l'annonce d'un déficit commer-

cial de 3 milliards de francs pour

juillet, beaucoup redoutaient un

retour de bâton d'autant plus

violent que la reprise vendredi

dernier avait été forte (+ 2,2 %).

En fait, non seulement le marché

a bien résisté, mais il s'est même

17 AOUT Cours relevés à 17 h 30

Réglement mensuel										Réglement mensuel													
Competition	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Competition	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%
1510	AS S 1973	1831	1915	1915	- 0.63	780	Odé. Lym. (C)	781	788	788	+ 0.84	825	Localist Internat.	780	780	780	780	1350	Salomon	1970	1965	1965	- 0.25
1520	C.M.C. 3%	4344	4240	4240	- 0.23	1110	Odé. Lym. (C)	1100	1100	1100	- 0.90	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1232	B.M.P. 7%	1179	1181	1181	+ 0.17	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51
1124	C.C.F. 7%	1127	1120	1120	- 0.62	240	Odé. Lym. (C)	240	240	240	- 0.84	1110	Localist Internat.	1110	1110	1110	1110	1350	Salomon	1965	1820	1820	+ 3.51

Comptant (sélection)

[illegible]**SICAV**[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]**Hors-cote**

4 80	1555
331	330
165	1000
136	124 30
181	410
420	985
(Comm.)	224
221	280
280	1000
1070	152 50
368	385
132 10	338
328	0 10
45 70	280
135 50	1000

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	parc.	17/8	Achat	Vente			
Euro-Union (\$ 1)	8 327	6 269	6 200	6 520	Or fin (le kilo en barre)	92200	91600
ECU	6 530	5 898			Or fin (en lingot)	92200	91600
3294 3300	3294 3300	3294 3300	3233 900	344 900	Pièce française (50 f)	335	335
Belgique (100 f)	16 085	15 083	15 405	16 360	Pièce française (10 f)	386	386
Pays Bas (100 f)	236 440	285 280	287	305	Pièce suisse (20 fr)	597	580
Denmark (100 knr)	95 860	86 900	83 50	90	Pièce suisse (20 fr)	522	522
Norvège (100 kr)	9 878	91 600	97	94		656	633
Suède (100 kr)	9 878	9 957	9 950	10 350	Souverain	963	963
Groen (100 gulden)	4 418	4 416	3 900	4 405	Pièce de 20 dollars	2970	2970
Taiwan (1 000 dollar)	4 810	4 817	4 350	4 850	Pièce de 10 dollars	1435	1435
Suisse (100 fr)	402	402	900	900	Pièce de 5 dollars	900	900
Canada (100 dollar)	66 150	66 980	52 900	52 900	Pièce de 50 pesos	3485	3355
Australie (100 dollar)	47 540	47 505	48 400	48 700	Pièce de 10 florins	561	561
Espagne (100 pes.)	4 817	4 820	4 700	5 200	Dr Zurich	457	454
Portugal (100 esc.)	4 277	4 279	3 800	4 490	Dr Londres	458	458
Corée (500 w.)	4 157	4 177	4 580	4 960	Dr Hongkong	458	458
Japan (100 yen)	4 157	4 177	4 080	4 230	Argent Londres	457	457

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL.	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
	parc.	17/8	Achat	Vente			
Euro-Union (\$ 1)	8 327	6 269	6 200	6 520	Or fin (le kilo en barre)	92200	91600
ECU	6 530	5 898			Or fin (en lingot)	92200	91600
3294 3300	3294 3300	3294 3300	3233 900	344 900	Pièce française (50 f)	335	335
Belgique (100 f)	16 085	15 083	15 405	16 360	Pièce française (10 f)	386	386
Pays Bas (100 f)	236 440	285 280	287	305	Pièce suisse (20 fr)	597	580
Denmark (100 knr)	95 860	86 900	83 50	90	Pièce suisse (20 fr)	522	522
Norvège (100 kr)	9 878	91 600	97	94		656	633
Suède (100 kr)	9 878	9 957	9 950	10 350	Souverain	963	963
Groen (100 gulden)	4 418	4 416	3 900	4 405	Pièce de 20 dollars	2970	2970
Taiwan (1 000 dollar)	4 810	4 817	4 350	4 850	Pièce de 10 dollars	1435	1435
Suisse (100 fr)	402	402	900	900	Pièce de 5 dollars	900	900
Canada (100 dollar)	66 150	66 980	52 900	52 900	Pièce de 50 pesos	3485	3355
Australie (100 dollar)	47 540	47 505	48 400	48 700	Pièce de 10 florins	561	561
Espagne (100 pes.)	4 817	4 820	4 700	5 200	Dr Zurich	457	454
Portugal (100 esc.)	4 277	4 279	3 800	4 490	Dr Londres	458	458
Corée (500 w.)	4 157	4 177	4 580	4 960	Dr Hongkong	458	458
Japan (100 yen)	4 157	4 177	4 080	4 230	Argent Londres	457	457

CHANGES

Order : 6217 1

WAVE OF LIES

EMERGENCY INTERBANKING

1950年12月15日

